

**T.C.
GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ
SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ
KAMU HUKUKU ANABİLİM DALI**

**TÜRKİYE'DEKİ GAYRİMÜSLİM AZINLIKLARIN
IRKÇILIĞA KARŞI KORUNMASI VE ÖZEL YASALARIN
YOKLUĞU MESELESİ**

YÜKSEK LİSANS TEZİ

Rita ENDER

Tez Danışmanı: Doç. Dr. Emre ÖKTEM

Mayıs 2012

ÖNSÖZ

“Otuz dört yaşına bastığım gün
yıllarımı Londra'yla İstanbul arasında
eşit paylaşmış olduğum geldi aklıma.”

diye başlar bir şiirine Roni Margulies ve şöyle bitirir:

“O akşam yaşlı bir turist durdurdu beni,
bir adres sordu, her gün geçtiğim önünden.
Durakladım. Bilmem aklımdan neler geçti.
"Kusura bakmayın", dedim, "Londra'lı değilim ben."

Benim için de, geçen ve geçebilecek zamana rağmen, tam olarak böyle bir duyguydu bir şehirde “yabancı” olmak. “Yabancı” olmak, (o güne kadar hiç farkında olmadığım anlar dâhil) hep olmuş olduğum “azınlık” olmaktan çok farklıydı. Çok daha sorumsuz bir histi. "Ne olacak bu memleketin hali" diye düşünmediğim bir haldi. Çok daha kuşkusuz bir duyguydu. “İsmimin neden Rita olduğu niçin soruluyor acaba!" diye tedirgin olmadığım bir haldi. Çok daha yüzeysel bir bağdı. “Kusura bakmayın...” diyip iç rahatlığıyla yürüyebildiğim bir haldi. Bu haller içindeyken, doğduğun yerde, doğuştan gelen özelliklerin nedeniyle “azınlık” olmanın ve “azınlık” kabul edilmenin üzerine düşündüm. Bu ülkede, azınlık olarak yaşananlar ve maruz kalınanlar üstüne tekrar yazmak istedim.

Yazarken, hem çok derin bilgisi, hem “tam destek” ilgisi ile yanımda olan hocam Doç. Dr. Emre Öktem’e, bu konuya olan merakımı, yazdıkları ile yoğunlaştıran ve “bizim azınlığın” çoğunluğundan çok farklı olan Rıfat Bali ve Roni Margulies’e, başta Rafael Torel, Dimitra Bahçıvan ve Yusuf Dedem olmak üzere “Kurcalama kızım” diyen ve endişelenen büyüklerime, “kurcalamanın” bir çeşit hak mücadelesi olduğunu bana öğreten Av. Filiz Kerestecioğlu, Av. Fikret İlkiz, Av. Köksal Bayraktar, Av. Fethiye Çetin ve Hrant Dink’e, bütün bu anlattıklarımı defalarca okuyan Damla Kellecioğlu’na, tekrarlasam da yeniden dinleyen arkadaşlarıma, şarkılarla, Şabat sofraları ile bunun bize ait olduğunu, bana dair olduğunu hep hatırlatan aileme, anneme ve babama teşekkür ederim.

Rita ENDER

İÇİNDEKİLER

ÖNSÖZ	ii
İÇİNDEKİLER	iii
KISALTMALAR	iv
RESUME	v
ABSTRACT	vi
ÖZET	vii
GİRİŞ	1
I. BÖLÜM:	
A. Irkçılık	4
B. Gayrimüslim Azınlıklara Karşı Irkçılık	12
C. Irkçılığı Önleyebilecek Mevcut Hükümler	30
- Uluslararası Mevzuat Ve Lozan Barış Antlaşması Hükümleri	30
- Anayasa Hükümleri	37
- Türk Ceza Kanunu Hükümleri	42
- Nefret Söylemi Ve Nefret Suçları	45
II. BÖLÜM:	
A. Türkiye'ye Özgü Irkçılık Ve Bunu Önlemede Özel Yasaların Gerekliliği	49
B. Uygulama	69
C. Adalet	82
SONUÇ	93
KAYNAKÇA	96
EK I	108

KISALTMALAR

A.Y. : T.C. Anayasası

a.g.e. : adı geçen eser

AİHM : Avrupa İnsan Hakları Mahkemesi

AYM : T.C. Anayasa Mahkemesi

bkz. : bakınız

c. : Cilt

E. : Esas

K.: Karar

m.:madde

S.: Sayı

s. : sayfa

vb. : ve benzeri

RESUME

A travers ce travail, intitulé « La question de protection des Minorités contre le racisme et la non existence de Lois Mémoires en Turquie », nous réfléchissons sur les différentes possibilités de lutter contre le racisme envers les minorités non-musulmanes en Turquie, grâce à des lois spéciales.

En Turquie, il n'existe ni de lois visant à lutter contre la discrimination, ni de lois mémorielles et, dans les codes turcs, il n'existe pas de forme particulière de racisme. Ainsi, il n'existe pas de loi visant à lutter contre le négationnisme. Or, faudrait-il qu'une telle loi existe? Ces lois peuvent-elles jouer un rôle dans la prévention du racisme envers les minorités non-musulmanes en Turquie? Peut-on chercher la justice au-delà du droit ou de ces lois? Tout ce questionnement est au cœur de ce travail.

Pour pouvoir répondre à ces questions, nous avons articulé notre étude en deux parties principales I et II. Dans la partie I, il existe trois chapitres :

- A) Le racisme
- B) Le racisme contre les minorités non-musulmanes
- C) Les dispositions en vigueur et qui peuvent empêcher le racisme

La seconde partie se compose aussi de trois chapitres:

- A) Le racisme en Turquie et la nécessité d'adopter des lois mémorielles et des lois sur la négation
- B) La mise en application des lois de protection des minorités
- C) La Justice

Les notions principales et les sections de notre étude au cours desquelles nous essayons d'établir le cadre théorique de cette étude, sont principalement basées sur la littérature générale du droit constitutionnel, du droit international, du droit des minorités et sur la sociologie du droit. Nous nous appuyons sur des ouvrages historiques présentant la vie des minorités non-musulmanes en Turquie, des ouvrages de science sociales sur la « mémoire » et particulièrement sur « la mémoire collective », sur des ouvrages d'histoire orale, ainsi que sur des recherches et des articles traitant de ce sujet. Nous avons également utilisé de nombreux articles de journaux et de presse pour identifier des violations du droit des minorités et pour mettre en évidence le racisme dans les discours de haine.

Nous nous sommes concentrés sur la notion de “racisme” qui est située au cœur de cette étude. Nous avons essayé de préciser la signification du mot et faire une série de distinctions en tenant compte des transformations dans la compréhension du phénomène au fil du temps. Aujourd'hui on n'invoque plus le racisme « classique »; sans invoquer un héritage biologique, il est possible de parler de modes de pensée ou d'idées et idéologies racistes qui peuvent définir des groupes de personnes en termes de race mais aussi de religion, de classe sociale, de sexe ou de culture. Dans ce cadre, en Turquie, les citoyens non-musulmans du pays, c'est-à-dire les minorités religieuses, sont considérées à la fois comme appartenant à un autre groupe tout en étant rattachées au même groupe.

En Turquie, on constate de nombreuses violations du droit des minorités depuis la proclamation de la République de Turquie. Dans le chapitre intitulé « Le racisme

contre les minorités non-musulmanes », nous avons essayé d'examiner les violations par ordre chronologique. Dans le chapitre suivant intitulé « Les dispositions qui sont en vigueur et qui peuvent empêcher le racisme », nous avons essayé de remettre en question les cas de non-application des lois ainsi que de se demander si l'application des lois serait suffisante pour assurer la protection des minorités en Turquie.

Dans ce contexte, il est important de rappeler que la notion de « minorité » n'est pas définie ou encore définissable. Dans le chapitre intitulé « Les dispositions qui sont en vigueur et qui peuvent empêcher le racisme », nous nous concentrons sur cette situation en tant que telle en partant dans un premier temps des conventions et des déclarations internationales. Nous essayons de souligner que plusieurs définitions figurent dans un certain nombre d'instruments. Néanmoins, aucun texte international relatif aux minorités ne donne de définition unique pour cette notion. Cependant, bien qu'il n'y ait pas de définition unique acceptée, le sens du concept est expliqué par différentes personnes.

Il existe une variété de dispositions protégeant les droits des minorités dans les conventions internationales. Les documents, accords et chartes adoptés et signés dans ce cadre portent sur la protection des droits des minorités. Par conséquent, les Etats se sont engagés à mettre en place une protection et ont engagés leur responsabilité sur ce sujet.

Dans le droit international, ainsi que dans le droit interne, c'est à dire la législation nationale (La Constitution, Code Pénal Turc, etc.), il existe des dispositions pour protéger les minorités non-musulmanes. Ces dispositions peuvent les protéger du racisme et de la discrimination, et, à travers elles, il est possible de garantir leurs droits et libertés. Néanmoins, de sérieuses violations des droits de l'homme et droit de minorités se perpétuent.

L'objectif principal de notre travail est de comprendre s'il existe un racisme propre à la Turquie à la lumière de l'évaluation qualitative des violations du droit des minorités ainsi que d'essayer de déterminer si une législation spéciale pourrait être mise en place pour prévenir ces violations. Ainsi, dans le chapitre intitulé « Le racisme propre à la Turquie et la nécessité d'adopter des lois mémorielles et des lois

sur la négation pour la prévention », nous envisageons également de se pencher sur les aspects sociaux de la question des minorités. Par la suite, nous aborderons brièvement les exemples existant de lois mémorielles et de les lois sur la négation qui en vigueur dans les différents pays.

Dans le deuxième chapitre de ce travail nous nous concentrons sur les aspects « pratique » de la question, à savoir « l'application » du droit des minorités. Dans cette partie, nous tentons de souligner l'importance de deux concepts: l'efficacité et l'effectivité. La question de l'efficacité est relayée aujourd'hui par l'effectivité. L'efficacité est de savoir si la règle a atteint son objectif, l'effectivité est de savoir si la règle est appliquée. Nous analyserons donc les aspects juridiques de l'application de la loi tout en tenant compte des événements réels et de ces deux concepts. Nous avons également essayé d'étudier la notion de « justice » en se concentrant sur la question de rendre justice au passé et sur l'approche de "justice réparatrice". Sur ce point, nous essaierons de souligner que la justice se différencie de la loi, alors qu'elle est perçue aujourd'hui comme la simple application de la loi.

Enfin, nous projetons de réaliser des interviews avec 70 personnes autour des questions suivantes :

- "Les lois mémorielles et lois sur la négation peuvent-elles jouer un rôle dans la prévention du racisme contre les minorités non-musulmanes en Turquie? ",
et,
- « Peut-on chercher la justice au-delà du droit ou de ces lois ? »

Le but principal de notre étude n'est pas d'obtenir des données sociologiques mais de recenser différentes conceptions sur la présence ou l'absence de telles lois et, à l'aide des réponses obtenues, de réfléchir profondément sur le sujet. Pour cette raison, comme on le voit Annexe, les questions ont été adressées à 70 personnes qui ont directement ou indirectement un lien avec l'objet.

La majorité des gens répondent à la première question en détail, en revanche, la deuxième question, qui est associée à la notion de justice n'est pas abordée ou traitée. Dans cette situation, il est important de s'interroger sur la perception de la nature des questions afin de réfléchir aux raisons de ce silence. La différence de considération

entre chacune des questions peut illustrer le fait que « justice » est un concept plus abstrait que celui de « loi », entre autres facteurs.

52 personnes répondant à des questions, a ont déclaré que ces lois n'empêchent en aucune façon le racisme. 20 personnes a ont déclaré que ces lois peuvent causer la montée du racisme, provoquer la haine et entraîner la polarisation de la société. Ce débat fait émerger l'idée suivante : en raison de ces lois, les gens, les peuples, les Etats vont discuter de ce qu'est vraiment un génocide et de qui a le droit de reconnaissance et de ceux qui ne l'ont pas.

Dans les réponses aux questions, le fait qu'il n'y a pas de conditions favorables pour la préparation de ces lois en Turquie est repris. Dans ce cadre, créer des lois n'est pas important. Ce qui est important, c'est la mise en œuvre de ces lois pour prévenir le racisme, car elles contribueraient à changer la mentalité des citoyens, qui se devraient de les respecter. A ce sujet, il est possible de dire que le racisme est une question de mentalité. Pour la lutte contre le racisme, nous pouvons dire que les lois sont efficaces en cela qu'elles forcent une prise conscience par la population de par leur valeur symbolique. Certains interviewés font une distinction entre ces lois. Pour cette catégorie de personnes, les lois négationnistes sont inacceptables car elles violent la liberté d'opinion et de pensée.

A la lumière de ces interrogations, nous avons la possibilité d'approfondir nos connaissances de la question de la prévention du racisme envers les minorités non-musulmanes en Turquie. Il est pratiquement impossible de combattre le racisme seulement avec des lois car nous avons remarqué que le droit est issu de l'expérience et la non-application d'une loi est une question culturelle, plus qu'une question juridique. Pour cette raison, nous avons voulu souligner l'importance d'avoir la volonté de rendre justice aux minorités et faire appliquer les lois.

ABSTRACT

If the racism against to non-Muslim minority in Turkey can be obstructed by specific law or not has been discussed in this study which is titled as “The protection of non-Muslim minority in Turkey against to racism and absence of specific law”

What would be the effect of having “memory laws” which consists the recognition of an occurrence that happened in the past or having laws which punish to deny a recognized occurrence in Turkey which does not have general discrimination laws. Could such these laws act a role to avoid racism against to non-Muslim minorities? Could such laws help to reach the justice? These questions are the main problematic of this study.

To find the answers for these questions a study which consists two headlines as I and II has been created.

In chapter I ;

- A) Racism
- B) Racism against to non-Muslim minorities
- C) Recent laws which can obstruct the Racism

In chapter II;

- A) Racism in Turkey and the need of specific laws which can obstruct this
- B) Execution
- C) Justice

Has been analyzed.

Main senses and resources which have been used to create the theoretic frame of this study are literatures which are belong to mostly constitution law, international law, minority law and law sociology. And also history books which are about non-Muslim minority in Turkey, social science books which analyze “memory” and especially “communal memory”, verbal history and some compilation which consist minorities’ aspect , some articles and researches which are focused on such subjects has been used in this study. To state the violation of rights which has non-Muslim people has faced and designate the racism in the expressions of rage some articles and news in several newspapers has been used in this study as well

Racism subject which is the centre of this study has been used as a term firstly. Besides “race” and “racism” has been tried to defined, on the other hand the evolution of these definitions and sense of racism phenomenon in the historical process has been tried to emphasized. In today’s perception the idea of racism is not only about color it is also well known that there are new racist thoughts and ideologies which are not concentrated on biological heritages. Today, these new racist ideologies define people according to the “religion, social class, gender and culture”. According to this the citizens which are not Muslim can also be defined as a group in Turkey and they can also defined as such smaller groups by getting divided.

The rights of several religious minorities in Turkey have been violated in a serious way for several times since the Republic has been built. These violations has been declared in a chronological way Under the headline of “Racism against to non Muslim minorities” and under the headline which comes just after that and named as “Recent laws which can obstruct the Racism” it has been designated that as a matter of fact these violations could be prevented just by using the recent law .

In this case the definition of “minority” ; who has been accepted as minority by the law has been accepted as significant. As it has already tried to be explained under the headline of “Recent laws which can obstruct the Racism”, there is not a common

definition of minority which has been accepted by the international law. Besides this the definition of minority and what consist minority has been tried to clarified for several times by different people. By several international agreements some protective laws has been accepted for minorities. Countries has subscribed to execute these agreements as a part and they took responsibility

As much as there are laws in international law regarding to protect non-Muslim minorities there are also laws in national law like as in Constitution, Criminal Code of Turkey and in several codes. It is possible to protect non-Muslim minorities against to racism and discrimination regarding to these laws. Although these violations has been keep going on.

One of the main subjects of this study is , to discuss if there is a racism specific to Turkey regarding consideration of such violations and to determine if having special laws could act a role to prevent this. This is the reason why does the study has been focused on common sense, conventional expressions and attitudes against to non-Muslim minorities in Turkey under the headline of “Racism in Turkey and the need of specific laws which can prevent this”. After that , the sample of specific laws in today’s different countries has been addressed.

Execution has been discussed in the second chapter of this study under the second subtitle. Usability of the laws and providing the usability in accordance with execution problematic has been also discussed. After underlining the idea of the role of executers of justice is significant , the last chapter named as “Justice” has begun. In this chapter the study asks whether racism can be prevented and justice can be fixed by taking the violations which has accrued in the past to the subject of the laws. While doing this the study also asks the definition of justice , relevance the justice with subject and if the justice can go past or not.

The main purpose of this study is not to reach sociological inputs. The purpose od this study to have people’s opinion about existence of mentioned laws and think more deeply about this subject by the support of the research and answers of the questions. That is the reason of asking several questions to 70 (Ammendment-1)

people who are interested on thinking about this subject or respondent to the subject directly or indirectly.

The majority of these 70 people has answered the first question in a very detailed way in the meanwhile they have ignored the second question which was about the justice sense. This situation makes us to think about the content of the questions. According to this, the reason of why the people who has declared if the racism can be prevented by the existence of specific laws are keeping their silence about if these laws can help to reach the justice might be several. The reason of the carelessness can be because of the subjectivity of the justice sense in the first question compare to the objectivity of the law sense or the reason also can be not to have an opinion about this justice sense. These might be the reasons.

While 52 people out of these 70 have certainly declared that racism can not be prevented by such laws , 20 people have declared that neither such laws can not prevent racism nor they might increase racism, rage and polarization in the society. It has been also mentioned that the existence of such laws will cause to discuss, what is really genocide, which genocide deserves to be recognized and which is not: eventually people will discuss who suffered more than the others to reach peace in the society.

It is worth to underline that we have reached the consequence that the appropriate circumstances are not exist to have these laws according to the given answers. According to this opinion , the important thing is not to have such laws ;the important thing is if the government will execute these laws to prevent racism and if the citizens have the mentality to respect his purpose and if they will adopt these laws. In this case the idea which comes to order is if the racism is a “mental issue”. The “ Mental issue” is also important even for the opponents. According to this , it has been emphasized that one of the reasons of why such laws can be efficient to prevent racism is the fear that people have against to the “laws” which have a symbolic value and this shows us that it is “mental issue”. In between the people who made a judgment by detaching such laws the common idea was ; “ deny laws” are certainly unacceptable because of the violation of the freedom of thoughts and speech.

We have tried to emphasize if the racism against to non-Muslim minorities in Turkey can be prevented by having specific laws either in theoretical and practical ways by this study. Even if it is obvious that racism can not be prevented by only specific laws it doesn't change the significance of the value of studies to make such laws. It is necessary to take accuse but we have to underline that to execute these laws and the desire to set justice is a must.

ÖZET

“Türkiye'deki gayrimüslim azınlıkların ırkçılığa karşı koruması ve özel yasaların yokluğu meselesi” başlıklı bu çalışmada, Türkiye’de gayrimüslim azınlıklara karşı olan ırkçılığın özel yasalarla engellenip-engellenemeyeceği meselesi tartışılmaktadır.

Genel bir ayrımcılık yasası bulunmayan Türkiye’de, geçmişte yaşanmış bir olayın tanınmasını içeren “Hafıza Yasaları” veya “Bellek Yasaları” olarak adlandırılan yasaların ya da tanınmış bir olayın-ihlalin inkarını cezalandıran yasa hükümlerinin bulunması nasıl bir etki yapar? Böyle yasaların, Türkiye’de gayrimüslim azınlıklara karşı olan ırkçılığı önlemede rolü olabilir mi? Bu yasalar üzerinden adalet aranabilir mi? soruları çalışmanın sorunsalını oluşturmaktadır.

Bu sorulara cevap aramak amacıyla, I ve II başlıklı iki ana bölümden oluşan bir etüt kurgulanmıştır. Çalışma konusu, I bölümünde,

- A) Irkçılık
- B) Gayrimüslim Azınlıklara Karşı Irkçılık
- C) Irkçılığı Önleyebilecek Mevcut Hükümler

II bölümünde ise,

- A) Türkiye’ye Özgü Irkçılık Ve Bunu Önlemede Özel Yasaların Gerekliliği
- B) Uygulama
- C) Adalet

başlıkları altında incelenmiştir.

Bu incelemede yer alan temel kavramlar ve tezin teorik çerçevesinin çizildiği bölümler için kullanılan kaynaklar, ağırlıklı olarak anayasa hukuku, uluslararası hukuk, azınlık hakları ve hukuk sosyolojisinin genel esaslarına dair eserler olmuştur. Bunların yanı sıra, Türkiye’deki gayrimüslim azınlıklara dair olan tarih kitaplarından, “hafıza” ve özellikle “toplumsal hafıza” konusunu inceleyen sosyal bilimler kitaplarından, sözlü tarih ve gayrimüslim azınlık bireylerinin görüşlerine yer veren çeşitli derlemelerden, bu konulara odaklanan makale ve araştırmalardan da faydalanılmıştır. Gayrimüslim azınlıkların yaşadığı hak ihlallerini ortaya koymak ve nefret söylemlerinde yer alan ırkçılığa işaret etmek için çeşitli gazete yazı ve haberlerine de başvurulmuştur.

Çalışmanın merkezinde yer alan ve en başta ele alınan “ırkçılık” kavramı, öncelikle terim olarak ele alınmaktadır. Bir yandan, “ırk” ve “ırkçılık” tanımlanmaya çalışılmakta, diğer yandan bu tanımların ve ırkçılık fenomenine ilişkin olan algının, tarihi süreç içinde nasıl değiştiği vurgulanmaya çalışılmaktadır. Bugünün algısıyla, ırkçılığın sadece renk ırkçılığı olmadığı, biyolojik mirası ileri sürmeyen yeni ırkçı düşünce ve ideolojilerden de söz etmenin pekâlâ mümkün olduğu bilinmektedir. Bugün, söz konusu olan bu yeni ırkçı ideolojiler, insan gruplarını, “din, sosyal sınıf, cinsiyet ve kültüre” göre de tanımlamaktadır. Türkiye’de de bu bağlamda Müslüman olmayan vatandaşlar yani gayrimüslim azınlıklar ayrı bir grup olarak ve bu grubun içinde de ayrışarak-ayrıştırılarak tanımlanabilmektedir.

Türkiye’deki dini azınlıkların çeşitli hakları, Cumhuriyetin kuruluşundan beri çok defa ciddi şekillerde ihlal edilmiştir. “Gayrimüslim Azınlıklara Karşı Irkçılık” başlığı altında bu ihlaller kronolojik sıraya uygun şekilde aktarılmaya çalışılmış, hemen ardından gelen “Irkçılığı Önleyebilecek Mevcut Hükümler” başlığı altında ise aslında bu ihlallerin mevzuattaki mevcut hükümler ile engellenebileceği işaret edilmeye çalışılmıştır.

Bu noktada “azınlık” tanımı; hukukun kimi azınlık olarak kabul ettiği son derece önemli kabul edilmiştir. “Irkçılığı Önleyebilecek Mevcut Hükümler” başlığı altında da ifade edilmeye çalışıldığı üzere, uluslararası hukukça kabul edilmiş ortak bir

azınlık tanımı mevcut değildir. Bununla beraber, pek tabii çeşitli kereler, farklı kişiler tarafından kavramın neyi-kimi ifade ettiği anlatılmaya ve kapsamı belirgin kılınmaya çalışılmıştır. Çeşitli uluslararası sözleşmeler ile azınlık haklarına koruyucu hükümler getirilmiştir. Devletler bu antlaşmalara taraf olarak bunları uygulama taahhüdünde bulunmuşlar ve sorumluluk altına girmişlerdir.

Uluslararası alanda olduğu kadar iç hukukta da, yani ulusal mevzuatta da gayrimüslim azınlıkları korumaya yönelik hükümler; gerek Anayasa’da, gerek Türk Ceza Kanunu’nda, gerekse çeşitli kanunlarda mevcuttur. Bu hükümlere dayanarak gayrimüslim azınlıkları ırkçılığa ve ayrımcılığa karşı korumak, onların hak ve özgürlüklerini güvence altına almak mümkündür. Fakat buna rağmen ihlaller yaşanmaya devam etmektedir.

Bu çalışmaya temel teşkil eden sorulardan biri, söz konusu ihlallerin niteliksel değerlendirmesine bağlı olarak Türkiye’ye özgü bir ırkçılığın var olup olmadığını tartışmak ve bunu önlemede özel yasaların bir rolünün olup olmayacağını tespit etmeye çalışmaktır. Bu sebeple, “Türkiye’ye Özgü Irkçılık Ve Bunu Önlemede Özel Yasaların Gerekliliği” başlığı altında önce Türkiye’deki gayrimüslim azınlıklara karşı olan yerleşik algı, alışlagelmiş söylemler ve tutumlara odaklanılmıştır. Daha sonra ise, bugün farklı ülkelerde örnekleri mevcut özel yasalardan söz edilmiştir.

Çalışmanın ikinci bölümünün ikinci alt başlığında “uygulama” üzerine düşünülmüştür. Burada, hukukta yasaların etkin kabul edilmesi ve etkililiğinin sağlanmasının uygulamaya bağlı olduğu sorunsalına değinilmiştir. Uygulayıcıların yargı faaliyetindeki rolünün belirleyici ve azımsanamayacak etkisi fikrine yer verildikten sonra, çalışmanın ikinci bölümünün son alt başlığı olan “adalet” bölümüne geçilmiştir. Burada, geçmişte yaşanmış ihlallerin bir yasanın konusu edilmesinin, bugün söz konusu olan ırkçılığı önleyerek adalet sağlayıp-sağlayamayacağı meselesi üzerinde durulmuştur. Bunu yaparken, adaletin nasıl bir değer olduğu, “onarıcı adaletin” konuyla olan ilişkisi ve adaletin geçmişe taşınıp taşınmayacağı konularına yer verilmiştir.

Son olarak, bu tezin iskeletini oluşturan şu iki soru; “Geçmişteki bir olayın tanınmasını içeren veya bir olayın inkarına ceza öngören yasalar gibi yasaların,

Türkiye’de gayrimüslim azınlıklara karşı olan ırkçılığı önlemede rolü olabilir mi?” ve “ Bu yasalar üzerinden adalet aranabilir mi?” soruları 70 kişiye yönlendirilmiştir.

Çalışmamızın temel amacı, sosyolojik veriler elde etmek değildir. Çalışmanın amacı, söz konusu yasaların varlığı veya yokluğuyla ilgili olarak insanların da fikirlerini almak ve elde edilen yanıtların desteği ve yapılan araştırmayla bu konu üzerinde derinlemesine düşünmektir. Bu nedenle Ek1’de görüleceği üzere, sorular, konu hakkında düşünen ya da konunun doğrudan ya da dolaylı muhatabı olan 70 kişiye yöneltilmiştir.

70 kişinin çoğunluğu, ilk soruyu ayrıntılı biçimde yanıtlarken, adalet kavramı ile ilişkili olan ikinci soruya hiç değinmemiştir. Bu durum, soruların mahiyetine yönelik algıyı sorgulatmaktadır. Buna göre, özel yasaların ırkçılığı önleyip önleyemeyeceği hakkında fikir beyan etmiş kişilerin, bu yasaların adalet sağlayıp-sağlamayacağı, bu yasalara dayanarak adalet aranıp-aran(a)mayacağı veya bu yasaların varlığının adaleti tecelli ettirmede etkili olup-ol(a)mayacağı konusunda sessiz kalmaları çeşitli nedenlere dayanıyor olabilir. Dikkatsizlik, ikinci soruyu birinci soru ile özdeşleştirme, ikinci sorudaki “adalet” kavramının birinci sorudaki “yasa” kavramına göre çok daha soyut nitelikte olması, bu konuda bir fikir sahibi olunmadığından çekimser kalma halinin tercih edilmesinin bu nedenler arasında yer aldığı düşünülebilir.

Soruları yanıtlayan 52 kişi böyle yasaların hiçbir şekilde ırkçılığı önleyemeyeceğini belirtirken, 20 kişi bu yasaların ırkçılığı önlemede bir rolü olmayacağını aksine ırkçılığı, nefreti ve toplumdaki kutuplaşmaları arttırabileceğini belirtti. Bu fikirler dillendirilirken, böyle yasalar mevcut olması durumunda bunlar yüzünden neyin gerçekten soykırım olduğunu (tanınmaya hakkı olduğunu), hangisinin olmadığını tartışmaya başlayacağını ve barışı sağlamak için kimin daha çok acı çektiğini tartışılacağı da ifade edilmiştir.

Sorulara verilen yanıtlar arasında, bu yasaların çıkartılması için Türkiye’de uygun koşulların bulunmadığı fikri altı çizilmeye değer bulunmuştur. Bu fikre göre, önemli olan yasa yapılması değildir; devletin bu yasaları ırkçılığı önleme gayesiyle uygulaması ve vatandaşların bu gayeye saygı duyacak, bu yasaları benimseyecek

zihniyette olmasıdır. Bu noktada, ırkçılığın bir “zihniyet meselesi” olduğu gündeme gelmektedir. Aksi görüşte olanlar açısından da “zihniyet meselesi” önemlidir. Bunda göre, ırkçılığı önlemede yasaların etkili olabileceğini söylenirken, insanların sembolik bir değer taşıyan “yasalar”dan korkmalarının da bir zihniyet göstergesi olduğu vurgulanmıştır. Sözü geçen yasaları birbirinden ayırarak bir değerlendirme yapanlar arasında, inkar yasalarının fikir ve düşünce özgürlüğünü ihlal ettiği gerekçesiyle hiçbir şekilde kabul edilemez olduğu görüşü sıklıkta olmuştur.

Bu çalışma sonucunda, Türkiye’de gayrimüslim azınlıklara karşı olan ırkçılığın özel yasalar yoluyla engellenip engellenmeyeceği meselesi, hem teorik hem de pratik olarak vurgulanmaya çalışılmıştır. Irkçılık ile tek başına yasalar yoluyla mücadele edilemeyeceğinin açık olması ile birlikte, bu durumun ırkçılığı önlemek için geliştirilen yasal düzenlemelerin değerini düşürmeyeceğine işaret edilmiş ve yasal önlem almanın gerekli olduğu fakat “olmazsa olmaz” koşulun, bu yasaları uygulamak ve adaleti temin etmeyi istemek olduğunun altı çizilmeye çalışılmıştır.

GİRİŞ

Kendisi de bir Yahudi olduğu için İkinci Dünya Savaşı sırasında Almanya'dan Fransa'ya, Fransa'dan Amerika'ya kaçan siyaset bilimci Hannah Arendt, savaş sonrasında, Nazi lideri Adolf Eichmann'ın, Kudüs'teki yargılanmasını takip etmiştir. O sırada, yasaların yargıladığı sanıkların “sapık birer sadist” olmadıklarını, “etten kemikten insan” olduklarını hatırlamış ve bunu şu sözleriyle başkalarına da hatırlatmıştır: “Asıl sorun tam da Eichmann gibi onlarca insanın olmasından, onlarcasının ne sapık ne de sadist olmasından, ne yazık ki hepsinin eskiden de, şimdi de dehşet verici bir biçimde normal olmasından kaynaklanıyordu. Hukuk kurumlarımız ve yargılama usullerimizin ahlaki standartları açısından bu normallik, yapılan bütün kötülüklerin toplamından daha dehşet vericiydi.”¹

“Türkiye'deki Gayrimüslim Azınlıkların Irkçılığa Karşı Koruması Ve Özel Yasaların Yokluğu Meselesi” başlıklı çalışma konusunun seçiliş sebebi, bu “normallik” ve “anormallik” meselesine dairdir. Türkiye’de doğmuş ve yaşayan Türk vatandaşı birinin Türkçe konuşuyor olmasının anormal bulunması veya birinin isminin Türkçe olmamasının kesinlikle normal olmadığı iddiasında bulunulması gibi, Türkiye’de yaşayan gayrimüslim azınlıkların başına gelen 6-7 Eylül Olayları, Trakya Olayları, Varlık Vergisi gibi kötülüklerin herkes için sıradanlaşması ve hatta hukuk kurumlarımız ve yargılama usullerimiz açısından bunun “normal” kabul edilmesi aynı ölçüde dehşet vericidir. Çünkü bu, bir anlamda “ırkçılığın” kabul edilmesi ve hatta benimsenmesidir.

¹ Hannah Arendt, **Kötülüğün Sıradanlığı**, Çev. Özge Çelik, İstanbul : Metis Yayınları, Aralık 2009, s.281.

Bugün ırkçılık, ayrımcılık ve ayrıştırma ile bağlantılı bir sosyal fenomen olarak kabul edilmekte ve bir davranış biçimi olarak da ele alınmaktadır. Bu yönüyle ırkçılığı, “hoşgörüsüzlük”, “önyargı”, “ayrımcılık”, “eşitsizlik”, “öteki-ötekileştirme” gibi kavramlarla ilişkilendirmek mümkündür. Hrant Dink, ırkçı bir saldırı sonucu öldürülmeden hemen önce yazdığı bir yazısında, ülkemizin “bu tür ırkçılığın fütursuzca kullanıldığı kontrolsüz bir alan” olduğunu söylemişti.²

Kontrolü hukuk sağlar, bu nedenle Türkiye’de gayrimüslim azınlıklara karşı olan ırkçılığın nasıl engellenebileceği, mevcut yasaların veya Türkiye’de bulunmayan tanıma veya inkâr yasalarının gayrimüslim azınlıkları koruyup korumayacağını tartışmaya çalışmak bu çalışmanın temel amacıdır.

Bu amaca ulaşabilmek için çalışmanın akış planı içinde öncelikle ırkçılık kavramı irdelenmeye, daha sonra ise gayrimüslim azınlıkların Türkiye’de tarihi süreç içinde yaşadıkları ve bugün maruz kaldıkları ırkçılık örneklerine yer vererek; bunların hukuki anlamda “ihlal” olarak nitelendirileceği ortaya konmaya çalışılmaktadır. Bunu yaparken “azınlık” kavramına değinilmekte, bugün uluslararası hukuk tarafından kabul edilmiş tek bir tanım bulunmamasına rağmen azınlık haklarının Türkiye’nin de taraf olduğu çeşitli sözleşmelerle güvence altına alındığı hatırlatılmaya çalışılmaktadır. Ardından, Lozan Barış Antlaşması, Anayasa, Türk Ceza Kanunu ve başka hukuk metinlerinde bulunan mevcut hükümlerin koruma için yeterli olduğu fakat korumanın gerçekleşmediğine işaret edilmektedir. Bu noktada, “Türkiye’ye özgü bir ırkçılık olup olmadığı” meselesi gündeme gelmiş, bunu irdelerken, bunu önlemek için kullanılacak olan araçların da yine buraya özgü mü olması gerektiği sorgulanmıştır. Bu aşamada çalışmanın sorunsalına odaklanılmıştır: Bugün, bazı Avrupa ülkelerinde yürürlükte olan geçmişte yaşanmış bir olayın tanınmasını sağlayan “Hafıza yasaları” veya “Bellek yasaları” diye adlandırılan yasaların veya tanınmış olayların aksini iddia etmeyi cezalandıran hükümlerin, yasaların Türkiye’de olmasının nasıl bir etkisi olacağı üzerine düşünülmüştür. Böyle yasaların varlığı veya yokluğuyla ilgili olarak insanların görüşlerine de

² Hrant Dink, **Bu Köşedeki Adam**, İstanbul : Uluslararası Hrant Dink Vakfı Yayınları, , 2009, s.132.

başvurulmuştur. “Geçmişteki bir olayın tanınmasını içeren veya bir olayın inkârına ceza öngören yasalar gibi yasaların, Türkiye’de gayrimüslim azınlıklara karşı olan ırkçılığı önlemede rolü olabilir mi?” ve “ Bu yasalar üzerinden adalet aranabilir mi?” soruları yönlendirilmiş ve elde edilen yanıtların desteği ile konu üzerinde derinlemesine düşünmeye çabalanmıştır.

Yanıtların büyük bir kısmında olduğu gibi, çalışmanın içeriğinde de ırkçılığın bir zihniyet meselesi olduğu tekrarlanmıştır. Yapılanın, yaşananların “ırkçılık” olarak adlandırılması, bunun bu şekilde kabul edilmesi uygulayıcıların zihniyeti ile ilişkilidir. Bu nedenle uygulama, teori kadar ve hatta belki teoriden fazla önem taşımaktadır çünkü bu noktadan hareketle, bir yasanın uygulanmıyor olması, yasal sorun olmaktan öte kültürel bir sorundur ve ülkenin “adalet” ile olan ilişkisini, adalete bakış açısını doğrudan ortaya koymaktadır.

Adalet, yalnızca hukuki bir konu değildir, evrensel bir değerdir. İnsana ilişkindir, vicdana dairdir. İşte bu nedenle, bu çalışma ile ırkçılığa maruz kalan bireylerin korunması için bazı yasaların gerekli olup olmadığı üzerine birkaç söz söylemeye çalışmak, “anormalliğin” algılanışı neticesinde olan “normal” bir fark edişten ibarettir.

I. BÖLÜM

A) IRKÇILIK

İnsanlar babalarından çok, zamanlarının çocuklarıdır.

Marc Bloch

İnsanoğlu sebep ve sorumlu arar, arar ki sonuç ve suçlu bulsun. Gündelik hayatın, bozuk düzenin ve ihlallerin, içinde yaşadığımız karmaşık sosyal hayatın sebepleri-sonuçları nelerdir; sorumlusu, suçlusu kimlerdir?

Tarih boyunca, bu soruları cevaplandırmak ve karmaşayı açıklamak için tek bir kavrama dayanma eğilimi gösterilmiştir. Dominique Schnapper ve Sylvain Allemand'ın "İrkçılığı Sorgulamak" adlı eserlerinde belirttikleri üzere, kimileri için bu kavram, "sınıf çatışması" veya "hükmeden-hükmedilen ilişkisi" olmuşken; kimileri için toplumsal ve siyasal yaşamın tüm biçimlerini yansıtan "aile" birliği olmuştur. Sosyobiologlar bu kavramın, insanların hayvanlar gibi davranmasını açıklayan genetik mirası devam ettirme arzusu anlamını taşıyan "iç uyarılama" (*l'adaptation inclusive*) olduğunu iddia etmişler; antropologlar ise genel ve açıklayıcı kavramın "ırk" olduğunu ileri sürmüşlerdir.³

"İrk" kavramının diğerlerinden farkı belki de bu kavramın açıklamaya çalışanların, açıklarken ırkçılık yapabileceği fikrinden kaynaklanmaktadır. İrk

³ Dominique Schnapper-Sylvain Allemand, **Questionner le racisme**, Paris: Editions Gallimard, 2000, s.9.

üzerine çalışanların, ırkın ne demek olduğunu ortaya koyarken aslında ırkçı söylemlerde bulunması, toplumsal karmaşaya bizzat sebep olması ve hatta fikir ve ifade özgürlüğü ile çatışmadığı sürece ırkçılık suçunu işlemesi de mümkündür.

Marcellin Boule, bu durumu şu şekilde ifade etmektedir: “En akademik yazılarda bile bugün hala yazarlar insan gruplarından söz ederlerken, ‘ırk’ kelimesini çarpıtılmış olarak kullanıyorlar. Yani, nasıl ki Breton ırkı yok ama Breton halkı varsa, Fransız ırkı yok ama Fransız milleti varsa, Ari ırkı yok ama Ari dilleri varsa, Latin ırkı yok ama Latin medeniyeti varsa, işte öyle...”⁴

“Irk” kelimesinin icadı Robert Bernasconi’ye göre, insan topluluklarının renk esasına, geldikleri yerlere ve diğer özelliklere göre kabaca ayrılmaya başlamasından belli bir zaman sonra gerçekleşmiştir.⁵ Irk teriminin çağdaş anlamıyla ilk defa on yedinci yüzyılın sonunda kullanıldığı üzerinde genelde uzlaşılmış olduğunu söyleyen Bernasconi, Avrupalıların aslında uzun zamandan beri değişik halkların çokluğunun farkında olduklarını da değinir. Bu farkındalığın, efsanevi canavar masallarıyla süslendiğini, on beşinci yüzyılın sonundan itibaren gitgide artan bir şekilde insan toplulukları arasındaki bazı farklılıkları ayrıntıyla anlatan seyahatnamelerin var olduğunu, ancak on altıncı ve on yedinci yüzyıllarda insanların çeşitliliğiyle ilgili olarak gündeme gelen öncelikli tartışma konusunun din bilimsel olduğu ve vaftiz edilme sorunu üzerine odaklandığını ifade eder. On sekizinci yüzyılda ise, halkları sınıflandırma işleminin, yeni yeni filizlenen doğa tarihi disiplini içinde geliştirilmiş olan, bitkileri ve hayvanları sınıflandırma yöntemlerinin gitgide artan bir şekilde kullanılmasıyla gerçekleşmiş olduğunu belirtir.⁶

On sekizinci yüzyılın bu anlamda bir dönüm noktası olduğu konu üzerine neredeyse her çalışan tarafından dile getirilmiştir, çünkü Bernard Lazare’nin söylediği gibi; “Bu yüzyıldan itibaren insanlar sınıflandırılmaya ve belirlenen, ayrı ve farklı kategorilere sokulmaya çalışılmıştır. Bunun için farklı belirtilere

⁴ François de Fontette, **Le Racisme**, Paris : Presse Universitaires de France, 1985, s.7.

⁵ Robert Bernasconi, **Irk Kavramını Kim İcat Etti?**, Çev: Zeynep Direk, İsmail Esiner, Tendü Meriç, Nazlı Öktem, İstanbul: Metis Yayınları, Ocak 2011, s.33.

⁶ **A.g.e.**, s.37.

dayanılmıştır: saç, kafatasının yuvarlak veya oval, geniş veya uzun şekli ve sonunda deri rengi. Bu son sınıflandırma ağır basmıştır, bundan sonra insan ırkları üçe ayrılmıştır: siyah ırk, sarı ırk ve beyaz ırk. Bu ırklara farklı yetkinlikler mal edilmiş ve bunlar, üstünlük sırasına göre ayrıştırılmıştır; beyaz ırk en üst basamakta olduğunda siyah ırk en düşük basamakta yer almıştır...”⁷

On sekizinci yüzyıl boyunca, “siyahların neden siyah olduğu” sorusu da ırk kavramı ile birlikte araştırmacıları meşgul etmiştir. Bazı anatomistler, cevabı “kara safra” gibi fizyolojik nedenlerde ararlarken, doğa bilimcilerin çoğu açıklamalarına; hava, beslenme alışkanlıkları ve iklim gibi çevre koşullarını dâhil etme eğiliminde olmuşlardır. Örneğin, Georges-Louis Leclerc de Buffon’un 1746 yılında yaptığı açıklamalardan biri şöyledir: “Afrikalılar kuzeye getirilmiş olsalardı, derilerinin rengi yavaş yavaş da olsa zamanla açılır ve sonunda Kuzeyliler gibi Beyaz olurlardı.”⁸

Afrikalılar siyah kalarak yaşamlarına devam ederlerken, 1900’lü yıllarda “ırkçılık” kelimesi ortaya çıkmıştır. “İrkçilik” bir terim olarak İngilizceye 1930’ların ortalarında⁹, Fransızcaya ise 1920’lerde girmiştir¹⁰. Dominique Schnapper ve Sylvain Allemand’a göre; “Bu durum, kelimeler ile sosyal gerçeklerin, birbirinden ayrı tutulması gerektiğini gösterir. Gerçekler, kelimelerin simgeledikleri bulunmadan önce de var olabilirler. Fakat diğer yandan kelimeler, sosyal gerçeklerin yaratılmasına da katkıda bulunurlar.”¹¹ Söz konusu durumu, Almanca bir kelime örneği üzerinden somutlaştırmak mümkündür. Hitler döneminin korkunçluğunu hatırlatan ‘*schadenfreude*’ sözcüğü, başkasının gördüğü zarardan duyulan sevinç anlamına gelmektedir.¹²

Türk Dil Kurumu, “ırkçılık” kavramının Türkçe’deki karşılığının, “insanların toplumsal özelliklerini biyolojik, ırksal özelliklerine indirgeyerek bir ırkın başka ırklara üstün olduğunu öne süren öğretisi” olduğunu söylemektedir.

⁷ Bernard Lazare, *L’Antisémitisme*, Paris: Documents et Témoignages, 1969, s.125.

⁸ Bernasconi, *a.g.e.*, s.42.

⁹ *A.g.e.*, s.33.

¹⁰ Schnapper-Allemand, *a.g.e.*, s.13.

¹¹ *A.g.e.*

¹² Süreyya Karacabey, “Deprem Sevinci”, *Haberfabrikası*, 25 Ekim 2011

<http://www.haberfabrikasi.org/s/?p=14965>

Öğreti, akademik alanda daha kapsamlı olarak açıklanmış, incelenmiştir. Örneğin Fatma Yılmaz'a göre ırkçılığı şöyle tanımlamak mümkündür: "İrkçilik, fiziksel ve kültürel farklılıkların büyük ölçüde neden olduğu önyargı ve düşüncelerle beslenen, çeşitli olumsuz unsurların etkileriyle günlük davranışlardan siyasi ve kurumsal yaşama uzanan farklı düzeylerde ortaya çıkan ve olumsuz yönde de olsa gelişim ve değişim gösteren ideolojik bir süreci içeren bir fenomenin ifadesi"dir.¹³

Önce Amerika Birleşik Devletlerinde, daha sonra Fransa'da, bu olguyu farklı şekillerde ortaya koyan bir sözlük yayınlanmıştır. Fransa'daki, "İrkçilik, Dışlama ve Ayrımcılık Sözlüğü" isimli söz konusu eseri yayına hazırlayan Esther Benbassa, kendi "ırkçılık" algısını ifade ederken; ırkçılığın sadece renk ırkçılığı olmadığını söylemekte ve bunun, engelli olana, eşcinsel olana, genç olana, yabancı olana, kadın olana, "normal" olmayana yapan bir reddediş olduğunu hatırlatmaktadır.¹⁴

Dominique Schnapper ve Sylvain Allemand'ın belirttiği üzere bugün, biyolojik mirası ileri sürmeyen yeni ırkçı düşünce ve ideolojilerden de söz etmek pekâlâ mümkündür. Günümüzde modern bilimin ırk kavramının kendisini reddetmesi, ırk kavramının kendisinin bir yanılğı üzerine kurulu olduğunu düşündürmektedir. Bir ırkın üstün ya da aşağı olduğu iddiasını tartışmanın anlamsızlığını, genetik bilimi homojen ırkların varlığını reddederek, saf ırkın olmadığını söyleyerek ortaya koymaktadır. Yazarların belirttiği üzere; genetik, her bireyin spesifik olduğunu, bireylerin genetik yapıları itibariyle ne eşit ne özdeş olduklarını teyit etmektedir.¹⁵

Bu sebeple bugün söz konusu olan yeni ırkçı ideolojiler insan gruplarını, "din, sosyal sınıf, cinsiyet ve kültüre" göre de tanımlamaktadır. Dominique Schnapper ve Sylvain Allemand, bunların arasından bugün en sık başvurulanın, sonuncusu yani "kültür" olduğunu söylemektedir.¹⁶ Benzer şekilde, Etienne Balibar da artık ırkçıların savduklarının herhangi bir ırkın üstünlüğü

¹³ Fatma Yılmaz, **Avrupa'da İrkçilik Ve Yabancı Düşmanlığı**, Ankara: USAK Yayınları, 2008, s.26.

¹⁴ Rita Ender, "Senin Aksanın Var ... Nereden Geldin ?", **Güncel Hukuk**, Aralık 2010, s.58.

¹⁵ Schnapper-Allemand, **a.g.e.**, s.26.

¹⁶ **A.g.e.**, s.14.

olmadığını, kültürlerin uzlaşmazlığı olduğunu ileri sürmektedir.¹⁷ Nicholas Hudson, ırkçılığın farklı zamanlarda “öteki”nin farklı biçimlerde ele alınmasına bağlı olarak ortaya çıkan aslında tarihsel bir fenomen olduğunu, dolayısıyla kültürel bir tarihe sahip olduğunu belirtmiştir.¹⁸ Marc Verlot ise ırkçılığı ayrımcılık ve ayrıştırma ile bağlantılı bir sosyal fenomen olarak ele almaktadır.¹⁹

“İrk, Tarih ve Kültür” kitabının yazarı antropolog Claude Lévi-Strauss’a göre, tam da bu fenomenlerin karşılaştığı noktada, bir günah yatmaktadır çünkü ona göre antropolojinin ilk günahı; “salt biyolojik olan ırk kavramı ile kültürlerin sosyolojik ve psikolojik oluşumlarını birbirine karıştırmakta” yatmaktadır.²⁰

Sosyolojik-psikolojik-kültürel oluşumlar, ırkçılığın bir davranış biçimi olarak da ele alınabileceğini anımsatır. Bu yönüyle bakıldığında ırkçılığı, “hoşgörüsüzlük”, “önyargı”, “ayrımcılık”, “eşitsizlik”, “öteki-ötekileştirme” gibi kavramlarla ilişkilendirmek mümkündür.

Fatma Yılmaz, “önyargı” ve “hoşgörüsüzlük” kavramlarından çıkış yaparak şöyle söylemektedir: “Farklı gruplar arasındaki önyargı ve hoşgörüsüzlüğün ifadesi olarak ortaya çıkan ırkçılığın, ‘öteki’lerden üstün olan özellik ve değerlerin ön plana çıkarılmasıyla, bir davranış biçimi haline geldiğini de söylemek mümkündür.”²¹

Gilles Manceron da, ırkçılığın “önyargı”lara dayandığı fikrini dile getirmiştir. Ona göre, ırkçılık atalardan kalan önyargılara dayanmakta ve sürekli olarak farklı hedefler seçerek ve yeni kılıklara bürünerek belirmektedir.²²

Robert Miles ise “öteki” kavramının üzerine yoğunlaşmakta ve ırk diye bir kavramın aslında var olmadığını, bunun sadece bazı sosyal grupların ‘öteki’ni

¹⁷ Sevil Özçalık, “Ötekileştirme Ve İşlevleri”, **daplatform**, 25 Şubat 2009, s.6. www.daplatform.com/sanal_sanal.php?catid=10

¹⁸ Yılmaz, **a.g.e.**, s.5.

¹⁹ **A.g.e.**, s.25.

²⁰ Claude Lévi-Strauss, **İrk, Tarih Ve Kültür**, Çev: Haldun Bayrı, Reha Erdem, Arzu Oyacıoğlu, Işık Ergüden, İstanbul: Metis Yayınları, 2010, s.21.

²¹ Yılmaz, **a.g.e.**, s.15.

²² Gilles Manceron, “Existe-t-il une éducation contre le racisme?”, **Dictionnaire des racismes, de l’exclusion et des discriminations**, Paris: Larousse, 2010, s.23.

oluşturmak ve diğer sosyal grupların da ‘kendini’ tanımlamak için kullandıkları bir inanç olduğunu savunmaktadır.²³

Öteki olanın hem kendini tanımladığını, hem de başkalarının kendini tanıtmamasını sağladığını ileri sürenler de olmuştur. Bu durumun Yahudilerden kaynaklandığını düşünen şair İsmet Özel, “*Of Not Being A Jew*” (Yahudi Olmamak) adlı şiir kitabı üzerine Şalom Gazetesi ile yaptığı söyleşide bu fikrini şu sözcüklerle ortaya koymuştur: “Yahudilerin çok enteresan bir katkısı hatta armağanı var insanlığa: bütün şartlarda Yahudiliklerini korudular. Bu da diğer insanların kendi kimliklerini fark etme, sonra da donanma imkânı verdi veya bu hisleri uyandırdı. Yahudiler başından beri Yahudi olan ve olmayan ayrımı yaparak kendilerini bir alanda tuttular. Kendilerini bu alanda tutmaları öbürlerine "yahu bunların bir alanı var, benimki ne?" demeye sebep oldu. Bu hâlâ devam eden bir şey.”²⁴

Yahudiler arasında da bu durumun tam tersini iddia edenler bulunmaktadır. Örneğin Daniel Cohn-Bendit, Jean-Paul Sartre’a atıf yaparak şöyle söylemektedir: “Beni Yahudi yapan başkalarıdır; Sartre’ın analizine göre; antisemitizm beni Yahudi yapandır.”²⁵

İnsanların kendilerini bir alanda tutması, sadece “alan” sorgulatmamıştır. Kimilerine göre bu, aynı zamanda kıyaslamayı, kıyaslama ise yine önyargı ve ayrımcılığı beraberinde getirmiştir. Ali Koç bu durumu şöyle ifade etmektedir: “Eğer insanlar yetiştirildikleri, içinde eğitim gördükleri, yönlendirildikleri sistemde sırf insan olmaktan kaynaklanan onurlu yaşama ve ayakta durma gibi bir motivasyonla değil de ait oldukları çeşitli cemaatlerin, kültürlerin ya da toplulukların üstün değer yargılarıyla yetiştiriliyorlarsa, o zaman ortak insanlık durumundan kopup söz konusu cemaatin üstün kabul ettiği değerlerle yetişiyorlar demektir. Belli bir cemaatin değerlerinin üstün değer olarak kabul edilmesi, doğal olarak başka cemaatlerin, başka insan gruplarının değerlerinin, farklı insanların davranışlarının ya da hareket tarzlarının kötülüğünü de

²³ Yılmaz, **a.g.e.**, s.23

²⁴ Rita Ender, “Of Not Being a Jew”, **Şalom**, 15 Mart 2006

²⁵ Daniel Cohn-Bendit, “Pour que ces deux rêves deviennent mutuels”, **Les raisons d’un appel**, Paris: Editions Liana Levi, 2011, s.39.

beraberinde getiriyor. Bu kıyaslama kültürüyle, insanları cemaatler ya da gruplar şeklinde kıyaslayarak kendini daha önemli ve değerli bir noktaya taşıyan bir kültür olarak yetişmek, beraberinde çeşitli gruplara karşı doğal bir önyargı getiriyor ve bu önyargı da hem ayrımcılığı hem de diğer gruplara karşı düşmanlığı körüklüyor.”²⁶

Bu noktada ırkın kurumsallaşmasından söz edilebilmektedir çünkü örneğin Robert Bernasconi’ye göre; “eğer insanın nasıl yaşayacağı, çocuklarının nasıl eğitileceği, başkalarına nasıl görüneceği ondan bağımsız olarak çoktan belirlenmişse ırkçılık kurumsallaşmış demektir.”²⁷

Bu “kurumsal kimliği” belirleyenin “modernizm” olduğunu ileri sürenler de vardır. Pierre Andre Taguieff modernizmin ötekine yaklaşımı dönüştürdüğünü ileri sürmekte, Sevil Özçalık ise konuya ilişkin görüşünü şöyle ifade etmektedir: “Modern öncesi toplumlarda doğan ırkçı yaklaşım, evrenselciliğe karşı çıkarak kimliklerin karışmasını engellemeye çalışır. Öteki dışlanmanın, tasfiyenin, yok etmenin nesnesi olur. Diğer yandan modernleşmenin getirdiği evrenselleşme ilkesi ötekine yönelik ırkçılığı dönüştürür. Modernleşme sonrasında ötekine karşı yürütülen asimilasyoncu ırkçılık olmaya başlar.”²⁸

Ötekine karşı olan bu tutum, kendisinden farklı olan bireyden nefret etme ya da onu küçük görmenin açıkça ifadesi olabilirken; Mussolini, Hitler ve Franco deneyiminin yaşanmış olması bunun bir ideolojinin parçası olabileceğini de anımsatır. Hitler rejiminin sürdüğü yıllarda olduğu gibi, bazı dönemlerde ırkçılık doğal, açık ve hatta yasal olarak, “eşitsizlik” , “ayrımcılık” şeklini almıştır. Bazı dönemlerdeyse ayrımcı veya eşitsiz uygulamalarla ırkçılık yapılmıştır. Bu nedenle, ırkçılığı sokakta, işyerlerinde ya da kurumlardaki günlük davranış, siyasi program, vatandaşlık gibi kavramlarla gelişen yasal yapı ve devletin ayrımcı uygulamaları gibi unsurlarla tanımlayanlar da bulunmaktadır. Philomena Essed’in tanımına göre ise, ırkçılık ideolojik bir yapıdır: “Sosyal yapıda var olan, fakat biyolojik ve kültürel faktörler

²⁶ Ali Koç, “Görüşler”, **Türkiye’de Nefret Suçları**, Der: Hakan Ataman, Orhan Kemal Cengiz, Ankara: İnsan Hakları Gündemi Derneği Yayınları, 2009, s.71.

²⁷ Bernasconi, **a.g.e.**, s.8.

²⁸ Özçalık, **a.g.e.**, s.6.

aracılığıyla farklı ırk ve etnik grup olarak tanımlananlara atfedilen eşitsizliklerin içinde yer aldığı ideoloji, yapı ve süreçtir.”²⁹

Sözü geçen ideolojiler ulus inşa süreçlerinde kendini göstermiştir, göstermektedir. Baskın Oran bu sürecin Türkiye’de nasıl işlediğini şöyle anlatmaktadır: “Türkiye, ulus inşa süreçleri yani aynı zamanda ulus-devlet türü açısından Alman (kan) yöntemi ile Fransız (toprak) yöntemi arasında yer alır. Tabii ki toprak yöntemine çok daha yakındır ama, bu “arada” olma durumu onu epey tartışmalı bir pozisyona sokmaktadır: Kan yöntemindeki “segregasyon” (dışlanan azınlığı aşağılık bir pozisyona koyarak kendinden fiziksel olarak ayırmak) denilen şey Türkiye’de bulunmaz. Çünkü hem ülke bütün farklılıkları doğal sayan Osmanlı İmparatorluğundan gelmektedir, hem de Türkiye segregasyon kavramıyla bir arada bulunmasına imkân olmayan “asimilasyon” üzerine kurulmuştur. Fakat “ayrımıcılık” ile “asimilasyon” bir arada bulunabilmektedir. Nitekim, Türkiye kendi içindeki “farklı” gruplara bazen asimilasyoncu (ör. “Vatandaş! Türkçe Konuş!”) bazen de ayrımcı (ör. Varlık Vergisi) olabilmektedir. Burada ulus-devletin kullandığı ölçüt, bu devlet türünün bütün laikliğine rağmen, tarihsel kökenden gelen Millet-i Hâkime ideolojisinin bir tortusudur: Asimile etmeyi gözünün kestiği gruplara (yani Müslüman olup da etnik Türk olmayanlara ör. Kürtlere, Çerkeslere, Araplara, vb.) ve ayrıca Alevilere, asimilasyon; gözünün kesmediği gruplara (gayrimüslimlere) ayrımcılık uygular.”³⁰

Baskın Oran’ın “gözünün kesmediği gruplar” olarak söz ettiği gayrimüslimler ve aslında yalnızca; Ermeniler, Rumlar ve Yahudiler, Türkiye’de resmi politika gereği “azınlık” sayılmakta ve yine Oran’a göre Türkiye’deki azınlıklara yönelik tüm ırkçı politika ve yaklaşımlardan nasiplerini almışlar ve almaktadırlar.³¹

²⁹ Philomena Essed, **Understanding Everyday Racism: An Interdisciplinary Theory**, California: Sage, 1991, s.43.

³⁰ Baskın Oran, **Türkiye’de Azınlıklar-- Kavramlar, Teori, Lozan, İç Mevzuat, İçtihat, Uygulama**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2008, s.166.

³¹ **A.g.e.**, s.51.

B) GAYRİMÜSLİM AZINLIKLARA KARŞI IRKÇILIK

“Dünyada kişi için doğup büyüdüğü yeri kaybetmekten daha büyük bir acı olamaz.”

Euripides

“Ermenilerin bir inancı vardır; Türkiye’de yaşıyorsan 10 senede bir sopayı yiyeceksin kafana.” der Serkis Seropyan.³² Ona hak veren Roni Margulies, bu inancın sadece Ermenilere ait olmadığını şu sözleriyle ortaya koymaktadır: “Becermiş işte bunu Türkiye Cumhuriyeti: aba altında hep bir sopa olmuş, olduğunu dedem de bilmiş, babam da, diğer tüm azınlıklar da.”³³

“Azınlık”lar “çoğunluk”(lar)dan ayrı düşünülemez çünkü İbrahim Kaboğlu’nun da belirttiği üzere; “Biri olmaksızın ötekinin varlığından söz edilemez. Aslında bir çoğunluk azınlık sayesinde vardır; ya da çoğunluk olmasa azınlık olarak nitelenecek bir sayı veya topluluk olmaz. Böyle olmakla birlikte, her ikisi birbirine karşı; en azından birbirinden rahatsız. Çoğunluk, azınlıktan tedirgin olur, çoğunluğu yitirme korkusuyla. Azınlıksa, kendini çoğunluğun tehdidi altında hisseder. Bu karşılıklı “uyanıklık” durumunda, şöyle bir fark var: azınlık çoğunluğa dönüşebilir; fakat çoğunluk azınlığı yok ederse, ortada ne çoğunluk kalır, ne de azınlık.”³⁴

Türkiye’de gayrimüslim azınlıklar günden güne azalmaktadır. Bunun nedenleri çeşitli olmakla beraber genel olarak Türkiye Cumhuriyeti devletinin

³² Rıfat N. Bali, **Yirmi Kur’a Nafia Askerleri**, İstanbul: Kitabevi Yayınları, 2008, s.11.

³³ Roni Margulies, **Bugün Pazar Yahudiler Azar**, İstanbul: Kanat Yayınları, 2007, s.27.

³⁴ İbrahim Ö. Kaboğlu, “Önsöz”, **Ulusal, Uluslarüstü ve Uluslararası Hukukta Azınlık Hakları (Birleşmiş Milletler, Avrupa Birliği, Avrupa Konseyi, Lozan Antlaşması)**, İstanbul: İstanbul Barosu İnsan Hakları Merkezi Yayınları, 2002, s.7.

sürdüğü sistematik politikalar, yaşanan “olaylar”, hak ihlalleri ile gayrimüslim azınlıkların nesilden nesile miras bıraktığı “koru” duygusudur.

Cumhuriyet kuruluşunun ilk yıllarında örneğin, toplam nüfusun yaklaşık 13,5 milyon olduğu 1927 nüfus sayımında gayrimüslimler 339.486 kişi, yani toplam nüfusun yüzde 2,5’iydi. Bugün genel nüfus 72 milyona yükselirken gayrimüslimler 100.000 civarındaki nüfuslarıyla on binde 13,88’e, yüzdeyle söylersek % 0,0014’e düşmüşlerdir.³⁵

Hrant Dink bir yazısında başka bir “azalma”dan şu şekilde bahsetmektedir:“Bir insanın bir diğeri insanı başka bir ırktan olduğu için yok etme vahşeti her ne kadar yeryüzünden silinmediyse de, azaldı diyebiliriz belki ama öldüren ırkçılığın yerini, daha azgın haliyle, öteleyen ve aşağılayan ırkçılığın aldığını da tespit etmemiz gerek. Ülkemiz ise bu tür ırkçılığın fütursuzca kullanıldığı kontrolsüz bir alan.”³⁶

Hukuk kontrolü sağlar, bunun için hukukun kimi “azınlık” olarak tanımladığı önem taşımaktadır. Uluslararası Medeni ve Siyasal Haklar Paketi’nin 27. maddesine bağlı bir çalışmayı hazırlaması amacıyla 1996 yılında tayin edilen özel raportör Francesco Capotorti, “azınlık” kavramını şu şekilde formüle etmiştir:“Azınlık, bir devletin nüfusunun geri kalanına göre siyasal olarak daha az olan, baskın durumda olmayan, üyeleri devlet egemenliğindeki etnik, dini veya dinsel özellikleri dolayısıyla kalan nüfustan farklı özelliklere sahip olan ve açık olarak kendi kültürlerine, geleneklerine, dinlerine veya dillerine yönelik bir birliktelik gösteren gruptur.”³⁷

2001 yılında İstanbul Barosu İnsan Hakları Merkezi tarafından düzenlenen “Ulusal, Uluslararası ve Uluslararası Hukukta Azınlık Hakları (Birleşmiş Milletler, Avrupa Birliği, Avrupa Konseyi, Lozan Antlaşması)” başlıklı

³⁵ Baskın Oran, “Azınlıklar”, **İstanbul Ansiklopedisi**, İstanbul: NTV Yayınları, 2010, s.159-165.

³⁶ Dink, **a.g.e.**, s.132.

³⁷ Javaid Rehman, “Uluslararası Hukukta Azınlık Hakları”, **Ulusal, Uluslararası ve Uluslararası Hukukta Azınlık Hakları (Birleşmiş Milletler, Avrupa Birliği, Avrupa Konseyi, Lozan Antlaşması)**, İstanbul: İstanbul Barosu İnsan Hakları Merkezi Yayınları, 2002, s.96.

uluslararası sempozyumda yapılmış başka-benzer bazı “azınlık” tanımları şöyle sıralanabilir:

“Azınlıklar, üzerinde anlaşmaya varılmış açık bir tanım bulunmamasına karşın, genelde, yaşadıkları ülke insanlarına göre kültürel, dinsel, dilsel, etnik ya da ırksal yönden ayrı görünen topluluklar olarak tanımlanabilir.”³⁸

“Azınlıklar; ırk (etnik), din ve dil bakımından ülke nüfusunun çoğunluğundan farklı olan ve bu özelliklerini korumak isteyen insan topluluklarıdır.”³⁹

“ ‘Azınlık’ deyimini, yurttaşı oldukları devletin geri kalan nüfusundan sayı olarak daha az olan bir grubu ifade eder; nüfusun geri kalan kısmından üyeleri etnik, dinsel ve dilsel farklılıklara sahip olan ve kültürünü, geleneklerini, dinini veya dilini muhafaza etme iradesi ile hareket eden gruptur.”⁴⁰

Aynı sempozyumda, “Azınlıklar Hukuku: Tanımlama Sorunları” başlıklı bildiriye sunan Prof. François Rigaux ise; azınlık kavramının devlet kavramından ayrılamayacağını söyleyerek; azınlık haklarının da diğer haklar gibi, vatandaşa devlet tarafından tanındığını hatırlatmıştır.⁴¹

Azınlık hakları, geçerli kişisel insan hakları çerçevesinde değerlendirilmektedir. Var olma hakkı, eşit olma hakkı, ayrımcılık yapılmaması, din, ifade ve kültür özgürlüğü bu nedenle kişisel ve azınlık haklarının bir parçasıdır. Bununla birlikte, azınlık haklarının kolektif boyutu da vardır.⁴² Azınlık hakları, topluca (grup olarak) kullanılabilen özel insan haklarıdır. Emre Öktem’in belirttiği üzere, Milletlerarası Daimi Adalet

³⁸ Yılmaz Aliefendioğlu, “Azınlık Hakları Ve Türk Anayasa Mahkemesi’nin Azınlık Konusuna Bakışı”, **Ulusal, Uluslararası ve Uluslararası Hukukta Azınlık Hakları (Birleşmiş Milletler, Avrupa Birliği, Avrupa Konseyi, Lozan Antlaşması)**, İstanbul: İstanbul Barosu İnsan Hakları Merkezi Yayınları, 2002, s.218.

³⁹ **A.g.e.**

⁴⁰ İbrahim Ö. Kaboğlu, “İnsan Hakları, Azınlık Hakları ve Türkiye”, **Ulusal, Uluslararası ve Uluslararası Hukukta Azınlık Hakları (Birleşmiş Milletler, Avrupa Birliği, Avrupa Konseyi, Lozan Antlaşması)**, İstanbul Barosu İnsan Hakları Merkezi Yayınları, İstanbul, 2002, s.23.

⁴¹ François Rigaux, “Azınlıklar Hukuku: Tanımlama Sorunları”, **Ulusal, Uluslararası ve Uluslararası Hukukta Azınlık Hakları (Birleşmiş Milletler, Avrupa Birliği, Avrupa Konseyi, Lozan Antlaşması)**, İstanbul: İstanbul Barosu İnsan Hakları Merkezi Yayınları, 2002, s.51.

⁴² Rehman, **a.g.e.**, s.99.

Divanı'na göre; "uluslararası azınlıklar hukuku, öncelikle eşitlik, ayrımcılık yasağı hukukudur."⁴³

Azınlık haklarının uluslararası standartları karşılıyor veya onun gerisinde kalıyor olması hususu ise büyük çoğunlukla, ilgili devletin demokratikleşme düzeyiyle ilgilidir.⁴⁴ Amin Maalouf, "Ölümcül Kimlikler" adlı eserinde demokratikleşme düzeyine ilişkin olarak şöyle bir saptamada bulunmaktadır: "Adınızın Pierre, ya da Mahmut ya da Baruh olduğunu itiraf etmekten korktuğunuz ve bunun dört ya da kırk kuşaktan beri sürdüğü bir ülkede yaşıyorsanız; zaten yüzünüzde aidiyetinizin rengini taşıdığınız için, bazı yerlerde "görünür azınlıklar" denilen azınlıklardan olduğunuz için böyle bir "itiraf"ta bulunmanıza gerek bile kalmayan bir ülkede yaşıyorsanız; o zaman "çoğunluk" ve "azınlık" sözcüklerinin her zaman demokrasi sözcüğü içinde yer almadığını anlamanız için uzun açıklamalara ihtiyacınız yoktur."⁴⁵

Bu noktada azınlıkların ağzından çıkmış bir kaç açıklama, itiraf veya anı, Türkiye'ye ilişkin özgün hali ve Türkiye'deki gayrimüslim azınlıkların ortak hafızasını ortaya koyabilir. Örneğin, yıllarını hak arama ile geçirmiş Avukat Diran Bakar, kendi mesleğini neden seçtiğini şöyle anlatmaktadır: "Ben avukatlığa kerhen başladım, hala kerhen yapıyorum. Gençliğimde kendimi hâkim ve savcı olarak tayin edilmiş görürdüm ve sevinirdim. Askeri hâkimliği yaptığım için hâkimliği gördüm ve çok sevdim. İki sebebi var hâkimliğe geçmememin. Birincisi, tayin etmeyeceklerdi. Başvursam belki tayin ederlerdi ama tayin etmezler diye başvurmadım. İkincisi, 'Bana itimat etmeyen birilerine karşı nasıl hâkimlik yaparım?' dedim. Anadolu'nun şurasına burasına gidip görev yapacaksın 'Gavur hâkim geldi' diyecekler. Bunu düşündüm yoksa ben avukatlığı hiç sevmeyerek yaptım."⁴⁶

Bu durum elbette sadece hâkimlik mesleği için söz konusu olmamıştır; askerlik ve başka kamu görevleri için de aynı mevzuu sık sık gündeme gelmiştir. Roni

⁴³ Akif Emre Öktem, **Uluslararası Hukukta İnanç Özgürlüğü**, Ankara: Liberte Yayınları, 2002, s.75.

⁴⁴ Oran, **Türkiye'de Azınlıklar-- Kavramlar, Teori, Lozan, İç Mevzuat, İçtihat, Uygulama...**, s.33.

⁴⁵ Amin Maalouf, **Ölümcül Kimlikler**, Çev: Aysel Bora, İstanbul: Yapı Kredi Yayınları, 2011, s.124.

⁴⁶ Yahya Koçoğlu, **Hatırlıyorum**, İstanbul: Metis Yayınları, 2003, s.19.

Margulies'in ifade ettiđi üzere; "Osmanlı veya Türkiyeli Yahudi bir delikanlı asker olmak isteyebilir, ama geçmiş yüzyılda bunu becermiş istisnalar olmasına ve önünde yasal bir engel olmamasına rağmen, olamayacağını, hiçbir zaman güvenilir bir unsur olarak düşünölmeyeceđini, hep kuşkuyla karşılaşacağını ve dolayısıyla belli bir noktadan sonra terfi ettirilmeyeceđini de bilir; boş yere uğraşmaz."⁴⁷

Bu insanların "boş yere uğraşmamasının", Rıfat Bali'ye göre birkaç sebebi bulunmaktadır: Birinci olarak, gayrimüslim bir genç böyle bir görev için müracaat etmek isterse önce ailesinden tepki alır, kendisine bu konuda, "İşin mi yok!", "Girsen de yükselemezsin..." gibi -belki haklı- telkinlerde bulunulur. İkinci olarak da sosyal sınıflar meselesi gündeme gelir. Bali'ye göre zaten, Polis Akademisi'ne veya Kuleli Lisesi'ne gitmek isteyen ya da kaymakam olmak isteyen kişilere bakıldığında, bu kişilerin çoğunun büyük şehirlerde yaşamayan yahut da üst seviyedeki ailelerden olmayan insanlar olduđu veya bu mesleğin bir aile mesleđi olduđu ortaya çıkıyor. Fakat gayrimüslim ailelerde kimsenin subay veya polis olmadığı, ayrıca büyük çoğunluğunun İstanbul'da yaşamış-yaşıyor olduđu biliniyor. Üçüncü olarak ise, bugün genelde insanlar daha cazip maaş beklentileriyle serbest meslekleri tercih ediyor veya iş dünyasına girmek istiyorlar, bir kamu görevini pek düşünmüyorlar.⁴⁸ Birinci sebep olarak belirtilen "aileden gelen telkin"i, aslında "eskilerin yeni kuşaklara mağduriyet duygusunu aşılması" olarak da ele almak mümkündür.

Rıfat Bali mağduriyet duygusuna ilişkin şöyle bir açıklama getirmektedir: "Azınlıkların başlarına gelen olumsuz olaylar -ki bol miktarda var- kitaplarla olmasa da sözlü olarak; büyükanneden anneye ve çocuđuna aktarılıyor. Niye? Bir; nerede, hangi şartlar altında yaşadığını öğren. Geçmişini bil. İki; bu kimlik aşılama politikasının parçasıdır. Azınlık topluluđuyunuz ve karma evliliklerden korkuyorsanız; çünkü asimilasyon ve karma evlilik sonucu uzun vadede nüfusunuz azalıp yok olacaksa kimlik aşılamanız lazım. Kimlik, dini, kültürel

⁴⁷ Margulies, **a.g.e.**, s.73.

⁴⁸ Rita Ender, "Gayrimüslim Mehmetçikler Üzerine", **Toplumsal Tarih**, sayı:214, Kasım 2011, s.77.

ve tarihsel; üçü bir arada olur. Bu, tarihsel bir parça. Tarih negatif şeylerle dolu olunca kimliği yüklediğiniz insanlar, kendi kimliğine sarılma, sahip çıkma, mücadele duygusuna sahip olur. O nedenle negatif hadiselerle dolu olan bir tarih asimilasyona karşı önleyici bir tedbirdir. Her bir gerçeğin değişik şekilleri var. Mağduriyet gerçek ama o mağduriyeti anlatmayabilirsin de. Biz bu gençlere peşin hüküm yüklemeyelim, temiz bir sayfa açsın, kendi tecrübesini kendi yapsın diye anlatmayabilirsin. Veyahut nerede yaşadığını bilsin ve kimliğine daha çok sahip çıksın diye anlatabilirsin de...”

Türkiye Cumhuriyeti’ne ilişkin olarak anlatılan bu olayları, gayrimüslim azınlıkların yaşadığı baskı ve hak ihlallerini Baskın Oran’ın da “Azınlıklar” başlıklı makalesinde kaleme aldığı gibi, aşağıdaki şekilde sıralamak mümkündür:⁴⁹

1) 3 Nisan 1924’te TBMM’de kabul edilen 460 sayılı Muhamat Kanunu’nun geçici maddesi İstanbul Barosu’nda bir tasfiye sürecini başlatmıştır. Bu süreç, özellikle gayrimüslimlerin avukatlık yapmalarını engellemiş veya zorlaştırmıştır. Geçici maddeye göre, her baro bünyesinde oluşturulacak Tasfiye Komisyonu, baro üyelerinin kanunun avukatlık yapmak için şart koştuğu nitelik ve koşullara sahip olup olmadıklarını inceleyerek olmayanların barodan çıkarılmaları yani avukatlıktan men edilmeleri kararını almaya yetkilidir. “İyi ahlak” gibi öznel ölçütlerle alınan kararlar gereği İstanbul Barosuna kayıtlı 60 Yahudi avukattan 34’ü yani yüzde 56’sı Baro’dan atılmıştır.⁵⁰ Rum avukatların yüzde 75’inin, Ermenilerin ise yüzde 73’ünün mesleğe devam edemeyeceğine karar verilmiş, Müslüman avukatlar arasında ise bu oran yüzde 47 olmuştur.⁵¹

2) Azınlıkları Türkleştirme siyaseti çerçevesinde azınlıkları Türkçe konuşurma kampanyaları düzenlenmiştir. “Vatandaş Türkçe Konuş” sloganı ile var olan bu kampanya, Dâr-ül-fünûn Hukuk Fakültesi Talebe Cemiyeti’nin 13 Ocak 1928 tarihinde düzenlediği yıllık kongresinde alınan bir karar ile başlamıştır. Rıfat

⁴⁹ Söz konusu sıralama, Baskın Oran’ın, İstanbul Ansiklopedisi adlı eserde yer alan “Azınlıklar” makalesinde yer alan sıralamaya uygun olarak aktarılmaya çalışılmıştır. Bkz: Baskın Oran, “Azınlıklar”, **İstanbul Ansiklopedisi**, İstanbul: NTV Yayınları, 2010, s.159-165.

⁵⁰ Murat Koraltürk, “Avukatlığın Türkleştirilmesi”, **Toplumsal Tarih**, Ağustos 2011, s. 50.

⁵¹ Oran, “Azınlıklar”..., s.159-165.

Bali'nin aktardığı üzere, azınlıkların umumi yerlerde Türkçeden başka bir lisan kullanmalarını yasaklamak için girişimde bulunulmasına ilişkin olan bu karar, uygulamada gerilimli bir şekilde cereyan etmiştir. Yabancı dilde gazete okuyan insanların ellerinden gazeteler alınıp yırtılmış; Türkçe konuşmayan kimselere sürekli müdahale edilmesi nedeniyle sık sık kavgalar meydana gelmiştir. Sonucunda Bali'nin ifadesiyle; “iki kişinin kendi aralarında istedikleri bir dilde konuşmaları kendilere yöneltilen tehdit dolu bakışlar nedeniyle imkânsızlaşmıştır.”⁵²

3) Şubat 1925'ten 1932'ye kadar süren idari bir yasakla, gayrimüslimlerin İstanbul il sınırları dışına izinsiz çıkmaları engellenmiştir. Bu yasak, özellikle Anadolu'ya mal satan gayrimüslim toptancı tüccarı sarsmıştır.⁵³

4) İsviçre Medeni Kanunu örnek alınarak hazırlanan ve 4 Ekim 1926'da yürürlüğe giren Medeni Kanun'un kabulünden önce, azınlıklar Lozan'ın kendilerine vermiş olduğu aile hukuku ile ilgili özel haklardan feragat edilmeye çağrılmışlardır.⁵⁴ Bu çağrıyı “zorlama” olarak nitelendiren Baskın Oran, İstanbul'un bütün gayrimüslimlerini kendilerine tanınmış “gelenek ve görenek” ayrıcalıklarından (özellikle de kilise nikâhından) vazgeçirmeye zorlamak için tutuklamalara da girişildiğini ifade etmiş ve bu durumu şöyle değerlendirmiştir: “Bu zorlamanın (ve sonucunun) hiçbir uluslararası ya da ulusal dayanağı yoktur ve azınlık hakları teorisine de aykırıdır.”⁵⁵

5) 1926'da yabancı şirketler, personellerinin yüzde 75'inin Müslüman-Türk olması için idari baskıya maruz kalmışlardır. 1926'da yürürlüğe giren 788 sayılı Memurin Kanun gereği, memuriyete giriş için “Türk vatandaşlığı” şartı değil, 4. madde gereği “Türk olmak” şartı getirilmiştir. Bu yolla, gayrimüslimlere devlet kapısı kapanmıştır çünkü Baskın Oran'ın belirttiği üzere, devlet için “Türk vatandaşı” ve “Türk” terimleri her zaman farklı anlamlar taşımakta olmuştur. 4. maddedeki bu şart ancak 1965'te “Türk vatandaşı olmak” biçiminde değiştirilmiş fakat pratikte pek bir şey fark

⁵² Rifat N. Bali, “Vatandaş Türkçe Konuş!”, **Birgün**, 23 Haziran 2006

⁵³ Oran, “**Azınlıklar**”..., s.159-165.

⁵⁴ Samim Akgönül, **Türkiye Rumları**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2007, s. 69.

⁵⁵ Oran, “**Azınlıklar**”..., s.159-165.

etmemiştir. Yine Oran'ın ifade ettiği üzere, 2008 itibariyle, sanat (örneğin opera) ve bilim (üniversite) dışında Türkiye Cumhuriyeti'nde gayrimüslim memur bulunmamaktadır.⁵⁶

6) 1927'de çıkarılan 1151 sayılı Bozcaada Ve İmroz Kazalarının Mahalli İdareleri Hakkında Kanun'un 14. maddesiyle, İmroz ve Bozcaada'daki Rum okullarında Rumca tedrisat yasaklanmıştır. Bu yasak Demokrat Parti'nin gelişi ile 1952'de 5713 sayılı yasayla kaldırılmış, 1964'te İsmet İnönü hükümeti döneminde 502 sayılı yasayla tekrar konulmuştur.⁵⁷

7) 16 Mayıs 1929'da çıkartılan 1447 sayılı Menkul Kıymetler ve Kambiyo Borsaları Kanunu'na (ve Nizamnamesi'ne) göre, borsa acentesi kurucusu ve çalışanlarının Türk vatandaşı değil, "Türk olması" gerekmektedir. Bu, gayrimüslim işadamlarının önünde bir engel olarak belirmiş ve devamı çeşitli şekillerde gelmiştir. Yaklaşık aynı tarihlerde baş gösteren "Vatandaş Türk Malı Kullan" kampanyaları, sonradan "Vatandaş Yerli Malı Kullan" biçimini almış ve bu kampanyalar Kıbrıs sorununun etkisiyle 1950'lerde "Türk olmayanlardan alışveriş etmeyin" kampanyalarına dönüşmüştür.⁵⁸

8) 18 Eylül 1930'da, Adalet Vekili Mahmut Esat Bozkurt, Ödemiş Yayılası'nda "Benim fikrim, kanaatim şudur ki, bu memleketin kendisi Türk'tür. Öz Türk olmayanların Türk vatanında bir hakkı vardır, o da hizmetçi olmak, köle olmaktır" şeklindeki ünlü "vecizesini" söylemiştir.⁵⁹

9) 4 Haziran 1932'de onaylanan 2007 sayılı Türkiye'de Türk Vatandaşlarına tahsis edilen Sanat Ve Hizmetler Hakkında Kanun ile bazı meslekler "yabancılara" yasaklanmıştır. Kapıcılık, konsomatrislik gibi çok sayıda meslek "güvenlik nedenleriyle" Türk vatandaşlarına tahsis edilmiştir. "Yerli yabancı" olarak kabul edilen gayrimüslimler, ekonominin her düzeyinde ve tüm sosyo-profesyonel alanlarda saf dışı edilmeye başlanmış; azınlık iş adamları ekonomik atılım çabalarının dışında tutulmuş ve sonuçları görülmüştür. Bu yüzden Samim Akgönül'ün belirttiği üzere, örneğin İzmir İktisat Kongresi'ne

⁵⁶ Oran, "Azınlıklar"..., s.159-165.

⁵⁷ Oran, "Azınlıklar"..., s.159-165.

⁵⁸ Oran, "Azınlıklar"..., s.159-165.

⁵⁹ Ayşe Hür, "Cumhuriyet'in 'azınlık raporu'", **Taraf**, 22 Ocak 2012

hiçbir azınlık iş adamı katılmamıştır⁶⁰, yine bu yüzden Baskın Oran'ın ifade ettiği üzere, 19. yüzyıl sonundan beri Yunan uyrukluğunda bulunan kimi İstanbullu Rumlar başta olmak üzere binlerce insan Türkiye'yi terk etmek zorunda kalmıştır. Bu gidiş, özellikle Rumların ilk toplu gidişi olmuştur.⁶¹

10) 1934 yılında çıkarılan Soyadı Kanunu'nun 3. maddesi şu şekildedir: “Rütbe ve memuriyet, aşiret ve yabancı ırk ve millet isimleriyle umumi edeplere uygun olmayan veya iğrenç ve gülünç olan soyadları kullanılamaz.” Yabancı ırk ve millet adlarının soyadı olarak kullanılmayacağı hükmü, özellikle gayrimüslim azınlıkları etkilemiştir. Gazeteler, Türkçe ad ve soyadı almanın azınlıkların Türkleşme isteğinin bir göstergesi olacağı propagandasını işlemiş ve pek çok kişi soyadını buna göre değiştirip, Türkçeleştirmiştir. Ayrıca bu hükmün uygulanması, özellikle Anadolu'da bazı nüfus memurlarının, azınlıklara istedikleri soyadını vermeleri neticesini de doğurmuştur.⁶²

Benzer bir deneyim 1949 yılında İl İdaresi Kanunu sebebiyle yaşanmıştır. Uluslararası Azınlık Hakları Grubu, 2007 yılında yayınladığı “Bir eşitlik arayışı: Türkiye'de azınlıklar” başlıklı raporunda bu durumu şöyle ortaya koymuştur:

“1949 tarihli İl İdaresi Kanunu, İçişleri Bakanlığı'nın “Türkçe olmayan ve iltibasa meydan veren köy adlarını” değiştirmesine imkan tanımaktadır. Geçmişte, özellikle de 1920'lerin sonu ile 1930'larda, önemli sayıda Kürt, Süryani ve Ermeni köy ve kasabasının ismi Türkçe isimlerle değiştirilmiştir. Ancak bu yerlerin asıl isimleri yerel halkın kolektif hafızasında yaşamaya devam etmektedir ve pek çok Kürt, Ermeni ve Süryani tarafından günlük yaşamda kullanılmaktadır.”⁶³

11) 14 Haziran 1934 tarihinde TBMM'de kabul edilen 2510 Sayılı İskân Kanunu, bugün “Trakya Olayları” olarak anılan saldırıların meydana gelmesine ortam hazırlamıştır. Kanun'un 9. maddesi ile “casuslukları sezilenleri sınır

⁶⁰ Akgönül, a.g.e., s.82.

⁶¹ Oran, “Azınlıklar”..., s.159-165.

⁶² Yahya Koçoğlu, **Azınlık Gençleri Anlatıyor**, İstanbul: Metis Yayınları, 2001, s.15.

⁶³ Dilek Kurban, **Bir Eşitlik Arayışı: Türkiye'de Azınlıklar**, Uluslararası Azınlık Hakları Grubu (MRG) Raporu, s.20.

boylarından uzaklaştırmak” konusunda Dâhiliye Vekili yetkili kılınmış, böylece Trakya bölgesi ve Çanakkale Boğazı tahkim edilmeye başlamıştır. Ayşe Hür, tahkimat sürerken, tarih boyunca ülkedeki tüm azınlıklara karşı kuşku duymayı âdet edinmiş faşizan yöneticilerin, Nazilerden esinlenerek Yahudilere karşı düşmanca davranmakta bir beis görmediğini dile getirmiştir.⁶⁴

Kanunun kabul edilmesinden yaklaşık iki hafta sonra Edirne, Çanakkale, Uzunköprü, Kırklareli gibi yerlerdeki Yahudi mahalleleri yağmalanmış, kadınlara tecavüz edilmiş, ‘beşinci kol’ olmalarından şüphelenilen Trakya Yahudilerinin evleri ve iş yerlerine saldırılmıştır. Bu olaylar sonucunda Yahudiler evlerini ve işyerlerini terk ederek İstanbul’a kaçmışlardır.⁶⁵

12) 1936 yılından sonra, gayrimüslim vakıfların vasiyet, bağış, satın alma gibi çeşitli yollarla edindikleri mallar ellerinden alınmış ve bu olay kamuoyunda “1936 Beyannamesi” sorunu olarak anılır olmuştur.⁶⁶ Baskın Oran sorunu şu şekilde ortaya koymaktadır: “Vakıflar Genel Müdürlüğü bütün gayrimüslim vakıflarına bir yazı göndermiş ve vakıfnameleri istemiştir. Buna göre, vakıfnamede ‘mal edinebilir’ ibaresi yoksa, 1936 Beyannamelerinde bulunmayan mallara el konacaktır. Oysa, bütün gayrimüslim vakıfları Cumhuriyet’ten önce padişah özel fermanlarıyla kurulmuştur; vakıfnameleri bulunmamaktadır. Bu durumda Vakıflar Genel Müdürlüğü vakıfname yerine re’sen 1936’daki mal sayımını geçirmiş ve bu tarihten sonra herhangi bir biçimde edinilmiş mallara bedel ödemeksizin el koymaya başlamıştır. Vakıfların mahkemeye başvurması üzerine Yargıtay Hukuk Genel Kurulu kesin karar çıkarmıştır: ‘Görülüyor ki, Türk olmayanların meydana getirdikleri tüzel kişiliklerin taşınmaz mal edinmeleri yasaklanmıştır (1971/2-820 Esas, 1974/505 Karar s. 08.05.1974 t. Karar)’. Böylece, Türk adaletinin en yüksek organı gayrimüslim vatandaşların “yabancı” olduğunu tescil etmiştir. Bu uygulama ancak 2001-2004 arası kabul edilen Avrupa Birliği Uyum Paketleri’nde üç kere üst üste çıkarılan yasalarla durdurulacaktır. Bununla

⁶⁴ Ayşe Hür, “1934 Trakya Olayları”, **Taraf**, 4 Temmuz 2010.

⁶⁵ Rıfat N. Bali, **Cumhuriyet Yıllarında Türkiye Yahudileri - Bir Türkleştirme Serüveni (1923-1945)**, İstanbul: İletişim Yayınları, 1999, s. 246.

⁶⁶ Fethiye Çetin, “Yerli Yabancılar”, **Ulusal, Uluslarüstü ve Uluslararası Hukukta Azınlık Hakları (Birleşmiş Milletler, Avrupa Birliği, Avrupa Konseyi, Lozan Antlaşması)**, İstanbul: İstanbul Barosu İnsan Hakları Merkezi Yayınları, 2002, s.76.

birlikte, bu yasaların icabı 2008 yılına kadar yerine getirilememiştir. Sonunda, kaçınılmaz netice ortaya çıkmıştır: Avrupa İnsan Hakları Mahkemesi, Temmuz 2008’de Büyükada Rum Yetimhanesi konusunda Türkiye’nin mülkiyet ihlalinde bulunduğu karar verdikten sonra birbiri ardına verdiği kararlarla, gayrimüslim vakıf mallarının iadesini veya tazminat ödenmesini istemeye başlamıştır.”⁶⁷

Eylül 2011’de çıkartılan bir Kanun Hükmünde Kararname ile Vakıflar Kanunu’na eklenen geçici madde 11, azınlıkların el konulan taşınmazlarından bir kısmının iadesi mümkün hale getirilmiştir. Fakat uygulanması henüz tam olarak sonuç vermemiştir. Yine de konunun uzmanları, bu maddenin bir “devrim” niteliğinde olmadığını belirtmiş, siyasal konjonktürde “yorumlanmaya” müsait olduğunu söylemişlerdir. ⁶⁸

13) 1941 yılının Mayıs ayında “Yirmi Kur’a” yani 20 ayrı askerlik döneminden gayrimüslim, ani bir kararla “ihtiyat” olarak askere alınmıştır.⁶⁹ Gayrimüslim askerler, 27 Temmuz 1942 gününe kadar Nafia Vekâleti emrinde, nafia askerleri olarak yaşamış, silahsız olarak “amele taburları”nda yol inşaatı için çalışmışlardır. Bu sırada gayrimüslimleri ciddi bir korku sarmıştır: Ermeniler, 1915’in tekrarından; Yahudiler, Nazi işgalinden korkmuşlardır.⁷⁰ Bazı subay ve çavuşların davranış biçimi ve “İstanbul’u unutunuz!” ‘önerisi’⁷¹ de bu korkularını kuvvetlendirmiştir. Söz konusu korkunun incelendiği sonraki günlerde, meclis tutanakları arasında Kasım 1940’taki bir CHP grup toplantısında Kâzım Karabekir’in şöyle söylediğini ortaya koymaktadır: “...tehlikeli unsurları Anadolu’ya transfer etmeliyiz. Bu unsurların terk ettiği evleri, özellikle Beyoğlu’ndakileri, Türklere vermeliyiz... Türklerin kanını emen bu unsurlar en güzel evlerde otururken...”⁷²

14) 11 Kasım 1942’de çıkarılan Varlık Vergisi Kanunu gayrimüslimlere yönelik ayrımcı uygulamalarıyla Cumhuriyet tarihinin belki de en çok tartışılan

⁶⁷ Oran, “Azınlıklar”..., s.159-165.

⁶⁸ Bkz: Baskın Oran, “GM haklarında büyük adım, fakat...”, **Radikal**, 4 Eylül 2011.

⁶⁹ Koçoğlu, **Azınlık Gençleri Anlatıyor...**, s.19.

⁷⁰ Bkz. Bali, Rıfat N., **Yirmi Kur’a Nafia Askerleri**, İstanbul: Kitabevi Yayınları, 2008.

⁷¹ Bali, **Bir Türkleştirme Serüveni...**, s.417.

⁷² Oran, “Azınlıklar”..., s.159-165.

yasası olmuştur. Vergi mükellefleri, yasa metninde bulunmamasına rağmen M (Müslüman), D (dönme), G (gayrimüslim) ve E (ecnebi) olarak gruplandırılmıştır.⁷³

Yasanın adaletle çelişen iki önemli temel yönü daha vardır: Birincisi, yasa ile belli bir ölçek öngörülmemiş olması ve komisyonların kendi kanaatlerine göre her mükellefe vergi takdir etmiş olmaları; ikincisi ise, komisyon kararlarının nihai olup, itiraz olanağı olmamasıdır. Derhal ve nakden ödenmesi gerekli, fahiş ve eşitsiz olan vergileri ödeyemeyenlerin evlerine, eşyalarına Ocak 1943'te el konulmuş, kendileri ise tutuklanarak Aşkale'ye taş kırmaya gönderilmişlerdir. İlk tutuklanan 18 kişinin 12'sinin Yahudi, kalanlarının ise Rum ve Ermeni olması⁷⁴ tesadüf değil; elbette dönemin politikasının ve politikacılarının görüşlerinin göstergesidir. Zira dönemin başbakanı Şükrü Saraçoğlu, 16 Ocak 1943 tarihli Times gazetesine verdiği şu demeçte kanun ve Türkiye'de gayrimüslimlere yönelik görüşünü açıkça dile getirmiştir: "...Bu memleket tarafından gösterilen misafirperverlikten faydalanarak zengin oldukları halde ona karşı bu nazik anda vazifelerini yapmaktan kaçan kimseler hakkında bu kanun bütün şiddetiyle tatbik edilecektir. Miktarı varlıklarını bile aşan vergileri ödeyemeyenlerin işyeri ve evleri, eşyalarıyla birlikte yok pahasına satılacak, Müslüman tüccar tarafından alınacaktır. Türkiye'de gayrimüslimden Müslüman'a en büyük sermaye "transferi" budur."⁷⁵

15) Bugün "6-7 Eylül Olayları" olarak adlandırılan, Hamit Bozarslan gibi bazı tarihçilerin bir "pogrom" olarak nitelendirdiği olaylar 1955 yılında gerçekleşmiş, sonucunda Yunanistan ile olan çatışma sebebiyle özellikle Rumlar mağdur edilmiştir.⁷⁶ 6 Eylül akşamı Selanik'te Atatürk'ün doğduğu eve bombalı bir saldırı düzenlendiğine dair asılsız bir haber yayınlayan İstanbul Ekspres Gazetesi'nin ve bir süredir devam etmekte olan şiddet havasının

⁷³ Aktar, Ayhan, **Varlık Vergisi Ve Türkleştirme Politikaları**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2004, s.144.

⁷⁴ Avner Levi, **Türkiye Cumhuriyeti'nde Yahudiler**, İstanbul: İletişim Yayınları, 1992, s.142.

⁷⁵ Oran, "**Azınlıklar**"..., s.159-165.

⁷⁶ Hamit, Bozarslan, "Les minorités en Turquie", **Pouvoirs**, Paris, 2005/4 n° 115, 2005, s.106.

tetikçiliği ile İstanbul ve İzmir'deki bütün gayrimüslim evlerinin, işyerlerinin, kiliselerinin, hatta mezarlıkları tahrip edilmiş, yağmalanmıştır.⁷⁷

16) Aralık 1962'de gizli bir kararnameyle "Azınlık Tali Komisyonu" kurulmuş, Ocak 2004'te yine gizli bir kararnameyle kaldırılmış veya "Azınlık Sorunlarını Değerlendirme Kurulu"yla değiştirilmiştir.⁷⁸ Baskın Oran'a göre: "Bu kuruluş zamanında, Aralık 1963'te Kıbrıslı Türklere yaşatılan kanlı olayların da etkisiyle, Türkiye'de gayrimüslimlere karşı özellikle eğitim alanında yasadışı mukabele bilmisiller başlamıştır. Azınlık okullarında ilk defa Şubat 1937-Ağustos 1949 arasında yaşanan "Türk müdür yardımcısı" uygulaması 1962'de yeniden uygulamaya konmuştur. Bu görevli Haziran 1965'te çıkartılan 625 sayılı kanunda "Türk asıllı ve TC uyruklu" olarak tanımlanmaktadır ki, bu tanım ancak Şubat 2007'de 5580 sayılı yasayla kaldırılacaktır. Kasım 1964'te 3885 sayılı genelge çıkartılarak Rum okullarında sabah duası yasaklanmıştır. Fener'in 1672'den beri faaliyette olup yalnızca ilahiyat kitapları basan basımevi "ancak özel ve tüzel kişiler basımevi kurabilir" gerekçesiyle kapatılmıştır. Temmuz 1971'de Fener'e bağlı Heybeliada İlahiyat Okulu "özel üniversite kurulamaz" gerekçesiyle kapatılmış ve sonradan özel üniversiteler açıldığı halde kapalı tutulmuştur. 1968'den 2000'lere kadar kimliğinde Rum, Ermeni gibi nitelikler yazılmamış çocuklar azınlık okullarına kaydedilememiş, mahkeme kararıyla sonradan yapılan düzeltmeler de kabul edilmemiştir. Lozan'ın 40. maddesinin açık hükmüne rağmen okul açmalarına izin verilmeyen Süryanilerin çocuklarının da Rum okullarına kaydı 2000'lere kadar yasaklanmıştır. Öğrencilerin oturdukları çevre dışındaki başka bir okula kaydedilmesi önlenmiş, böylece kimi okullar öğrencisiz kalarak kapanmıştır. 1980'den itibaren de gayrimüslim azınlık okullarında müdürün pratikte bir yetkisi kalmayacak, maaş bordrolarının imzalanması dahil yetkiler "Türk müdür yardımcısı"na verilecektir."⁷⁹

17) 1964 yılında, Kıbrıs sorunu nedeniyle Türkiye ile Yunanistan arasında başlayan kriz, Türkiye'nin iki ülke arasındaki 1930 tarihli iki ülke

⁷⁷ Akgönül, **a.g.e.**, s.193.

⁷⁸ Şükrü Küçükşahin, "İşte o gizli karar", **Hürriyet**, 24 Şubat 2004.

⁷⁹ Oran, "**Azınlıklar**"..., s.159-165.

vatandaşlarının diğesinde ikametine izin veren anlaşmayı fesh etmesi ve Türkiye’de bulunan Yunan vatandaşlarını sınır dışı etmesiyle sonuçlanmıştır.⁸⁰

Samim Akgönül’e göre bu sınır dışı “faaliyetinin” provaları 1957-59’da yapılmıştır: “1957 ve 1958 yıllarında, 1930 Antlaşması’nın ardından İstanbul’a yerleşmiş olan çok sayıda Rum, çeşitli faaliyetlerden suçlanarak tek tek sınırdışı edilecektir. Bu kişiler ya Türk-Yunan ilişkilerinde nefret uyandırmakla suçlanan gazeteciler, ya da para ve sermaye kaçırmak, casusluk, vs. ile suçlanan iş adamlarıdır. Ağustos 1957’de ünlü gazeteci Theodore Markouizos, “Türk Yunan dostluğu aleyhinde” yazılar yazdığı için ülkeden sürülecektir. Markouizos’u iki gazeteci, Stefanos Papadopoulos ve Giorgios Patriarchias ile, Yunan uyruklu iş adamı –Tsitouris kardeşler- takip edecektir. Ocak 1958’de 6-7 Eylül olaylarını fotoğraflayan Patrikhane’nin resmi fotoğrafçısı Dimitri Kaloumenos “Türk-Yunan dostluğuna hakaret etmek” suçundan sınırdışı edilecektir.”⁸¹

Fakat bu olaylar, yine Akgönül’ün ifade ettiği üzere, sadece birkaç kişiyi ilgilendiren münferit olaylardır oysa Yunan uyruklu Rumların 1964’te sınırdışı edilmesi bütün cemaati etkilemiştir.⁸² Şöyle ki, Baskın Oran’ın ifade ettiği üzere, Yunan uyruklu İstanbullu Rumlar yanlarında yalnızca 200 dolarla, mal varlıkları ve banka hesapları da bloke edilerek sınır dışı edilmişler, sayıları 12000 olan bu insanlarla birlikte, akrabaları olan gayrimüslim Rum vatandaşlar da gitmişlerdir.⁸³

18) Ekim 1993’te Ermeni okullarında müfredat dili olarak Ermenice Milli Eğitim Bakanlığı tarafından yasaklanmış, din dersinin bile Türkçe okutulması istenmiştir.⁸⁴

19) 2000’li yıllarda yaşananlarsa Baskın Oran tarafından kısaca şöyle değerlendirilmektedir: “İslami propagandanın yasak olmadığı laik Türkiye’de Hıristiyanlık propagandasına müdahale başlamıştır. Hıristiyanlık literatürü

⁸⁰ Elçin Macar, “Bir Azınlığın Yok Oluş Süreci: Türkiye Rumları”, **Azınlıkça Dergisi**, sayı:36, 2008.

⁸¹ Akgönül, **a.g.e.**, s.228.

⁸² **A.g.e.**, s.253.

⁸³ Oran, “**Azınlıklar**”..., s.159-165.

⁸⁴ Oran, **a.g.e.**, s.159-165.

dağıtmak ve Protestanlığı yaymak nedeniyle misyonerler mahkemeye verilmiş, ayrıca kendilerine “Türklüğe hakaret”ten davalar açılmıştır. Hıristiyanlığı “tehdit” sayan bu resmi atmosferden cesaretlenen kimileri, Hıristiyanlığa geçen çok az sayıda vatandaşa ve misyonerlere saldırmaya başlanmıştır. Bu arada gazeteci Hrant Dink, Ermeni diasporasını eleştirdiği yazı dizisinin “Türklüğe hakaret” (TCK md.301/1) olarak yorumlanarak TCK md. 301/1’den mahkûm edilmesinin ardından Şubat 2007’de gazetesi Agos Gazetesi önünde öldürülmüştür.”⁸⁵

Olayların, yapılanların ve yaşananların haklı değil ama hukuki dayanakları böyledir. Bütün bunların bireysel hafızlarda nasıl yer ettiği, toplumsal hafızaya nasıl kaydedildiği konusunda en iyi fikri verebilecek olan ise belki de sözlü tarih çalışmalarına dayanak olan anılar-anlatılardır.

Bu anlatılardan biri, “sürekli stres yaşatma durumu”ndan söz etmektedir: “Ermenilerin ya da azınlıkların üzerinde, mezarlıktan yol geçirme, kilisenin tamir edilmesine izin vermeme, vakıflara baskı yapma gibi sürekli bir stres kaynağı, bir uğraş var. Baskıyı hissettirme, sürekli stres yaşatma durumu, politikası var. Bu, en iyi olunan zamanlarda bile değil yok olması, azalmadı. Bundan bir sene öncesine kadar herhangi bir cemaat kurumuna izinsiz çivi bile çakılamıyordu. Bir kulübe tamiratu için Ankara’dan izin çıkması bekleniyordu. Azınlıklara karşı tamamen Türkiye aleyhine bir grupmuş gibi hareket ediliyor. Öyle bir mantık var. Bir örgüt gibi bakılıyor, bir tehlike unsuru olarak kabul ediliyor Ermeniler, Rumlar, Süryaniler, hatta Kürtler. Bu tuhaf bir şey.”⁸⁶

Başka bir tuhaf durum başka biri tarafından şöyle dillendirilmektedir: “Eniştem çok hoş, güleryüzlü filandır. Çevresindekilerin sevdiği bir insandır. Bir gün biri ‘Oruç tutuyor musun?’ diye soruyor. Eniştem ‘Hayır ben Ermeniyim, Hıristiyanım’ yanıtını veriyor. ‘Olamaz’ diyor karşısındaki, ‘Sen Ermeni olamazsın. Sen çok hoş tatlı bir adamsın. Ermeni olamazsın...’ Güya iltifat bu.”⁸⁷

⁸⁵ **A.g.e.**, s.159-165.

⁸⁶ Koçoğlu, **Azınlık Gençleri Anlatıyor...**, s. 162.

⁸⁷ Koçoğlu, **a.g.e.**, s. 206.

Nefret suçunun eylemleri değil, varoluşları hedeflediğinin altını çizen bu iltifatlar veya hakaretler sık sık gazetelerde de yayınlanmaktadır: Bu, bazen bir haber niteliğinde olmaktadır. Örneğin, ülkenin Başbakan'ı bir televizyon programına katılıp; “Bu kitaplar içerisinde ne Yahudiliğimiz, ne Ermeniliğimiz ne affedersiniz Rumluğumuz hiçbir şeyimiz kalmadı. Düşünebiliyor musunuz?” demekte ve bunun üzerine kamuoyunda aldığı tepki okuyucuya haber olarak sunulmaktadır. Veya haberin kendisi bizzat hakaret içermekte ya da nefret dili kullanmaktadır, örneğin, “Barbar Rum Saldırdı” şeklinde bir cümle bir gazete manşeti olarak kullanılabilir.⁸⁸

Bu tip haberlere, yayınlara düzeltme veya itiraz etme anlamında bir girişiminin olup olmadığı sorusu kendisine yönlendirilen bir gayrimüslim vatandaş şu yanıtı vermektedir: “Hayatta düzeltme girişimim olmadı. Çünkü bunun umutsuz olduğunu görüyorsun. Hiç kimse bunu yapmaya çalışmıyor. Yapılsa bile ancak tepki çekersin. Çünkü bir Rum olarak, burada uğruna mücadele edebileceğin tek bir şey yok artık. Artık ne olur? Gelirler kiliseyi yıkarlar. Onu da daha önce defalarca yaptıkları için... Hiçbir şey infial yaratacak duruma getirmiyor insanı artık. Çünkü her şey yaşandı. Yaşanmadık ne kaldı ki? Onun için dedim ya melankolik bir toplum.”⁸⁹

Melankoli aslında bu topraklarda sahiplenilen bir duygu ve belki bu sebeple bu duygu burada çoğu zaman toprağa-vatana aidiyetle, yabancı olup olmama haliyle birlikte sorgulanmaktadır. Roni Margulies sorgulanma halini şöyle ifade etmektedir: “Liseyi bitirdiğim yıldan itibaren, otuz küsur yıl yaşadığım İngiltere’de hep yabancı kalmış olmamı doğal karşılıyorum; ama doğup büyüdüğüm yerde, ailemin ve tüm ilkokul arkadaşlarımla yaşadığı şehirde, yoğun duygu, siyaset, edebiyat bağlarıyla bağlı olduğum memlekette niye ve nasıl yabancı olduğum(uz) çok kafamı kurcalamış, çok düşündürmüştür beni.”⁹⁰

⁸⁸ “Barbar Rum Saldırdı”, **Habertürk**, 22 Aralık 2010

⁸⁹ Koçoğlu, **Azınlık Gençleri Anlatıyor...**, s. 282

⁹⁰ Margulies, **Bugün Pazar Yahudiler Azar...** s.88

Aynı his farklı kişilerce, farklı zamanlarda, farklı şekillerde dillendirilmiştir: “Aslında insan burada yaşıyor ama burada yaşamıyorsun gibi. Kendi ülkendesin ama ülken seni kabul etmiyor. O hisle yaşıyorsun.”⁹¹

“Hadi, başka diyarlarda yabancılıktır diyor, sıra, gurbet diye romantik bir kılıf bulabiliyorsun da yurtseverliğinin her Allah’ın günü sorgulandığı, yeni baştan kendini tanımlama ve meram anlatma durumuna düştüğün, doğduğun topraklarda bu durum kanını donduruyor artık.”⁹²

“...Kardeşimin motosikleti çalınmıştı. Gittiğim karakolda kimliğimi verdim. İsmim Türkçe ama din bölümünde Hıristiyan yazıyor. “Bu nasıl oluyor, sen gâvur musun?” dedi bir polis. Beni tersledi ve bu nedenle hırsızlık başvurumu da kabul etmediler. “Gidin kendiniz bulun” dediler. “Senin Müslüman olman lazım, işin yürümez” dedi bir başka polis. Motosiklet bulunamadı.”⁹³

“...Askerde hiç sorun yaşamadım çünkü gayrimüslim olduğumu kimse bilmiyordu. Nüfus kâğıdımı götürmedim. Ehliyetimle gittim ve orada da din hanesi yoktu. Böylece kimse bilmiyordu. Yazıcı bile bilmiyordu, sadece baba adı sorun oluyordu. Çünkü babamın adı Musevi adı ama “O ne biçim isim” dediği zaman, “Öyle yazmışlar” diyordum ve geçiyordum. Onun haricinde kimse anlayamıyordu ve en yakın arkadaşlarım bile bilmiyordu.”⁹⁴

“...Her şeyden önce sadece lafta askerdik. Aslında mecburi hizmete mahkûm olmuş mahpuslardık. Müslüman askerler bizlerle aynı şartlarda hizmet etselerdi şikâyet edecek bir şeyimiz olmazdı ama gerçek askerlerden ayrı idik. Bizler silahsız askerdik. Müslüman olmadığımız için silahımız yoktu.”⁹⁵

“Türkiye’de gayrimüslim olmak her zaman dışlanmayı, aidiyet duygusuna sahip olmamayı beraberinde getirdi. Bu 80 yıllık Cumhuriyet tarihinde hep böyle oldu. II. Dünya savaşı öncesinde CHP Genel Sekreterliği’ne verilen raporda da bu böyleydi, 1988’de de. Türkiye’de gayrimüslim olmak, 1980lerin

⁹¹ Koçoğlu, a.g.e., 278.

⁹² Karin Karakaşlı, **Cumba**, İstanbul: Doğan Yayınları, 2009, s.186.

⁹³ Koçoğlu, **Azınlık Gençleri Anlatıyor...**, s.181.

⁹⁴ **A.g.e.**, s.69.

⁹⁵ Bali, **Yirmi Kur’a Nafia Askerleri...**, s.93.

sonunda “yerli yabancı” olmakla aynı anlamdaydı. Hatta bu kişiler Türkiye’nin güvenliği açısından kuşku yaratıyordu.”⁹⁶

Gayrimüslimlerin Türkiye’nin güvenliği açısından kuşku yaratma durumunu Hrant Dink şu sözleriyle ifade etmiştir: “Bugün de sürdürülen politikanın özeti şudur: “Azınlıklar bir güvenlik sorunudur. Sayılarının azalması ve giderek minik bir dinsel cemaate indirgenmeleri her açıdan yararlıdır.”⁹⁷

Azınlıkların bir güvenlik sorunu teşkil ettiklerini iddia etmek için “komplo teorilerinden” de yararlanılmıştır. Rumlar, Yahudiler ve Ermeniler adına yaratılan en bilindik teorilerden biri, bu kişilerin Türkiye’ye sadakat bağı ile bağlı olmadıkları; onların aksine soydaşlarının devletleri olan Yunanistan, İsrail ve Ermenistan’a sadakat ve hatta vatandaşlık bağıyla bağlı olduklarıdır. Buna göre, bu kişiler kuvvetle muhtemel olarak bu devletler lehine hareket etmekte, o devletlerin çıkarları için adeta bir “ajan” gibi çalışmaktadırlar. Bu bağlamda, bugün sayıları 2000 civarında olan Rumların yeniden Bizans İmparatorluğunu kurmaya çalıştıkları hala ileri sürülebilmektedir.⁹⁸ Yahudilerin ise zaten mason oldukları veya değilse bile masonlarla işbirliği içinde oldukları ve her daim siyonizme hizmet ederek Türkiye’yi ve dünyayı ele geçirmek istedikleri sık sık ve çeşitli vesilelerle ileri sürülmektedir. Bu işbirliği hakkındaki komplo teorilerine dair olan bir örnek, II. Abdülhamit’in Yahudi, Siyonist, Mason ve Jön Türklerin işbirliği ile devrildiğidir. Bu iddianın Katolik bir İngiliz sefaret tercümanı tarafından ortaya atıldığı ve tamamen asılsız olduğu, fakat bunun sonradan sorgulanmadan herkesçe kabul edildiği belgelerle ortaya konulmuştur.⁹⁹

Belgelerin varlığına rağmen komplo teorilerine olan sarsılmaz inanç, sürdürülen politika ve kampanyalar, Türkiye’nin gayrimüslim cemaatlerinin neredeyse tamamının yok olmasına sebep olmuştur.¹⁰⁰

⁹⁶ Koçoğlu, **Azınlık Gençleri Anlatıyor...**, s.15.

⁹⁷ Dink, **Bu Köşedeki Adam...**, s.156.

⁹⁸ Rita Ender, “Ana Dilden Mahrum Kalmak”, **Güncel Hukuk**, Mayıs 2012, s.57.

⁹⁹ Mim Kemal Öke, **Siyonizm Ve Filistin Sorunu (1880-1923)**, İstanbul: Kırmızı Kedi Yayınları, 2011 s.131.

¹⁰⁰ Bozarlan, “**Les minorités en Turquie**”..., s.106.

C) İRKÇILIĞI ÖNLEYEBİLECEK MEVCUT HÜKÜMLER

Demokrasi çoğunluğun yasaları değil, azınlığın korunmasıdır.

Albert Camus

Uluslararası Mevzuat Ve Lozan Barış Antlaşması Hükümleri:

Azınlıkların ortak hafızasına kayıtlı olan bütün acı olayların, korku-tereddüt-güvensizlik duyguları ile anımsanan anıların ve gitmek zorunda bırakılışlarının hukuki olarak “ihlal” niteliğinde olduğu söylenebilir. Öncelikle, gayrimüslimlere yönelik yapılan her türlü eşitsiz uygulama, ayrımcılık ve ırkçılık Lozan Barış Antlaşmasını ihlal eder.

Türkiye Cumhuriyeti'nin “kurucu antlaşması” olarak kabul edilen Lozan Barış Antlaşması 24 Temmuz 1923'te imzalanmış, 23 Ağustos 1923 tarih ve 340 sayılı yasa ile onaylanmıştır. 340 sayılı “Lozan Sulh Muahednamesinin Kabulüne Dair Kanun” gereği Lozan, iç hukukun yadsınamaz bir parçası haline gelmiş ve hukuk düzenimizdeki “temel” nitelikteki yerini almıştır. Bu durum uluslararası alanda çeşitli şekillerde ifade bulmuştur. Örneğin, Türkiye taraf olduğu uluslararası sözleşmelere “ihtirazi kayıt” koyarken; T.C Anayasası hükümleri ile Lozan Antlaşması hükümlerini birlikte anmıştır. Mesela, 1990 yılında imzalanan; “Çocuk Haklarına Dair Sözleşme” sinde yer alan “ihtirazi kayıt” şudur; "Türkiye Cumhuriyeti Birleşmiş Milletler Çocuk Hakları Sözleşmesinin 17., 29. ve 30. maddeleri hükümlerini T.C. Anayasası ve 24 Temmuz 1923 tarihli Lozan Anlaşması hükümlerine ve ruhuna uygun olarak yorumlama hakkını saklı tutmaktadır." Fakat Türkiye Cumhuriyeti'nin hiçbir anayasasında veya anayasaların başlangıç metinlerinde Lozan Barış Antlaşması'na bir referans yapılmamıştır. Böyle bir referans yapılması Anayasa'nın yenilenme süreçlerinde yapılan toplantılarda gündeme getirilmiş;

bunun hem tarihsel sürekliliği vurgulamak açısından, hem de Lozan'da ifadesini bulan değerlere kurumsal olarak, toplumsal olarak, devlet olarak her daim sahip çıkılacağına altının çizilmesi açısından çok olumlu olacağı dile getirilmiştir.

Lozan Barış Antlaşması'nın I. Bölümünün III. Kesimi, "Azınlıkların Korunması" başlığını taşımaktadır. Türkiye'nin uygulamakla yükümlü olduğu Antlaşma'da "azınlık" kavramı tanımlanmamış, azınlığın kim olduğu belirtilmemiştir. Koruma hükümlerinin nesnesi, "Müslüman olmayan azınlık"lar (daha yaygın kullanımla "gayrimüslim azınlıklar") olarak belirtilmiş, hiçbir maddede "Müslüman olmayan azınlıklar" kavramının Yahudileri, Ermenileri ve Rumları ifade ettiği belirtilmemiştir. Ancak azınlık mensubu kişilere getirilen haklardan Türkiye'deki gayrimüslimlerin hepsi yararlandırılmamış; bu haklar başından beri yalnızca bu geleneksel üç 'büyük' azınlık grubuna uygulanmıştır. Örneğin Süryani vakıfları Ocak 2003'te başlayan uygulamaya dek tanınmamıştır.¹⁰¹

Söz konusu hükümler yani 37., 38., 39., 40., 41., 42., 43., 44. ve 45. maddeler, dönemin diğer azınlık antlaşmaları gibi, 1919 Polonya Antlaşması örnek tutularak kaleme alınmıştır. Antlaşma çerçevesinde azınlıkların korunması rejiminin iki ayağı vardır: eşitlik ve ayrımcılık yasağı ilkesi ile kimliği koruma ilkesi. Bu ilkelerden birincisini gerçekleştirmeye yönelik "negatif" haklar 38-39. maddelerde, ikincisine ilişkin "pozitif" haklar ise 40 ila 43. maddelerde yer almaktadır.¹⁰²

Bu maddeler ile tanınan hakların güvencesi yine Lozan'da bulunmaktadır. Antlaşma'nın 37. maddesi ile Türk hükümeti, Lozan Antlaşması'nı temel yasa olarak kabul etmiş ve buna aykırı hiçbir düzenleme yapmamayı yükümlenmiştir. 37. madde şu şekildedir: "Türkiye 38. maddeden 44. maddeye kadar olan maddelerin kapsadığı hükümlerin temel yasalar olarak tanınmasını ve hiçbir kanunun, hiç bir yönetmeliğin (tüzüğün), ve hiç bir resmi işlemin, bu hükümlere aykırı ya da bunlarla çelişir olmasını ve hiçbir kanun, hiçbir

¹⁰¹ Oran, *Türkiye'de Azınlıklar-- Kavramlar, Teori, Lozan, İç Mevzuat, İçtihat, Uygulama....* s.69.

¹⁰² Öktem, *Uluslararası Hukukta İnanç Özgürlüğü...*,s.96.

yönetmelik ve hiçbir işlemin söz konusu hükümlerden üstün sayılmamasını yükümlenir.”

Negatif haklar, kişinin devlet tarafından aşılamayacak ve dokunulamayacak özel alanının sınırlarını çizen hak ve hürriyetlerdir. Antlaşmanın 38. maddesi bunlardan biridir ve maddenin ilk fıkrasının hak süjesi, yalnızca gayrimüslimler değildir; Türkiye’de oturan herkestir. Buna göre; “Türk Hükümeti, Türkiye’de oturan herkesin doğum, bir ulusal topluluktan olma (milliyet, *nationalité*) dil, soy, ya da din ayrımı yapmaksızın hayatlarını ve özgürlüklerini korumayı tam ve eksiksiz olarak sağlamayı yükümlenir.”

Antlaşmanın bir diğer negatif hak sağlayan ve “eşitlik” güvencesi getiren hükmü; 39. maddesidir. 39. maddenin birinci fıkrası şöyledir:“Müslüman olmayan azınlıklara mensup Türk vatandaşları, Müslümanların yararlandıkları aynı yurttaşlık (medeni hukuk) ve siyasal haklardan yararlanacaklardır. Türkiye’de oturan herkes din ayrımı gözetilmeksizin kanun önünde eşit olacaklardır. Din, inanç ya da mezhep farkı, hiçbir Türk vatandaşının yurttaşlık haklarıyla, (medeni haklar) siyasal haklarından yararlanmasına ve özellikle kamu hizmet ve görevlerine kabul edilme, yükselme, onurlanma ya da çeşitli mesleklerde ve iş kollarında çalışmasına, sanayi ile uğraşmasına engel olmayacaktır.”

Ancak 22 Ekim 2004 tarihinde Başbakanlığa sunulmuş olan “Başbakanlık İnsan Hakları Danışma Kurulu ‘Azınlık Hakları Ve Kültürel Haklar Çalışma Grubu’ ” Raporu’nda¹⁰³ da ifade edildiği gibi; Türkiye bu maddeleri yani Lozan’ı, gerektiği gibi uygulamamaktadır ve dolayısıyla Türkiye’nin kurucu antlaşmasının kimi hükümleri yıllar boyunca çeşitli kez, çeşitli şekillerde ihlal edilmiştir.¹⁰⁴

Zeynep Aydın’ın belirttiği üzere; “Lozan’ın yürürlüğe girdiği dönemden itibaren, azınlıkların haklarını tam olarak kullanabilmeleri için gerekli olan

¹⁰³ Oran, **Türkiye’de Azınlıklar-- Kavramlar, Teori, Lozan, İç Mevzuat, İctihat, Uygulama...**, s.182.

¹⁰⁴ 1936 Beyannamesi ve uygulaması, 20 Kur’a Nafia Askerleri, 6-7 Eylül Olayları, Varlık Vergisi, Trakya Olayları; azınlıkların ortak hafızasına acı hatıralarla kaydedilmiş olan bu ihlal örneklerindedir.

yasal düzenlemeler yapılmamış, bazen yasa olmakta ancak uygulanabilmesi için gerekli yönetmelik çıkarılamamıştır. Daha da kötüsü, azınlıklara ilişkin bazı işlemler Resmi Gazete’de yayınlanmayan “gizli kararnamelemler” ile yürütülmektedir. Bu kararnamelerden ancak davalar sırasında dosyaya sunulması halinde bilgi sahibi olunmakta ve bu hukuken sakat kararnamelere dayanılarak kararlar verilerek; azınlıklar hukuken mağdur edilmiştir.”¹⁰⁵

20 Kur’a Nafia Askerleri de, işte böyle gazetelere yansımayan bir kararnamenin mağdur ettiği kişilerdir.¹⁰⁶Bu mağduriyet bugün Anayasal düzlemde de tartışma konusudur, şöyle ki, Anayasa’nın 90. maddesine göre; “Usulüne göre yürürlüğe konulmuş milletlerarası antlaşmalar kanun hükmündedir. Bunlar hakkında Anayasaya aykırılık iddiası ile Anayasa Mahkemesine başvurulamaz. Usulüne göre yürürlüğe konulmuş temel hak ve özgürlüklere ilişkin milletlerarası antlaşmalarla kanunların aynı konuda farklı hükümler içermesi nedeniyle çıkabilecek uyuşmazlıklarda milletlerarası antlaşma hükümleri esas alınır.”

2004 Anayasa değişikliği ile maddeye ilave edilen bu son cümle ile usulüne göre yürürlüğe konulmuş temel hak ve özgürlüklere ilişkin milletlerarası antlaşmaların iç hukuka doğrudan etkisi olduğu belirtilmiştir.¹⁰⁷ Dolayısıyla Lozan’ın ihlali kanun ihlali sayılmaktadır. Üstelik son cümle gereği, mevzuatta Lozan’a aykırı herhangi bir başka hükmün bulunması Lozan’ın uygulanmasına engel teşkil etmemektedir.

Lozan’ın Türk hukuku ve azınlık hakları bağlamında bir başka önemli noktası daha bulunmaktadır: Lozan’da “azınlık” (*minorité*) terimini yer almaktadır, bu bir noktada, bu ülkede azınlıklar olduğunun ve “azınlık kimliğinin” tanınması olarak değerlendirilebilmektedir.

¹⁰⁵ Zeynep Aydın, “Lozan Antlaşması’nda Azınlık Statüsü – Farklı Kökenlilere Tanınan Haklar”, **Ulusal, Uluslarüstü ve Uluslararası Hukukta Azınlık Hakları (Birleşmiş Milletler, Avrupa Birliği, Avrupa Konseyi, Lozan Antlaşması)**, İstanbul: İstanbul Barosu İnsan Hakları Merkezi, yay. No:2, 2002, s.209.

¹⁰⁶ Rita Ender, “Azınlıkların Ortak Hafızası”, **Güncel Hukuk**, Şubat 2009, s.36.

¹⁰⁷ İbrahim Ö. Kaboğlu, “Le Système Constitutionnel de Turquie”, **Le cours de droit constitutionnel turc dispensé à Caen par le professeur İbrahim Kaboglu**, 1 Eylül 2011, s.8 <http://www.unicaen.fr/recherche/mrsh/crdfed/3692>

İbrahim Kaboğlu'na göre Türkiye'deki tanıma "zımni bir tanıma"dır. Şöyle ki, azınlıklar, anayasal ve yasal düzlemde kesin bir tanımadan yararlanmazlar, fakat yine de yasal ve idari çeşitli metinlerin konusunu oluştururlar.¹⁰⁸

Azınlıkların anayasal olarak tanınması, siyasi rejim ve devlet yapısı göz önüne alınarak değerlendirilebilir. Türkiye Cumhuriyeti'nin dayandığı üç prensip; laiklik prensibi, ulus-devlet prensibi ve devletin bölünmezliği prensibi ve bu anlamda önem taşımaktadır.

Remzi Altunpolat'ın belirttiği üzere bölünmezlik prensibi çeşitli kanunlarda yer almaktadır: "Devletin ülkesiyle ve milletiyle bölünmez bütünlüğü terimi, 1991 tarih ve 3173 sayılı Terörle Mücadele Kanunu'nun 1. maddesi ve daha sonra 19 Haziran 2003'te AB'ye Altıncı Uyum Paketi ile kaldırılan 8/1. maddesi, 1934 tarih ve 2959 sayılı Polis Vazife ve Salahiyet Kanunu'nun 8. ve ek 7. maddeleri, 2954 sayılı Türkiye Radyo ve Televizyon Kanunu'nun 5/A maddesi, 3984 sayılı Radyo ve Televizyon Kuruluş ve Yayınları Hakkındaki Kanun'un 4. maddesi, 1983 tarih ve 2820 sayılı Siyasi Partiler Kanunu'nun 78. ve 101. maddelerinde, 2004 tarihinde yürürlükten kaldırılan 1983 Tarih ve 2908 sayılı Dernekler Kanunu'nun 44. ve 55. maddelerinde yer almaktadır. Adı geçen kanunlar çerçevesinde, Türkiye'de etnik ve dilsel farklılıklara dayanan azınlıkların var olduğunun ileri sürülmesi durumunda, devletin ülkesi ve milletiyle bölünmez bütünlüğünü bozmak gerekçesiyle, bunu yapanlar hakkında suç duyurusunda bulunma ve yargılama yoluna gidildiği görülmektedir. (...) Siyasi Partiler Kanunu'nun 81. maddesinde ve eski Dernekler Kanunu'nun 5.maddesinde, Türkiye'de ırk, din, kültür, mezhep ya da dil farklılıklarına dayanarak azınlıklar bulunduğunu ileri sürmek, Türk dilinden ve kültüründen başka dil ve kültürleri korumak geliştirmek yaymak yoluyla Türkiye'de azınlıklar yaratmak amacıyla dernek ya da siyasi parti kurulamayacağı ve faaliyette bulunamayacağı belirtilmiştir. Nitekim Anayasa

¹⁰⁸ İbrahim Ö. Kaboğlu, "La Turquie à l'épreuve des droits des minorités et des droits culturels: du traité de Lausanne aux instruments du Conseil de l'Europe", **Statut et protection des minorités: exemples en Europe occidentale et centrale ainsi que dans les pays méditerranéens**, Bruxelles : Bruylant, 2009, s.236.

Mahkemesi, devletin ülkesi ve milletiyle bölünmez bütünlüğü ve azınlık yaratma yasağı ilkeleri çerçevesinde birçok siyasi partiyi kapatmıştır.”¹⁰⁹

İbrahim Kaboğlu bu yaklaşımın, Türkiye'nin uluslararası antlaşmalara karşı tutumuyla ve tereddütlü tavrıyla birlikte değerlendirilmesi gerektiğini düşünmektedir.¹¹⁰ Konuya ilişkin verilebilecek en ciddi örneklerden biri, Medeni Ve Siyasi Haklara İlişkin Uluslararası Sözleşme'ye dairdir. Türkiye, Medeni Ve Siyasi Haklara İlişkin Uluslararası Sözleşme'yi kabul etmiş fakat sözleşmenin “Azınlıkların Korunması” başlıklı 27. maddesine çekince koymuştur. “Etnik, dinsel veya dilsel azınlıkların bulunduğu bir Devlette, böyle bir azınlığa mensup bulunan kişiler grubun diğer üyeleri ile birlikte toplu olarak kendi kültürel haklarını kullanma, kendi dinlerinin gereği ibadeti etme ve uygulama veya kendi dillerini kullanma hakları engellenmez.” şeklinde olan 27. maddeye konan çekince gereği Sözleşme, Anayasa ve Lozan Antlaşması'nın ilgili hükümleri uyarınca yorumlanmakta ve uygulanmaktadır. Irkçılığa Ve Hoşgörüsüzlüğe Karşı Avrupa Komisyonu, Türkiye'nin bu çekincesini kaldırmasını tavsiye etmiştir, Türkiye kaldırmamıştır, 2010 tarihinde Komisyon tarafından hazırlanan yeni bir raporda aynı tavsiye yenilenmiştir.¹¹¹

Bu raporun -yalnızca- varlığından da anlaşılacağı üzere, bugün artık azınlıkların korunması devletlerin saklı yetki alanından çıkmış ve insan haklarının uluslararası korunmasının bir parçası olmuştur. Csaba Pakozdy bu durumu, İkinci Dünya Savaşı ve Birleşmiş Milletler Örgütü'nün kurulmasıyla ilişkilendirmektedir. Pakozdy'e göre Birinci Dünya Savaşını takiben azınlıkların korunması hakkı kurumsallaşmış ve bu barışın stabilizasyonu için kullanılmıştır. Fakat aslında devletlerin siyasi iradesi bu yönde olmadığından koruma gerçekleşmemiştir. Ancak anlamında bu konuya ilişkin düzenlemeler yönünden uluslararası hukuk zenginleşmiştir çünkü azınlıkları korumaya

¹⁰⁹ Remzi Altunpolat, **Uluslararası Hukuk Açısından Lozan Barış Antlaşması'nın Siyasal Hükümleri Işığında Türkiye'de Azınlıklar Sorunu: Tarihten Güncelliğe**, Ankara Üniversitesi, 2005 s. 98.

¹¹⁰ Kaboğlu, "La Turquie à l'épreuve des droits des minorités et des droits culturels: du traité de Lausanne aux instruments du Conseil de l'Europe"...., s.238.

¹¹¹ Irkçılığa Ve Hoşgörüsüzlüğe Karşı Avrupa Komisyonu (ECRI) Türkiye Raporu, dördüncü izleme dönemi, Kabul tarihi:10 Aralık 2010, Yayın Tarihi: 8 Şubat 2011.

ilişkin pek çok kural barış antlaşmalarına girmiş, bu konuya ilişkin pek çok sözleşme imzalanmıştır. Pakozdy, bu sürecin İkinci Dünya Savaşı'na dek sürdüğünü, İkinci Dünya Savaşı'nın ardından ise, Birleşmiş Milletler Örgütü'nün de kurulmasıyla konunun arka plana itilmiş olduğunu ve oluşturulmuş olan koruma sisteminin yenilenmediğini ileri sürmektedir. Onun tespitine göre, İkinci Dünya Savaşı'nın ardından kabul edilen ve imzalanan belgeler, sözleşmeler ve yasalarda bireysel insan hakları korumasına yer verilmiş ve azınlık gruplarının korunmasına veya azınlığa mensup bireylerin korunmasına yer verilmemiştir.¹¹²

Bireysel ve kolektif hak ayırımı bu noktada önem taşımaktadır. Azınlık hakları çerçevesinde bu iki hak türünden İoanna Kuçuradi şöyle bahsetmektedir: “'Hak' denilenlere baktığımızda, taşıyıcıları açısından iki tür haktan, kişi haklarından ve grup haklarından (kolektif haklardan); kişi haklarına baktığımızda da kişilerin insan olmalarından dolayı sahip oldukları haklardan (temel haklar ya da insan haklarından), yani bütün insanların –doğal ve rastlantısal özellikleri ne olursa olsun- eşit olduğu haklar ile belirli bir devletin yurttaşı olmaktan dolayı sahip olduğu (ona tanınan haklardan) söz edebiliriz. Bu son haklar yurttaşlara çizilen sınırlardır. Bunlar, bir ülkedeki bütün yurttaşların eşit olduğu ve ülkelerin farklı koşullarına göre sınırları farklı çizilecek (sosyal ve ekonomik haklar gibi) haklardır.

Yurttaş, modern devletin temel birimidir. Kişilerin devlet denilen insansal-hukuksal kurumla ilişkilerindeki kimliklerinin adıdır. Diğer kişisel ve grupsal özellikleri ne olursa olsun –onlara bakılmaksızın- siyasal bir birim olarak yurttaş, devletin kurucu ögesidir.

Grup hakları ise belirli bir çağın ve belirli bir ülkenin gerçeklik koşullarında temel hakların gerektirdikleridir. 'Grup' sözcüğü, sınırları üyelerinin bir ortak özelliğine göre çizilen bir kolektif kimliği imler. Her tek kişi çeşitli grupların

¹¹² Csaba Pakozdy, « Problématique générale sur le droit international et la protection des minorités », **Statut et protection des minorités: exemples en Europe occidentale et centrale ainsi que dans les pays méditerranéens**, Bruxelles : Bruylant, 2009, s.41.

üyesidir; bir grupsal kimliğini belirli bir grubun üyeleriyle başka bir kimliğini de başka bir grubun üyeleriyle paylaşır.”¹¹³

Kolektif hak-bireysel hak ayırımı, aynı zamanda temel hak ve hürriyetlerin kullanım biçimlerine göre uğradığı bir tasniftir.¹¹⁴ Birden çok kişinin ancak birlikte kullanabildiği, bireylerin yalnız başlarına gerçekleştiremediği amaçları hedef alan kolektif özgürlüklerde, grup haklarının yanında bireysel hakların korunması da önem taşımaktadır.¹¹⁵

Anayasa Hükümleri:

Türkiye’deki gayrimüslim azınlıkların din yönünden ortak bir grup yarattıkları düşünüldüğünde, bu kişilerin birey olarak veya grup olarak kullandıkları veya kullanmaktan mahrum bırakıldıkları özgürlüklerin başında “din ve vicdan özgürlüğü” geldiği düşünülebilir.

Norbert Rouland, Stéphane Pierré-Caps ve Jacques Poumarède’in da ifade ettiği üzere, dini azınlıkların tanınması evrensel olarak din ve vicdan özgürlüğü prensibi ile ilişkilendirilmiştir. Fakat, temel hak ve özgürlüklerin korunması ve garantisi kapsamında din ve vicdan özgürlüğüne yer verilmiş olması bir dini azınlığın tanınması anlamına gelmez çünkü onlara göre, söz konusu özgürlük dini nitelikli bir kimliğe dayalı gruba ilişkin değildir, bireye ilişkindir.¹¹⁶

Din ve vicdan özgürlüğünün yalnızca bireylere ilişkin olup olmadığı konusu doktrinde sıkça tartışılmıştır. Avrupa Komisyonu bu noktada, vicdan özgürlüğü ile din özgürlüğü arasında bir ayrıma gitmenin gerektiğini; tüzel kişilerin din özgürlüğüne ehil olduklarını, ama vicdan özgürlüğünün tabiatı gereği bu özgürlüğe ehil olamayacaklarını ifade etmiştir. Bu yaklaşım da

¹¹³ İoanna Kuçuradi, “Günümüz Devletlerinde İnsan Hakları Işığında ‘Azınlık Hakları’ : Kavramı Ve Sorunları”, **Ulusal, Uluslararası ve Uluslararası Hukukta Azınlık Hakları (Birleşmiş Milletler, Avrupa Birliği, Avrupa Konseyi, Lozan Antlaşması)**, İstanbul: İstanbul Barosu İnsan Hakları Merkezi, yay. No:2, 2002, s.370.

¹¹⁴ İbrahim Ö. Kaboğlu, **Kolektif Özgürlükler**, Diyarbakır: Dicle Üniversitesi Hukuk Fakültesi Yayınları, 1989, s. 30.

¹¹⁵ İbrahim Ö. Kaboğlu, **Özgürlükler Hukuku**, Ankara: Imge Kitabevi, 1993, s.383.

¹¹⁶ Norbert Rouland , Stéphane Pierré-Caps, Jacques Poumarède, **Droit des minorités et des peuples autochtones**, Paris : P.U.F., 1996, s.264.

doktrinde eleştirilmiştir.¹¹⁷ AİHM, “din özgürlüğü öncelikle bir kişisel vicdan meselesi ise de, diğerlerinin yanı sıra, kişinin toplu olarak ve halk içerisinde dinini ibadet ve öğretim yapma suretiyle açıklama özgürlüğünü de içerdiğine” kanaat getirmektedir.

Kolektif boyutuyla din özgürlüğü, dini gruplar açısından hukuki kişiliğin tanınması hakkını da beraberinde getirmektedir. Tüzel kişiliği tanınmayan bir dini cemaat, hayatta kalması için gereken işlemleri gerçekleştirmekten aciz kalabilmekte veya bu konuda ciddi sıkıntılar çekmektedir. Türkiye’de, Cumhuriyet tarihi boyunca bunun çeşitli örnekleri görülmüştür, fakat bunların arasından en çok tartışılmış olanlarından biri Heybeliada Ruhban Okulu ile ilgili olanıdır. Heybeliada Ruhban Okulu 1971 yılında kapatılmış, kapatılma kararına karşı Patrikhane Danıştay’a dava açmış, Danıştay ise davayı; “Patrikhane’nin tüzel kişiliği olmaması, yargıya başvurma ve okul açma ehliyeti bulunmadığı” gerekçesine dayanarak reddetmiştir. 2010 yılında Patrikhane’nin Avrupa İnsan Hakları Mahkemesi önünde açtığı başka bir davada, dava konusu tapunun Patrikhane’ye ait olduğunun kabul edilmesi ve gayrimenkul tapusunun Patrikhane adına düzenlenmesi ile Patrikhane’nin tüzel kişiliği fiilen tanınmış olmuştur.¹¹⁸ Aynı yıl Avrupa Konseyi’ne bağlı Venedik Komisyonu Türkiye için hazırladığı rapor ile tüzel kişilik hakkının ve konunun önemini altını; “Avrupa İnsan Hakları Mahkemesi’nin içtihadında tespit edilen kesin gerekliliklerin ışığında, Venedik Komisyonu, dini cemaatlere tüzel kişilik elde etme hakkının tanınmamasını haklı gösterecek bir gerekçe görememektedir. Dolayısıyla, Türkiye’nin, dini cemaatlerin tüzel kişilik edinmesini ve bu kişiliği muhafaza etmesini mümkün kılacak bir mevzuat Kabul etmesini tavsiye etmektedir.” diyerek çizmiştir.¹¹⁹

Dini cemaatleri yakından ilgilendiren “Din ve vicdan özgürlüğü” iç hukukta Anayasa’nın 24. maddesi ile şu şekilde düzenlenmiştir:

¹¹⁷ Öktem, **Uluslararası Hukukta İnanç Özgürlüğü...**, s.307.

¹¹⁸ Cengiz Aktar, “Önsöz”, Tarihi, **Siyasi Dini Ve Hukuki Açından Ekümenik Patrikhane**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2011, s.11.

¹¹⁹ Venedik Komisyonu, 12-13 Mart tarihlerinde Venedik’te gerçekleşen 82’inci Genel Kurul toplantısında, Türkiye’deki dini cemaatlerin yasal durumu ve İstanbul Ortodoks Patrikhanesinin "Ekümenik" sıfatını kullanma hakkıyla ilgili görüşü kabul etti ve bu konuya ilişkin rapor yayımlandı: [http://www.venice.coe.int/docs/2010/CDL-AD\(2010\)005-f.asp](http://www.venice.coe.int/docs/2010/CDL-AD(2010)005-f.asp)

“Herkes, vicdan, dinî inanç ve kanaat hürriyetine sahiptir. 14’üncü madde hükümlerine aykırı olmamak şartıyla ibadet, dinî âyin ve törenler serbesttir.

Kimse, ibadete, dinî âyin ve törenlere katılmaya, dinî inanç ve kanaatlerini açıklamaya zorlanamaz; dinî inanç ve kanaatlerinden dolayı kınanamaz ve suçlanamaz.

Din ve ahlâk eğitim ve öğretimi devletin gözetim ve denetimi altında yapılır. Din kültürü ve ahlâk öğretimi ilk ve ortaöğretim kurumlarında okutulan zorunlu dersler arasında yer alır. Bunun dışındaki din eğitim ve öğretimi ancak, kişilerin kendi isteğine, küçüklerin de kanunî temsilcisinin talebine bağlıdır. Kimse, devletin sosyal, ekonomik, siyasî veya hukukî temel düzenini kısmen de olsa, din kurallarına dayandırma veya siyasî veya kişisel çıkar yahut nüfuz sağlama amacıyla her ne suretle olursa olsun, dini veya din duygularını yahut dince kutsal sayılan şeyleri istismar edemez ve kötüye kullanamaz.”

Din ya da kanaate sahip olma ve din ya da kanaatini değiştirme hakkı, bireyin içsel dünyasına “*forum internum*”a ilişkin bir özgürlüktür; din ya da kanaatini izhar etmek ise özgürlüğün dışsal alana “*forum externum*”a yansımadır.¹²⁰ “*Forum internum*” olarak ifade edilen alan sınırsız olarak korunmaktadır. Bu alan özel alanın mutlak olarak korunan çekirdek bir alanını oluşturmaktadır ve bireyin bu alanı içerisinde kendisinin belirleme hakkı bulunmaktadır.¹²¹ Yani, din ve inanç özgürlüğü inanç boyutuyla sınırsız olarak korunurken (24/1), ibadet özgürlüğü Anayasa’nın 14. maddesi hükümlerine aykırı olmamak yani 14. maddede korunan değerler bakımından kötüye kullanılmamak şartıyla (24/2) garanti edilmiştir.¹²²

“Temel hak ve hürriyetlerin kötüye kullanılmaması” başlığı altında düzenlenen 14. madde şu şekildedir:

¹²⁰ Öktem, *Uluslararası Hukukta İnanç Özgürlüğü...*, s.107.

¹²¹ Oğuz Şimşek, *Anayasa Hukukunda Kişisel Verilerin Korunması*, İstanbul: Beta Yayınları, 2008, s.137.

¹²² *A.g.e.*, s.137.

“Anayasada yer alan hak ve hürriyetlerden hiçbiri, Devletin ülkesi ve milletiyle bölünmez bütünlüğünü bozmayı ve insan haklarına dayanan demokratik ve lâik Cumhuriyeti ortadan kaldırmayı amaçlayan faaliyetler biçiminde kullanılamaz. Anayasa hükümlerinden hiçbiri, Devlete veya kişilere, Anayasayla tanınan temel hak ve hürriyetlerin yok edilmesini veya Anayasada belirtilenden daha geniş şekilde sınırlandırılmasını amaçlayan bir faaliyette bulunmayı mümkün kılacak şekilde yorumlanamaz. Bu hükümlere aykırı faaliyette bulunanlar hakkında uygulanacak müeyyideler, kanunla düzenlenir.”

Uluslararası insan hakları hukuku bakımından da benzer sınırlamalar mevcuttur. Uluslararası insan hakları belgelerinin üç bölümden oluşma konusunda genel bir konsensusa dayandığını söylemek mümkündür. Şöyle ki, sözleşmelerde ilk olarak, “düşünce vicdan ve din özgürlüğü” hakkı ileri sürülmektedir. İkinci olarak, din veya inanç özgürlüğünün, tek başına veya topluca; aleni veya özel olarak “öğretim, uygulama, ibadet ve ayin yapmak” suretiyle ortaya çıkacağı öngörülmektedir. Üçüncü olarak ise, din özgürlüğünün kullanımı, belirli bir dizi gerekçelerle sınırlanabileceği belirtilmektedir.¹²³

İç hukukta, azınlıkları ırkçılığa ve ayrımcılığa karşı koruyacak başka hükümler, uluslararası hukuk tarafından da kabul edilmiş başka özgürlükler de mevcuttur. Bunlardan başlıcası “eşitlik” düzenlemelerine ilişkin olanlarıdır. Anayasa’nın 10. maddesi ile “kanun önünde eşitlik” kuralı getirilmiş fakat devletin her türlü ayrımcılığın önlenmesi ile yükümlü olduğu bu madde ile ifade edilmemiştir. Buna göre, 10. madde gereği: “Herkes, dil, ırk, renk, cinsiyet, siyasi düşünce, felsefi inanç, din, mezhep ve benzeri sebeplerle ayırım gözetilmeksizin kanun önünde eşittir. Kadınlar ve erkekler eşit haklara sahiptir. Devlet, bu eşitliğin yaşama geçmesini sağlamakla yükümlüdür. Bu maksatla alınacak tedbirler eşitlik ilkesine aykırı olarak yorumlanamaz. Çocuklar, yaşlılar, özürlüler, harp ve vazife şehitlerinin dul ve yetimleri ile malul ve gaziler için alınacak tedbirler eşitlik ilkesine aykırı sayılmaz.

¹²³ Malcom Evans, “The Evolution Of Religious Freedom In International Law: Present State and Perspectives”, **La Protection Internationale de la Liberté Religieuse**, Bruylant, Bruxelles, 2002,s.35.

Hiçbir kişiye, aileye, zümreye veya sınıfa imtiyaz tanınmaz. Devlet organları ve idare makamları bütün işlemlerinde kanun önünde eşitlik ilkesine uygun olarak hareket etmek zorundadırlar.”

Adalet ve kanun önünde eşitlik ilkesine, Ceza Kanunu'nun 3. maddesinin 2. fıkrasında da şu şekilde yer verilmiştir: “Ceza Kanununun uygulamasında kişiler arasında ırk, dil, din, mezhep, milliyet, renk, cinsiyet, siyasal veya diğer fikir yahut düşünceleri, felsefi inanç, millî veya sosyal köken, doğum, ekonomik ve diğer toplumsal konuları yönünden ayırım yapılamaz ve hiçbir kimseye ayrıcalık tanınmaz.”

Eşitliği garanti eden bir kanun, hepimizin farklı olduğunu ancak aynı zamanda eşit muamele görme hakkına sahip olduğumuzu kabul eder, etmelidir.¹²⁴ Hepimizin farklı olduğu meselesi ise kişinin koruma altındaki manevi varlığına dairdir.

Kişinin dokunulmazlığı ve manevî varlığı Anayasa'nın 17. maddesinde şöyle düzenlenmiştir:

“Herkes, yaşama, maddî ve manevî varlığını koruma ve geliştirme hakkına sahiptir. Tıbbî

zorunluluklar ve kanunda yazılı haller dışında, kişinin vücut bütünlüğüne dokunulamaz; rızası olmadan bilimsel ve tıbbî deneylere tâbi tutulamaz. Kimseye işkence ve eziyet yapılamaz; kimse insan haysiyetiyle bağdaşmayan bir cezaya veya muameleye tâbi tutulamaz. Meşrû müdafaa hali, yakalama ve tutuklama kararlarının yerine getirilmesi, bir tutuklu veya hükümlünün kaçmasının önlenmesi, bir ayaklanma veya isyanın bastırılması, sıkıyönetim veya olağanüstü hallerde yetkili merciin verdiği emirlerin uygulanması sırasında silah kullanılmasına kanunun cevaz verdiği zorunlu durumlarda meydana gelen öldürme fiilleri, birinci fıkra hükmü dışındadır.”

Manevi varlığın korunması, “özel hayatın gizliliği” ilkesinin yani Anayasa'nın şu şekilde düzenlenmiş olan 20. maddesinin varlığı ile mümkün kılınabilir:

¹²⁴ Hakan Ataman, “Nefret Suçlarını Farklı Yaklaşımlar Çerçevesinden Ele Almak: Etik, Sosyo-Politik Ve Bir İnsan Hakları Problemi Olarak Nefret Suçları”, **Nefret Söylemi Ve/Veya Nefret Suçları**, İstanbul: Ayrıntı Yayınları, 2012, s.70.

“Herkes, özel hayatına ve aile hayatına saygı gösterilmesini isteme hakkına sahiptir. Özel hayatın ve aile hayatının gizliliğine dokunulamaz. Millî güvenlik, kamu düzeni, suç işlenmesinin önlenmesi, genel sağlık ve genel ahlâkın korunması veya başkalarının hak ve özgürlüklerinin korunması sebeplerinden biri veya birkaçına bağlı olarak, usulüne göre verilmiş hâkim kararı olmadıkça; yine bu sebeplere bağlı olarak gecikmesinde sakınca bulunan hallerde de kanunla yetkili kılınmış merciin yazılı emri bulunmadıkça; kimsenin üstü, özel kâğıtları ve eşyası aranamaz ve bunlara el konulamaz. Yetkili merciin kararı yirmi dört saat içinde görevli hâkimin onayına sunulur. Hâkim, kararını el koymadan itibaren kırk sekiz saat içinde açıklar; aksi halde, el koyma kendiliğinden kalkar. Herkes, kendisiyle ilgili kişisel verilerin korunmasını isteme hakkına sahiptir. Bu hak; kişinin kendisiyle ilgili kişisel veriler hakkında bilgilendirilme, bu verilere erişme, bunların düzeltilmesini veya silinmesini talep etme ve amaçları doğrultusunda kullanılıp kullanılmadığını öğrenmeyi de kapsar. Kişisel veriler, ancak kanunda öngörülen hallerde veya kişinin açık rızasıyla işlenebilir. Kişisel verilerin korunmasına ilişkin esas ve usuller kanunla düzenlenir.”

Türk Ceza Kanunu Hükümleri:

Bu maddeyi yani özel hayatın gizliliğini ihlal etmek, Türk Ceza Kanunu’nun 134. maddesi ile cezai yaptırıma bağlanmıştır. Buna göre;

“Kişilerin özel hayatının gizliliğini ihlâl eden kimse, altı aydan iki yıla kadar hapis veya adlî para cezası ile cezalandırılır. Gizliliğin görüntü veya seslerin kayda alınması suretiyle ihlâl edilmesi hâlinde, cezanın alt sınırı bir yıldan az olamaz. Kişilerin özel hayatına ilişkin görüntü veya sesleri ifşa eden kimse, bir yıldan üç yıla kadar hapis cezası ile cezalandırılır. Fiilin basın ve yayın yoluyla işlenmesi hâlinde, ceza yarı oranında artırılır.”

Türk Ceza Kanunu’nun 135. maddesi ise, kişisel verilerin hukuka aykırı olarak kaydedilmesini cezalandırmakta ve kişisel verilerin korunması hukukunda

“hassas veriler” olarak adlandırılan, içinde “dini görüş”ün de yer aldığı veri türleri de korunmaktadır.¹²⁵

Şöyle ki 135/2’ye göre; “Kişilerin siyasî, felsefî veya dinî görüşlerine, ırkî kökenlerine; hukuka aykırı olarak ahlâkî eğilimlerine, cinsel yaşamlarına, sağlık durumlarına veya sendikal bağlantılarına ilişkin bilgileri kişisel veri olarak kaydeden kimse, (...) cezalandırılır.”

Ceza Kanunu ırkçılığa karşı başka hükümler de içerir. 122. maddesi ile ayrımcılık suçu şu şekilde düzenlenmiştir:

“Kişiler arasında dil, ırk, renk, cinsiyet, siyasî düşünce, felsefî inanç, din, mezhep ve benzeri sebeplerle ayırım yaparak;

a) Bir taşınır veya taşınmaz malın satılmasını, devrini veya bir hizmetin icrasını veya hizmetten yararlanılmasını engelleyen veya kişinin işe alınmasını veya alınmamasını yukarıda sayılan hâllerden birine bağlayan,

b) Besin maddelerini vermeyen veya kamuya arz edilmiş bir hizmeti yapmayı reddeden,

c) Kişinin olağan bir ekonomik etkinlikte bulunmasını engelleyen,

Kimse hakkında altı aydan bir yıla kadar hapis veya adlî para cezası verilir.”

76. maddesi ise “soykırım” suçuna ilişkindir:

“Bir plânın icrası suretiyle, millî, etnik, ırkî veya dinî bir grubun tamamen veya kısmen yok edilmesi maksadıyla, bu grupların üyelerine karşı aşağıdaki fiillerden birinin işlenmesi, soykırım suçunu oluşturur:

a) Kasten öldürme.

b) Kişilerin bedensel veya ruhsal bütünlüklerine ağır zarar verme.

¹²⁵ Şimşek, Oğuz, *Anayasa Hukukunda Kişisel Verilerin Korunması*, 1. Baskı, Beta Yayınları, İstanbul, 2008, s.189.

c) Grubun, tamamen veya kısmen yokedilmesi sonucunu doğuracak koşullarda yaşamaya zorlanması.

d) Grup içinde doğumlara engel olmaya yönelik tedbirlerin alınması.

e) Gruba ait çocukların bir başka gruba zorla nakledilmesi.

Soykırım suçu failine ağırlaştırılmış müebbet hapis cezası verilir. Ancak, soykırım kapsamında işlenen kasten öldürme ve kasten yaralama suçları açısından, belirlenen mağdur sayısınınca gerçek içtima hükümleri uygulanır.

Bu suçlardan dolayı tüzel kişiler hakkında da güvenlik tedbirine hükmolunur.

Bu suçlardan dolayı zamanaşımı işlemez.”

İrkçılığın bazı durumlarda hakaret veya aşağılama şeklini aldığı düşünülürse, Kanun'un aşağıdaki “hakaret” başlıklı 125. maddesi ile “halkı kin ve düşmanlığa tahrik veya aşağılama” başlıklı 216. maddesinin de ırkçılığı önleyebilecek hükümlerden olduğu söylenebilir:

“Bir kimseye onur, şeref ve saygınlığını rencide edebilecek nitelikte somut bir fiil veya olgu isnat eden ya da yakıştırmalarda bulunmak veya sövmek suretiyle bir kimsenin onur, şeref ve saygınlığına saldıran kişi, üç aydan iki yıla kadar hapis veya adli para cezası ile cezalandırılır. Mağdurun gıyabında hakaretin cezalandırılabilmesi için fiilin en az üç kişiyle ihtilât ederek işlenmesi gerekir.

Fiilin, mağduru muhatap alan sesli, yazılı veya görüntülü bir iletiyle işlenmesi hâlinde, yukarıdaki fıkra da belirtilen cezaya hükmolunur.

Hakaret suçunun;

a) Kamu görevlisine karşı görevinden dolayı,

b) Dinî, siyasî, sosyal, felsefî inanç, düşünce ve kanaatlerini açıklamasından, değiştirmesinden, yaymaya çalışmasından, mensup olduğu dinin emir ve yasaklarına uygun davranmasından dolayı,

c) Kişinin mensup bulunduğu dine göre kutsal sayılan değerlerden bahisle,

İşlenmesi hâlinde, cezanın alt sınırı bir yıldan az olamaz.

Ceza, hakaretin alenen işlenmesi hâlinde, altıda biri; basın ve yayın yoluyla işlenmesi hâlinde, üçte biri oranında artırılır.

Kurul hâlinde çalışan kamu görevlilerine görevlerinden dolayı hakaret edilmesi hâlinde suç, kurulu oluşturan üyelere karşı işlenmiş sayılır.”

“Halkın sosyal sınıf, ırk, din, mezhep veya bölge bakımından farklı özelliklere sahip bir kesimini, diğer bir kesimi aleyhine kin ve düşmanlığa alenen tahrik eden kimse, bu nedenle kamu güvenliği açısından açık ve yakın bir tehlikenin ortaya çıkması halinde, bir yıldan üç yıla kadar hapis cezası ile cezalandırılır.

Halkın bir kesimini, sosyal sınıf, ırk, din, mezhep, cinsiyet veya bölge farklılığına dayanarak alenen aşağılayan kişi, altı aydan bir yıla kadar hapis cezası ile cezalandırılır.

Halkın bir kesiminin benimsediği dinî değerleri alenen aşağılayan kişi, fiilin kamu barışını bozmaya elverişli olması hâlinde, altı aydan bir yıla kadar hapis cezası ile cezalandırılır.”

Nefret Söylemi Ve Nefret Suçları:

Bu anlamda, soruşturulmuş veya kovuşturulmuş olmasa da, Türkiye’de gayrimüslim azınlıklara karşı özellikle basın aracılığı ile gerçekleştirilmiş pek çok saldırı örneğinin mevcut olduğunu söylemek, bu kişilerin ırkçılığa maruz kaldığını ileri sürmek mümkündür. Örneğin, “Canilik Yahudilere yakışan en

güzel meslektir.”¹²⁶ başlıklı haber hakaret olarak nitelendirilebilir veya “Bir avuç Ermeniye pabuç bırakmayız”¹²⁷ haberinin halkı kin ve düşmanlığa tahrik ettiği iddia edilebilir ve bu tip örnekler şu şekilde çoğaltılabilir:

“Cumhurbaşkanı’ndan Rum kökenli şehide de karanfil”¹²⁸

“Evet, "her taşın altında" olduğu gibi bu olayda da "Yahudi parmağı" olduğunu düşünüyorum.”¹²⁹

“Yahudi bir beladır, Ermenistan ise ikinci İsrail’dir”¹³⁰

“Ey Yahudi, seni nasıl seveyim?”¹³¹

“AKP’den ve Rum’dan bizi kurtarın”¹³²

Söz konusu söylemlerin “nefret söylemi” olduğunu ve bir nefret suçu riski doğurduğunu ileri sürmek de olasıdır, çünkü Kevin Boyle’un ifade ettiği gibi; “Bu tip söylemler ayrımcılığa, o da şiddete yol açabilir. Hepimizin çok iyi bildiği gibi, nefret söylemi öldürebilir.”¹³³

Nefret söylemi Türkiye’de –henüz- kategorik olarak suç değildir fakat bunu suç olarak düzenleyen ülkeler mevcuttur. Resmi bir tanımı olmasa da, nefret söylemi için Avrupa Konseyi tarafından benimsenmiş tanım şudur: “Hoşgörüsüzlüğü temel alarak, ırka dayalı nefreti, yabancı düşmanlığını, Yahudi düşmanlığını veya diğer nefret biçimlerini yayan, kışkırtan, destekleyen veya haklı çıkartan her türlü ifade biçimi...”

¹²⁶ Hüseyin Öztürk, « Canilik Yahudilere yakışan en güzel meslektir », **Yeni Akit**, 8 Ocak 2009.

¹²⁷ Kemal Zile, “Bir avuç Ermeni’ye pabuç bırakmayız.”, **Sözcü**, 26 Nisan 2009.

¹²⁸ Zübeyde Yalçın, “Cumhurbaşkanı’ndan Rum kökenli şehide de karanfil”, **Sabah**, 4 Mart 2008.

¹²⁹ Hasan Karakaya, “İtiraf Ediyorum ki!”, **Anadolu’da Vakit**, 20 Eylül 2009.

¹³⁰ Fahri Güven, "Yahudi bir beladır, Ermenistan ise ikinci İsrail'dir...", **Millî Gazete**, 15 Aralık 2007.

¹³¹ Zeki Ceyhan, “Ey Yahudi, seni nasıl seveyim?”, **Millî Gazete**, 20 Ocak 2009 .

¹³² Hüseyin Macit Yusuf, “AKP’den ve Rum’dan bizi kurtarın”, **Yeniçağ**, 25 Nisan 2011.

¹³³ Kevin Boyle, Controlling Hate Speech: What Do The International Standarts Require Of Turkey?”, **Nefret Suçları Ve Nefret Söylemi**, İstanbul: Uluslararası Hrant Dink Vakfı Yayınları, 2010, s.67.

Avrupa Güvenlik ve İşbirliği Teşkilatı (AGİT) ise, nefret suçunu şöyle tanımlamaktadır: “Mağdurun, mülkün ya da işlenen bir suçun hedefinin, gerçek veya hissedilen ırk, ulusal ya da etnik köken, dil, renk, din, cinsiyet, yaş, zihinsel ya da fiziksel engellilik, cinsel yönelim veya diğer benzer faktörlere dayalı olarak benzer özellikler taşıyan bir grupta gerçek ya da öyle algılanan bağı, bağlılığı, aidiyeti, desteği ya da üyeliği nedeniyle seçildiği, kişilere veya mala karşı suçları da kapsayacak şekilde işlenen her türlü suçtur.”

Buna göre, öncelikle işlenmiş bir kriminal suçun mevcut olması, bu suçun da taraflı/önyargılı bir saikle işlenmiş olması gerekir. Nefret suçunu diğer suçlardan ayıran şey işte bu taraflı/önyargılı saiktir. Nefret söyleminde olduğu gibi, nefret suçlarının hedefi olan bireyler veya gruplar etnik köken, dil, renk, din, cinsiyet, yaş gibi bazı özellikleri paylaşır.

Nefret söylemi ve nefret suçu uluslararası geçerlilik kazanmış Amerikan terimleri olmasına rağmen ABD’de nefret söylemi kavramına oldukça mesafeli bir yaklaşım söz konusudur. Bu yaklaşımın sebebi ise konunun ifade özgürlüğü çerçevesinde, ifade özgürlüğünün koruma alanı içerisinde değerlendiriliyor olmasıdır.¹³⁴

Konu üzerine çalışan Kevin Boyle, ABD’nin bu tutumunu “benzersiz” olarak nitelendirip, Türkiye üzerine şöyle bir tespitte bulunmaktadır: “Amerikan Anayasası’nın Birinci Zeylinde yer alan ifade özgürlüğü garantisi ‘beyaz gücün’ ırkçı ideolojilerin, Yahudi düşmanlığının ve İslam düşmanlığının kamusal savunusunu korumak için muhafaza edilmiştir. Azınlıklar hakkında nefret dolu, incitici, hatta yanlış, şeyler söylemek ya da ırka dayalı yakıştırmalar kullanmak ifade özgürlüğü koruması altındadır. Devlet bu tür söylemleri ancak ve ancak yakın bir şiddet tehdidi oluşturduğunda ya da bunu provoke ettiğinde cezalandırabilmektedir. ABD’nin bu konumu benzersizdir. Uluslararası hukuk, aşırıya kaçan ifadelerle yapılan müdahaleleri haklı çıkarmak için böylesine yüksek bir eşik gerektirmemektedir. Uluslararası hukuk farklı bir denge arar ve prensipte Türkiye bu uluslararası standartlara ve

¹³⁴ Ulaş Karan, “Nefret Suçlarından Ne Anlıyoruz?,?”, **Nefret Suçları Ve Nefret Söylemi**, İstanbul: Uluslararası Hrant Dink Vakfı Yayınları, 2010, s.58.

Avrupa standartlarına baęlılık taahhüdü vermiřtir. Bu standartlara göre, ayrımcılıęa düřmanlıęa veya řiddete sevk eden her türlü ulusal, ırksal veya dinsel nefret savunusu kınanmalıdır.”¹³⁵

Türkiye verdięi taahhüdü nasıl yerine getirecektir? Azınlıkları ve dini azınlıkları korumak için “kınama” yeterli midir yoksa farklı uygulamalar, özel yasalar mı gerekmektedir?

¹³⁵Boyle, a.g.e., s.68.

II. BÖLÜM

A)TÜRKİYE'YE ÖZGÜ İRKÇILIK VE BUNU ÖNLEMEDE ÖZEL YASALARIN GEREKLİLİĞİ

“Bir ülkenin türkülerini yapanlar yasalarını yapanlardan daha güçlüdür.”

Shakespeare

Baskın Oran'a göre, “‘Kanun önünde eşitlik’ nasıl ‘fırsat eşitliği’ ile desteklenmediği zaman fazla bir şey düzelmiyorsa, ‘ayrımcılığın önlenmesi’ politikası da ‘azınlıkların korunması’ politikası ile desteklenmediği takdirde asimilasyon üzerine bina edilmiş olan ulus-devlette fazla bir şey düzelmemektedir”.¹³⁶ “Ayrımcılığın önlenmesi” politikasının, azınlıkları korumasını sağlaması için, nasıl bir yasa veya hangi kriterler gözetilerek kaleme alınmış kanun maddeleri gerekmektedir?

Bu soru, elbette ki başka soruların ve özellikle şu iki sorunun da yanıtlanmasını gerektirmektedir: Türkiye’ye özgü bir ırkçılıktan bahsedebilir miyiz? Eğer bahsedebiliyorsak, bu topraklarda ırkçılığı önlemek için kullanılacak araçlar da yine buraya özgü mü olmalıdır yoksa evrensel kurallar ırkçılığı önlemede etkili ve yeterli midir?

Doç. Dr. Gün Kut, Türkiye’ye özgü bir ırkçılıktan bahsedebileceğini işaret etmekte ve Türkiye’de genellikle farkında olmama durumu (lack of awareness) olduğunu ileri sürmektedir: “Türkiye’de ideolojik anlamda ırkçılık yok. Yani

¹³⁶ Oran, *Türkiye’de Azınlıklar-- Kavramlar, Teori, Lozan, İç Mevzuat, İçtihat, Uygulama...*, s.45.

Türkiye’de kime sorarsanız sorun, ırkçılığı olumlu bir şey olarak tanımlamaz. Mesela Avrupa’nın kimi yerlerindeki ırkçı çevreler, ırkçı olmaktan gurur duyarlar; şimdi bu ideolojik ırkçılıktır. Türkiye’de insanlara “İrkçilik nasıl bir şeydir?” diye sorarsanız, çoğunluk size ırkçılığın olmaması gereken, yanlış ve negatif bir şey olduğunu söyler. Buna karşılık gündelik hayatında, gündelik ilişkilerinde yaptığı, uyguladığı ve yaşadığı bazı şeyleri, bunların aslında ırkçıların yaptığı şeyler olduğunu fark etmeden yapar. Yani Türkiye’de ırkçılıkla mücadele, Almanya’daki ırkçılıkla mücadeleden farklı araçlarla yapılmalı. Türkiye’de ırkçılıkla mücadele insanlara bazı şeylerin ırkçı ve ayrımcı olduğunu söylemek ve bu konularda onları uyanık kılmakla yapılabilir.”

Cengiz Alğan ise tam aksine, Türkiye’de bilinçli bir ırkçılığın olduğunu hatta bu ırkçılığın devlet tarafından kurgulandığını düşündüğünü ifade etmektedir: “Türkiye’de, sanıldığı aksine, çok derinlere kök salmış, kalın bir ırkçı damar vardır. Osmanlı’da da yaya bir Müslümanın yanında, bir gayrimüslimin binek hayvanıyla gezebilmesinin yasaklanması, etnik veya dinsel kimliğini belli edecek giysiler giymek zorunluluğu gibi ırkçı uygulamalar olmakla birlikte ırkçılık asıl olarak İttihatçı gelenek ve devamcısı Kemalist zihniyette billurlaştı. Toplumsal dokuya da sirayet eden ırkçı zihniyet aslen devlet eliyle oluşturuldu ve uygulamaya kondu. Ermeni soykırımını bunun başlangıcı kabul edebiliriz. Rumların mübadeleyle ve sonra çeşitli yöntemlerle sürülmesi, mallarına mülklerine el konulması uygulamanın devamıdır. Yahudilere yönelik 1934 Trakya olayları, 1936 Beyannamesi, 20 kura ihtiyatlar, 1942 Varlık Vergisi, 6-7 Eylül 1955’te aslen Rumlara yönelik pogromlar, 1964’te sürülmeleri gibi en bilinen belli başlı uygulamalar vatandaşın değil devletin uygulamalarıdır. Kuruluşunu Türkçülük ve Türkleştirme üzerine planlayan rejimin bu uygulamaları apaçık ırkçılıktı. ‘Sevr paranoyasıyla’ malul ırkçı rejim bugüne kadar süregelmiş, bugün artık çatırdamaktadır. Ama geriye toplumda kök salmış hatırı sayılır düşmanlıklar ve önyargılarla dolu nefret yüklü kuşaklar bırakmıştır.”¹³⁷

¹³⁷ Cengiz Alğan, “Var Mı, Yok Mu: Türkiye’de İrkçilik”, **PolitikArt**, sayı:77, 12 Kasım 2011, <http://politikart1.blogspot.com/2011/11/var-m-yok-mu-turkiyede-rkclk-cengiz.html>

Roni Margulies, “Türkiye’de Azınlık Hakları Sorunu: Vatandaşlık Ve Demokrasi Eksenli Bir Yaklaşım” isimli konferansta yaptığı “Yahudilik, Irkçılık ve Göç” başlıklı konuşmasında iki türlü ırkçılık olduğunu dile getirmiş bulunmaktadır: “...Irkçılık yüzünden olur. Bu iki türdür. Biri bilinçli bir ırkçılıktır, ırkçıların yaptığı ırkçılıktır. Ama ırkçılığın çok daha yaygın şekli bilinçsiz ırkçılığın yaptığı hatırlatmadır. Bunları kısaca örnekleyeyim derseniz. Bilinçli ırkçılıktan şunu kastediyorum; Türkiye’de Alpaslan Türkeş eli kanlı bir katil değil, saygın bir devlet adamıdır. Saygın bir devlet adamı cenazesıyla gömülmüştür. Türkiye’de şimdi şuradan çıkın, Sirkeci Garı’na bir gidin, koca koca tezgâhlarda Harun Yahya’nın kitapları satılır. Türkiye’de Mim Kemal Öke ve daha birçok, kendisi MHP’li değil ama, onun yanı sıra birçok MHP’li devletin üniversitelerinde profesördür. Veya hatta profesörlük yaparken Yahudilerin dünyayı ele geçiriyor olduklarını, Yahudilerin paradan anladıklarını, Yahudilerin şöyle veya böyle olduğunu yazan insanlardır bunlar. Bunların hiç birine karşı Türkiye’de yasa yoktur. Bunu yaparlar. Bir Yahudi, Sirkeci Garı’ndan geçerken, televizyonu açtığında bunları görmek, dinlemek, duymak zorundadır. Bu işin bilinçli tarafı. Sonuç olarak Türkiye’de Avrupa’nın en büyük faşist partisi vardır. Şu anda oyu düşmüştür, ama hala Avrupa’nın en büyük faşist partisidir. Bu işin bilinçli tarafı. Bir de bilinçsiz ırkçılık var, yani ırkçılık olduğunun bilincinde bile olmayan bir ırkçılık. Önce Yahudi örneğini değil, ben çok daha çarpıcı bulmuştum, hatırlayanlarınız vardır, artık aydınların bile futbol meraklısı olması çok moda oldu çünkü. Trabzonspor’un siyah bir futbolcusu vardı, İngiliz. Kevin Campbell, yanılmıyorsam. Bu adam hakkında Trabzonspor Başkanı, “yamyam” demişti. Ve hiç ses çıkmadı tabii. Türk milletinin büyük çoğunluğu siyahların yamyam olduğunu düşündüğü için, “ne var ki bunda?” diye düşünüldü. Ama adamın kendisi yamyam olmadığını bildiği için, UEFA nezdinde dava açtı ve – Ulusoy değil mi Trabzonspor başkanı? – sanırım Ulusoy’du. Adama sordular... Ben izledim, televizyonda gördüm, o kadar içten bir şekilde “ben ırkçı değilim, yahu ne var ki bunda?” diye anlattı, o kadar inanarak tartıştı ki, ben ikna oldum! Yani ırkçılık yapmadığını düşünüyordu Ulusoy... Bir kısmınız fark etmiştir, Radikal gazetesinde, herhalde üç-beş ay önceydi, bir yazı, Amerika’nın bir dergisinden tercüme edildi, bugün Amerika’yı yöneten neo-

conlar, sađcı klik hakkındaydı yazı. Alt başlıklar halinde Richard Pearl, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz vs gibi isimlerini bildiđimiz insanlar vardı. Radikal gazetesi bu insanların isimlerinin önlerine birer sıfat koymuştu, çeşitli sıfatlar vardı. Ama Wolfowitz'in sıfatı "Yahudi Wolfowitz" idi. Rıfat Bali benden önce davrandı ve bir itiraz mektubu yazdı. İtirazı mektubunu Radikal gazetesi dalga geçerek yayınladı, "Hadi canım, bize ırkçı mı diyorsun yani". Yani Paul Wolfowitz gibi, bugün dünyayı yöneten Amerikan egemen sınıfının belli bir kanadının temsilcisi olan kişiyi, bu niteliđiyle deđil de, dini niteliđiyle tanımlamanın ırkçılık olduđunun bilincinde bile olmayan bir ırkçılık var Türkiye'de."¹³⁸

Etyen Mahçupyan, Türkiye'nin kendine özgü durumundan hareketle, kök salmış düşmanlıklara ve bilinçli-bilinçsiz ırkçılıklara karşı evrensel bir dil kullanmanın yararlı olmayacağını, Türkiye için özel bir dil kullanılması-yaratılması gerektiđini düşünmekte ve bunu řu ifadesiyle ortaya koymaktadır: "Eđer evrensel bir dil içinde nefret suçlarını kınayan veya cezalandıran bir madde yazarsanız bu Türkiye'de işlemeyecektir; çünkü Türkiye'de sadece Türklük aleyhinde olanlar kullanılacaktır ve diđerleri hiçbir şekilde cezai tatbikata konu olmayacaktır. Dolayısıyla eđer böyle bir madde olacaksa tek tek saymanızı gerektiriyor řimdi. Yani Türklüđe, Ermeniliđe, Kürtlüđe, řuna buna falan diye mümkün olduđu kadar saymanız gerekiyor, bu da tabii garip bir durum; çünkü saymayı unuttuđunuz herhangi bir řey olabildiđi gibi řu anda olmayan ama yarın olabilecek bir kimlik de her zaman mümkün. Dolayısıyla bunun da tedbirini alan bir biçimde bundan sonra ortaya çıkabilecek olan her türlü kimliđi içeren bir maddenin belki yazılması gerekiyor."¹³⁹

Türkiye'nin genel bir ayrımcılıkla mücadele kanunu bulunmadıđı gibi, řimdiye dek çıkartılan hiçbir genel yasa maddesinde incinebilir gruplar ismen de sayılmamaktadır. Fakat Etyen Mahçupyan'ın bahsettiđi türden maddeler çeşitli ülkelerin hukuk düzenlemelerinde mevcuttur. Batıdaki pek çok yasa, baskı

¹³⁸ Roni Margulies, "Yahudilik, Irkçılık ve Göç", **Türkiye'de Azınlık Hakları Sorunu: Vatandaşlık Ve Demokrasi Eksenli Bir Yaklaşım**, İstanbul, TESEV Yayınları, 2006, s.35.

¹³⁹ Etyen Mahçupyan, "Görüşler", **Türkiye'de Nefret Suçları**, Der: Hakan Ataman, Orhan Kemal Cengiz, Ankara: İnsan Hakları Gündemi Derneđi Yayınları, 2009, s.35.

görmeye açık ya da en fazla saldırılabilir, en çok incinebilir gruplara yönelik olarak çıkartılmaktadır. Örneğin, İkinci Dünya Savaşı'ndan sonra Yahudilere karşı yapılan ırkçılığı engellemek için “Yahudi düşmanlığı”, “antisemitizm” gibi kavramlar yasa metinlerinde kullanılmış hatta bazı yasaların isimlerinde bile yer almıştır.¹⁴⁰

Bu noktada, ayrımcılığa karşı gerekli mücadelede, birbirleri arasında ayrımcılığa uğrayarak var edilen ayrımcı düşünceler-gerekçeler bulunduğu nasıl söylenebilir, nasıl kabul edilebilir? Yani örneğin, cinsiyet ayrımcılığına karşı olan korumanın ırk, din veya etnik kökene yönelik olan ayrımcılıktan daha önemli olduğunu söylemek veya kadınları korumanın bedensel engellileri korumaya nazaran daha ivedi olduğu iddia etmek mümkün olabilir mi?¹⁴¹ Bir başka ifadeyle; ırkçılığı önlemek için veya ayrımcılığı engellemek amacıyla, insanları sınıflandırmak (ırka göre, sınıfa göre, millete göre, kültüre göre, konuştukları dile vs. göre) ve aslında yine de bir şekilde onları ayırmak hukuka ya da eşitlik fikrine uygun mudur? Korumak için de sınıflandırmak ve aslında ayırmak gerekli midir? Amin Maalouf, “Ölümcül Kimlikler” adlı eserinde aslında bu konuya ilişkin bir tespitte bulunmakta ve şöyle söylemektedir: “Bir tarafta evrensel insan hakları beyannamesi, öte tarafta özel yasalar, bir İslam şeriatı, bir Yahudi şeriatı, bir Hıristiyan şeriatı, bir Afrika yasası, bir Asya yasası vs. olamaz.”¹⁴² Temel haklara ilişkin her şey –babalarının dünyasında her yerde bir yurttaş olarak hiçbir kovuşturma ve aşağılanmaya uğramadan yaşama hakkı; nerede olursa olsun, onurlu yaşama hakkı; hayatını, aşklarını, inançlarını, başkasının özgürlüğüne saygı göstererek göstererek özgürce seçme hakkı; engellenmeden bilgiye, sağlığa, dürüst ve onurlu bir yaşama ulaşma hakkı-, liste bu kadarla sınırlı değildir, bütün bunlar bir inancı, atalardan kalma bir uygulamayı ya da bir geleneği koruma bahanesiyle hemcinslerimizden

¹⁴⁰ Örneğin, 1990 tarihli Loi Gayssot olarak anılan Fransız yasasının tam ismi, “Loi n° 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe” dir. Yani, yasanın yalnız ırkçı (raciste) davranışları önlemeye yönelik değil, aynı zamanda antisemit (antisémite) davranışları önlemeye yönelik olduğu ifade edilmiştir.

¹⁴¹ Géraud de la Pradelle, “Moyens juridiques et moyens politiques de la lutte contre le racisme”, **Le Droit Face Au Racisme**, Der: Emmanuel Decaux, 1999, s.55.

¹⁴² Maalouf, **Ölümcül Kimlikler...**, s.89.

esirgenemez. Bu alanda evrenselliğe doğru, hatta gerekiyorsa tek tipliliğe doğru uzanmalıdır, çünkü çoğul olsa da, önce tek bir insanlık vardır.”¹⁴³

Hukukta tek tipliliğe doğru uzanmak bugün siyasi olarak bir “tanıma” yapılmasına ve bu tanımanın yapıldığının bir yasa ile ifade edilmesine bağlı olmaya başlamıştır. Bazı Avrupa ülkelerinde yürürlükte olan söz konusu yasalar “Hafıza yasaları” veya “Bellek yasaları” diye adlandırılmakta, bu yasalara paralel olarak bir de, tanınan olayların aksini iddia etmeyi cezalandıran hükümler, yasalar da hazırlanıp yürürlüğe konmuştur, konmaktadır.

Samim Akgönül, Fransızca “*les lois mémorielles*” olarak nitelendirilen bu yasaların, Amerikan sistemindeki “*memorial laws*” kavramıyla karıştırılmaması gerektiğinin altını çizmektedir. Şöyle ki, örneğin ABD’de trafik kazası gibi herhangi bir günlük hayata dair olayda yaşamını kaybeden bir kişinin ismi, o olayla ilgili yeni bir yasaya verilebilirken, böyle bir yasanın konusu olabilirken; Fransızca’daki kavram, Fransa Parlamentosu tarafından tarihin bazı olaylarıyla ilgili çıkarılan, biri dışında cezai uygulaması olmayan, dört yasayı karşılamaktadır.

Bu yasalar şunlardır:

- 13 Temmuz 1990 tarihli “Gayssot Yasası”. Bu yasa, her türlü ayrımcılığı yasaklamasının yanında, 9. maddesi ile Nürnberg Uluslararası Askeri Mahkemesi tarafından İnsanlığa Karşı Suç olarak nitelendirilen olayların (diğer bir deyişle Yahudi Soykırımının) inkârını suç olarak nitelendirmektedir.
- 29 Ocak 2001 tarihli tek maddelik yasa. Sembolik değeri olan bu yasa, “Fransa kamuya açık bir şekilde 1915 Ermeni Soykırımını tanır” demektedir.
- 21 Mayıs 2001 tarihli “Taubira Yasası”. Bu yasa köle ticaretini “insanlık suçu” olarak nitelendirmiş, okul kitaplarında sömürgecilik döneminde Fransa’nın bu olaylardaki sorumluluğunun altının çizilmesini öngörmüş, cezai bir yaptırım getirmese de, tarihçiler arasında “resmî tarihin siyaset tarafından dikte edilmesi” tartışmalarını başlatmıştır.

¹⁴³ A.g.e., s.90.

- 23 Şubat 2005 tarihli yasa. Bu yasanın bir maddesine göre “Fransız Ulusu eski Fransız Sömürgelerinde gerçekleştirilenlere katkıda bulunanlara minnettarlığını dile getirir.” Bir başka maddesine olan göre ise ders programlarında “sömürgeciliğin pozitif yanlarından” bahsedilmesi gerekecektir.¹⁴⁴

Fransa’da, Ermeni soykırımının varlığını inkâr etmenin de Yahudi soykırımını inkâr etmekte olduğu gibi cezai yaptırıma bağlanması meselesi ise, önce Ekim 2006’da, daha sonra Aralık 2011’de gündeme gelmiştir. Ulusal Meclis’in 12 Ekim 2006 tarihinde kabul ettiği Ermeni soykırımını inkârın cezalandırılmasını öngören yasa teklifi 23 Ocak 2012’de Fransız Senatosu’nda oylanmış ve kabul edilmiştir. Bunun üzerine yasanın iptali için 77 senatör Fransa Anayasa Konseyi’ne başvuru yapmıştır. Anayasa Konseyi 29 Şubat 2012’de yasayı düşünce ve ifade özgürlüğüne aykırı bularak iptal etmiştir.

Hem Fransa’yı hem Türkiye’yi yakından ilgilendiren bu yasanın yürürlüğe girmesi yolundaki süreçte hafıza yasalarının hukuki niteliği tartışılmış, bu yasalara karşı olan hukukçuların görüşleri tekrar değerlendirilmeye başlanmıştır. Öncelikle, neden böyle bir yasama hareketinin var olduğu sorgulanmıştır. Nedeni elbette birden fazladır ama Martine Valdès-Boulouque’a göre bu konuya ilişkin en inandırıcı neden hiç şüphesiz hukuki değil insani bir nedendi. Kendisine göre; “İkinci Dünya Savaşı’nın bitmesinden 50 yıl sonra ve Holokost’un keşfedilmesinin ardından hafızanın sözlü olarak aktarımı yavaş yavaş ölecek, sözle anlatılmaz olanı söyleyecek olanın sesi yakında artık hiç çıkmayacak... Bu yüzden, sözün hiçbir zaman vurulamayacağı kanun silahı kullanılmalıdır.”¹⁴⁵

Louis Ferdinand de Saussure sözün yani aslında kullanılan dilin, hem bireysel bir yanı, hem sosyal bir yanı olduğunu ileri sürer.¹⁴⁶ Pierre Bourdieu, kullanılmak üzere seçilen bu dili algılayanın, bireyin içinde yaşadığı toplumun

¹⁴⁴Samim Akgönül, “Fransa’da tarih, toplumsal hafıza ve yasama”, **Radikal**, 20 Aralık 2008

¹⁴⁵ Martine Valdès-Boulouque, “Les législations en vigueur en Europe”, **La lutte contre le négationnisme**, Paris : La Documentation Française, 2003, s.72.

¹⁴⁶ Louis Ferdinand de Saussure, **Cours de Linguistique Générale**, Paris: Grande Bibliothèque Payot, 1995, s.24.

kolektif hafızasını göz önüne alarak mümkün olabileceğini söylemektedir. Bu anlamda, dil aracılığı ile mesajını iletmek isteyen kişinin, kullandığı kelimeleri seçerken psikolojik durumuna göre politik bir seçim yaptığı ve bu seçimlerin kültürel ve sosyal geçmişiyle ilişkili olduğu ileri sürülmektedir.¹⁴⁷

Politik seçimler gereği yaşanan ve yaşatılan bir travmanın, aynı anda yaşansa bile her kişide aynı etkiyi bırakmayacağı tahmin edilebilir olmasıyla beraber, aynı anda yaşanan aynı travmanın bıraktığı ortak etki sosyal bilimler tarafından incelenmeye değer bulunmaktadır. Örneğin, İkinci Dünya Savaşı sırasında toplama kamplarında yaşamış pek çok kişi, özgürlüklerine kavuştuktan çok uzun süre sonra kamplarda yaşananlar, yaşadıkları hakkında konuşmaya başlamışlar, yıllar boyunca bu konuda tek kelime konuşmamak suretiyle sessizliklerini korumuşlardır. Polonyalı Miriam Akavia bu durumun yaşayan kanıtıdır. İkinci Dünya Savaşı'nın başlamasıyla; önce Krakow Gettosu'nda sonra Plaszow, daha sonra Auschwitz ve en son Bergen-Belsen Kampı'nda yaşam mücadelesi vermiş olan Miriam Akavia, her insana ait olduğu kabul edilen tüm temel hak ve özgürlüklerinin ihlal edildiği o günleri ancak aradan 30 yıl geçtikten sonra konuşmaya, anlatmaya ve yazmaya başlayabilmiştir.¹⁴⁸ Burada, henüz hala “-di” li geçmiş zaman kullanılmakta; olanlar yaşayanın ağızdan, yaşayanın mağduriyeti, karşında hissettikleri ve tanıklığı ile aktarılmaktadır. Fakat Türkiye’de 1915 yılında Ermenilerin yaşadıkları bugün artık bu şekilde değil; “-miş” li geçmiş zaman kullanılarak aktarılmakta ve konuşulmaktadır. Bizzat yaşayan kişilerin bugün artık hayatta olmaması, hatıraların, dinleyenlerin zihninde canlandığı gibi “kuşaktan kuşağa” metoduyla aktarılmasına, yaşanan olayın ne kadar acı olursa olsun git gide “tarihi bir olay” niteliğine bürünüp incelenmesi gerektiği fikrinin yayılmasına sebep olmuştur. Örneğin, Ermeni soykırımını inkârını cezalandırmayı öngören yasa tasarısı Fransız Meclisinde oylanırken, Türkiye’nin tek Ermeni Köyü olma vasfıyla basın mensuplarının yoğun ilgisine maruz kalan Vakıflı Köyü

¹⁴⁷ Pierre Bourdieu, “L’Opinion publique n’existe pas”, **Questions de sociologie**, Paris : Seuil, 1980, s.227.

¹⁴⁸ Rita Ender, “March Of The Living 2006”, **Şalom**, 10 Mayıs 2006.

sakinleri, ağız birliği etmişçesine bu konuya ilişkin olarak şöyle söylemiştir: “Bu konu tarihçiler tarafından tartışılmalı!”¹⁴⁹

Benzer bir tutumun varlığını, araştırmacı Rıfat Bali ortaya koymaktadır. Bali, “Cumhuriyet Yıllarında Türkiye Yahudileri-Bir Türkleştirme Serüveni” isimli kitabının önsözünde, söz konusu kitap için yaptığı araştırmada kaynak konusunda karşılaştığı en büyük güçlüğü, “Yahudi cemaati içinde yakın tarihi bizatihi yaşamış olan kişilerin konuşmama konusundaki sarsılmaz iradeleri” olduğunu söylemektedir.¹⁵⁰

Böyle bir irade, geçmişte yaşanan bir olay hakkında bilinçli veya bilinçsiz olarak yapılan ağız birliği, insanı ve insan belleğini toplumsal bir çerçeve içinde kavramayı ve “kolektif hafıza” meselesinin irdelenmesini gerektirmiştir. Bireysel hafıza ile kolektif hafıza arasındaki ilişkiyi açıklayan Maurice Halbwachs, tarihin bütün geçmiş olmadığını fakat geçmişten kalan her şey de olmadığını; yazılı bir tarihin yanında, zaman içinde yenilenen ve kendi kendine sürüp giden yaşayan bir tarihin olduğunu söylemektedir.¹⁵¹ Halbwachs, kendi kendine sürüp giden tarihin bir yerlerinde, izole ve yalnız olarak var olan bireyin, yaşananları yalnız başına hatırlayamayacağını ve geçmişin kişinin bireysel hafızasında “tam doğru” olarak saklanamayacağını ileri sürmektedir. Çünkü ona göre her zaman için, tam doğru hatırayı oluşturmayacak “görüntüler”, “izler” ve “kesintiler” mevcuttur. Bu nedenle, gerçek bir hatıraya sahip olmak için bireyin ve grupların, kolektif temsillere, kolektif hafıza algısına ihtiyaçları vardır. “Kolektif hafıza” denilen kavram da görüntü, iz ve kesintilerden uzak bir kalıptan ibaret değildir. Maurice Halbwachs bu görüşünü şöyle ifade etmektedir: “Kolektif hafıza”, daha önceden oluşturulmuş bireysel hatıraların konumlandırılacağı bir çeşit kalıp, bir genel çerçeve değildir: çerçeve ile olaylar arasında, doğal bir özdeşlik

¹⁴⁹ Rita Ender, “Bizden Ne İstiyorsunuz”, **Güncel Hukuk**, Mart 2012, s.50.

¹⁵⁰ Bali, **Cumhuriyet Yıllarında Türkiye Yahudileri - Bir Türkleştirme Serüveni (1923-1945)**...,s.26.

¹⁵¹ Maurice Halbwachs, **La Mémoire Collective**, Paris: Albin Michel, 1997, s.113.

vardır: olaylar hatıralardır, ama zaten çerçevenin kendisi de hatırlardan oluşturulmuştur.”¹⁵²

Hatıraların varlığının ve tanınmalarının, bu anlamda sembolik bir değeri olduğu, sembolik olanın ise hiç şüphesiz politik bir duruşu sergilediği açıktır. Bu noktada tanınan olayın, o olayı tanıyan ülke ile nasıl bir ilişkisi olduğu, tanınan mağduriyetin ülkenin toplumsal hafızasında nasıl yer ettiği ile tanınan mağdurların veya suçluların o ülkenin vatandaşı olup olmadığı kendiliğinden gündeme gelmektedir.

İspanya'nın bu konuda kendine özgü bir durumu olduğundan söz etmek mümkündür. İspanya, tarihsel belleği sadece İç Savaş ve diktatör Franco döneminde İspanya'da yaşanmış acılara dair olan belleğe indirgemıştır.¹⁵³ İspanya'nın 26 Aralık 2007 tarihli “Tarihsel Hafıza” adlı yasası ile İspanya iç savaşının mağdurları tanınmış ve ülkeyi kırk yıl yöneten General Franco'nun askeri diktatörlüğü döneminde verilen mahkûmiyetlerin çoğunun hukuka aykırı olduğu ilan edilmiştir. Ariana Macaya, söz konusu ilanların ve bu yasayı açıklayan tüm nedenlerin “her vatandaşın şahsi ve ailevi olan bireysel hafıza hakkı”na dayandığını ileri sürmektedir.¹⁵⁴

Fransa'nın 2001 yılında çıkardığı yasa ile Ermeni soykırımını tanımış olması tam olarak bu neden sebebiyle ve “vatandaş” kavramına ilişkili olarak da ciddi eleştirilere maruz kalmıştır. Mağdurların Fransız vatandaşı olmadığını ve Fransa'nın bu soykırımı herhangi bir ortaklığının veya katılımının olmadığını belirten Antoine Garapon şöyle söylemektedir: “Fransa, tamamen kendi tarihinin dışında olan bir durumu; Ermeni soykırımını tanıdı. Fakat kendisi her zaman, kendi tarihiyle ilgili olan olaylar için bu cesareti göstermedi. Özellikle Fransız devletinin İkinci Dünya Savaşı sırasındaki pozisyonunu ele alma

¹⁵² Jean-Christophe Marcel, Laurent Mucchielli, “Un fondement du lien social: la mémoire collective selon Maurice Halbwachs”, **Revue d'anthropologie des connaissances**, vol. 13, no 2, 1999, s.17.

¹⁵³ Ariana Macaya, **Un passé qui ne passe pas: les enjeux juridiques de la “ mémoire historique ” en France et en Espagne**, Université Paris I, 2009, 81

¹⁵⁴ **A.g.e.**, s. 71.

konusunda bu cesaret böyle gösterilmedi.”¹⁵⁵ Fransız Senatosu’nda Ermeni Soykırımının inkârını cezalandıran yasanın onaylanmaması için konuşmalar yapan Türkiye doğumlu bir Fransız vatandaşı olan Esther Benbassa, aynı yöndeki fikrini şöyle dile getirmiştir: “Ben; biz Fransızların, dünya vicdanının yöneticisi olmadığımızı düşünüyorum. Fransa ilkin kendi yaptığı katliamı kabul etmek zorunda... 1945’lerde Cezayir’de binlerce insanı öldürdüğünü, 1961 yılının 17 Ekim günü Paris’te Cezayirli göstericileri öldürüp Seine Nehri’ne attığını unutmamalı ve sorumluluğunu kabul etmeli. Bu durumda Fransa’nın hiçbir ülkeye ahlak dersi vermeye hakkı yoktur.”¹⁵⁶

Bu fikir ve beyanlarla birlikte, tarihin parlamentolarda yazılmayacağı, kimsenin yasa ile tarih yazmaya hakkı olmadığı meselesi de gündeme gelmektedir. Zaten, Erwann Kerviche’in de belirttiği üzere, esas olarak hafıza yasalarına iki başlıca nokta üzerinden karşı çıkılmış, çıkmaktadır: normatif bir yapıya sahip olmamaları ve tarihi öldüren (*historicide*) bir yapıya sahip olmaları.

Ahmet İnel yasaların bu özelliklerini değerlendirdiği yazılarından birinde, tarihin bir din olmadığını, tarihçinin de hiçbir dogmayı kabul etmediğini, hiçbir yasağa karşı saygı duymadığını ve tabu tanımadığını dile getirmektedir. Tarihçinin bu tavrı İnel'e göre mesleki göreve ilişkindir çünkü tarihçinin görevi övmek veya mahkûm etmek değildir. Tarihçinin görevi, izah etmektir.¹⁵⁷

Yasa ile yani; yasa metninin yazılması, oylanması ve yürürlüğe sokulması yoluyla izahat vermek mümkün müdür? Pek çok tarihçi bunu yanıtlarken, ‘tarih’in nesnel olarak var olmadığı, var olanın sadece “tarih yazımı” olduğunu ve tarih yazımının ne politikacılara ne de hukukçulara bırakılacak kadar önemli olduğunu belirtmiştir. Pek çok hukukçu ise, ‘hukukun ne politikacılara ne de hukukçulara bırakılacak kadar önemli olduğunu’ söylemekten ziyade, yasa metninin taşıması gereken değerler üzerinde durmaktadır. Bu konuya ilişkin

¹⁵⁵ Rita Ender, “Türkiye, Fransa, Güvercinler ve Bellek Yasaları”, **Güncel Hukuk**, Ocak 2011, s.62.

¹⁵⁶ Nelly Barokas, “Fransa’nın ahlak dersi vermeye hakkı yoktur”, **Şalom**, 11 Ocak 2012.

¹⁵⁷ Ahmet İnel, “Tarihe Özgürlük, Orada ve Özellikle Burada!”, **Birikim**, sayı:273, 2012, s.7.

olarak, Fransa'nın eski Anayasa Mahkemesi Başkanı Pierre Mazeaud tarafından verilmiş çok bilinen ve anılan bir demeçte, bu nitelikte olan yasalar “geveze-boşboğaz” (*bavarde*) olarak nitelendirilmiştir. Pierre Mazeaud, bu yasaların ancak “gevşek bir hukuk, flu bir hukuk, gaz halinde bir hukuk” yaratabileceğini belirtmiştir. Söz konusu konuşmasında Danıştay'ın yayınladığı 1991 tarihli raporlardan birinde şöyle bir uyarıda bulunulduğunu da hatırlatmıştır: “Hukuk gevezelik ederse, vatandaş onu can kulağı ile dinlemez” (*Quand le droit bavarde, le citoyen ne lui prête plus qu'une oreille distraite.*)¹⁵⁸Bunun ardından, konuyu yorumlayan pek çok Fransız hukukçu, tıpkı Mazeaud'nun yaptığı gibi Fransız Medeni Yasası'nın mimarı olan Jean-Étienne-Marie Portalais'in şu sözlerine atıf yapmıştır: “Yasa izin verir veya yasak eder, o düzenler, o kurar, o cezalandırır veya o ödüllendirir”¹⁵⁹

Yani, bazı eylemlerde bulunması gereken yasa, saf ve bağımsız bir bilim olarak nitelendirilen hukuka ilişkindir ve hukukun yöntemi normatif yöntemdir. Norm (kural) hukukun biçimi, etik (ahlaksal), sosyal ve politik elemanlar ise bu biçimin içeriğidir.¹⁶⁰ Bu noktada etik, sosyal ve politik elemanlara bağlı olarak “genel irade” kavramı da ortaya çıkmaktadır.

Erwann Kerviche'in ifade ettiği üzere; bir yasa her ne kadar genel ve şahsi olmayan bir karatere sahip hukuki bir eylem niteliğinde olsa da, o aynı zamanda “genel irade” adına konuşan siyasi özlü bir eylemdir.¹⁶¹

Jean-Jacques Rousseau'ya göre genel irade; milletin genel iradesi, toplumsal bir vicdan olarak, her bireyde vardır.¹⁶² Ernest Hirsch'e göre ise, genel yarara yönelik olan bu genel irade, bireyin sübjektif yararlarına galip gelmeli ve

¹⁵⁸ Pierre Mazeaud, Cahiers du Conseil constitutionnel, n° 18 - juillet 2005, <http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/nouveaux-cahiers-du-conseil/cahier-n-18/voeux-du-president-du-conseil-constitutionnel-m-pierre-mazeaud-au-president-de-la-republique.51930.html>

¹⁵⁹ **A.g.e.**

¹⁶⁰ Niyazi Öktem, **Hukuk Felsefesi Ve Hukuk Sosyolojisi**, İstanbul: Beta Yayınları, 1988, s.196.

¹⁶¹ Erwann Kerviche, “La Constution, Le Chercheur Et La Mémoire”, **La lutte contre le négationnisme**, Paris : La Documentation Française, 2003, s.18.

¹⁶² Jean-Jacques Rousseau, **Du contrat social**, Paris : Librairie Générale Française, 1996, s. 45.

onlara hâkim olmalıdır. Bunu sağlamak için ise politik eğitim gerekmektedir.¹⁶³

Politik eğitime duyulan ihtiyaç, ırkçılık ve yabancı düşmanlığı ile mücadele konusunda da önemsenmektedir. Avrupa Konseyi'nin bağımsız uzmanlardan oluşmuş izleme mekanizması olan "İrkçılık ve Hoşgörüsüzlüğe Karşı Avrupa Komisyonu", ırkçılık, yabancı düşmanlığı, antisemitizm ve hoşgörüsüzlükle mücadeleye ilişkin hareket programı gereği, devletlere tavsiyelerde bulunmaktadır. Komisyonun Türkiye için düzenlediği 1996 tarihli raporda, eğitimsel çalışmalar ile diğer alanlardaki çalışmalara dayalı önleyici nitelikteki stratejilerin, ırkçılık, yabancı düşmanlığı, antisemitizm ve hoşgörüsüzlüğün muhtelif şekillerde tezahür etmesini engellemek açısından son derece önemli olduğu dile getirilmiş; 2010 tarihli raporda ise eğitim ve bilinç düzeyinin artırılması için neler yapılabileceği belirtilmiştir. Bu konuda yapılabilecek ve şu anda Tarih Vakfı ile Türkiye İnsan Hakları Vakfı'nın beraber yürüttüğü çalışmalardan biri, Milli Eğitim Bakanlığı Yayınları'nın kitaplarını incelemektir. Vakıfların yayınladığı "Ders Kitaplarında İnsan Hakları II" başlıklı raporunun tarama sonuçları ile ortaya çıktığı üzere, Milli Eğitim Bakanlığı Yayınları'nın kitaplarında, doğrudan insan haklarına aykırı öğeler bulunmaktadır. Bununla beraber yine aynı rapora göre ders kitaplarında, "Türk, İslam, heteroseksüel erkek" kimlikleri yüceltilerek diğer kimlikler ve milletler görmezden gelinmektedir.¹⁶⁴

Görmezden gelmek de zaman zaman bir çeşit "inkâr" olarak kabul edilmektedir. 1913 yılında ABD'de kurulan "İftira ve Karalama ile Mücadele Birliği" (*Anti-Defamation League*) gibi dünyanın pek çok noktasında bulunan benzer amaçlı örgütler veya bağımsız kişi ve kuruluşlar da bugün Holokost öğretisinin gerekliliğini vurgulamaktadırlar. Bu bağlamda; unutmamanı,

¹⁶³ Ernest Hırş, **Hukuk Felsefesi Ve Hukuk Sosyolojisi Dersleri**, Ankara: Bankacılık ve Ticaret H. Araş. Enstitüsü, 1949, s.128.

¹⁶⁴ Bawer Çakır, "Ders Kitapları Türk, Müslüman, Erkek, Heteroseksüel ve İrkçi", **Bianet**, 13 Mart 2009, <http://bianet.org/bianet/azinliklar/113124-ders-kitaplari-turk-musluman-erkek-heteroseksuel-ve-irkci>

görmezden gelmenin veya inkâr etmenin, ırkçılığın tezahürü olan bir yöntem olabileceğinin bilincine varılması için çalışılmaktadır.

Fransız tarihçi Pierre Vidal-Naquet, söz bilimine dayalı olan inkârcılığın altı temel noktaya dair olduğunu belirtmektedir. Buna göre inkâr söyleminin içinde şu tezler yer almaktadır:

- 1) Soykırım ve onu sembolize eden araçlar yoktur, gaz odaları hiç olmamıştır.
- 2) “Nihai Çözüm” hiçbir zaman sadece Yahudilerin Doğu Avrupa yönüne sürgün edilmelerinden ibaret olmamıştır.
- 3) Nazizm mağduru olan Yahudi sayısı söylenenden çok daha azdır.
- 4) İkinci Dünya Savaşının en büyük sorumluluğu Hitler Almanyası'nın üzerinde değildir. O, bu sorumluluğu, mesela Yahudiler ile paylaşmaktadır veya ve hatta onun hiçbir sorumluluğu bulunmamaktadır.
- 5) 30'lu, 40'lı yıllar boyunca insanlığın en büyük düşmanı Nazi Almanyası değildir; Sovyetler Birliği, Stalin ve bolşevizimdir.
- 6) Soykırım bir propaganda icadıdır; temelde “Yahudi” icadı özellikle “Siyonist” icattır. Yahudilerin bu konuda hayali rakamlar verme eğilimi ise mali kazanç elde etme amaçlarına yöneliktir.¹⁶⁵

Benzer şekilde, Ermeni Soykırımının inkârının dayandığı noktalar da tespit edilmiştir. Ermeni Ulusal Konseyi başkanı Arménag Aprahamian, 24 Mayıs 2006 tarihinde sunduğu raporda bu noktaları şöyle sıralamaktadır:

- Soykırım gerçeğini inkâr etmek.
- Mağdurların sayısını azaltmak için katliam dönemini azaltmak.
- Ermeni halkı ile Ermenilerin yerli olduğu herhangi bir toprak parçası arasındaki bütün bağlantıları önlemek için yer belirtmemek.
- Katliamları düzenlemek amacıyla bir planın yapılmadığını iddia etmek.

¹⁶⁵ Pierre Vidal-Naquet, **Les assassins de la mémoire**, Paris: Seuil,1987, s. 32.

- Ermenileri yok etmek için ne bir planın, ne de böyle bir planı yönetmeyi sağlayacak bir organizasyon veya bütçenin mevcut olduğunu söylemek. Organize edilmiş sürgünler olmadığını, olanın sadece zamanın çatışmalarına karşı koruma amacıyla insanları taşımak arzusu olduğunu söylemek.¹⁶⁶

Bu söylemler karşısında, “hakikat, adalet ve hafıza” çalışmaları yürüten pek çok kuruluş gibi Uluslararası Geçiş Dönemi Adaleti Merkezi (*International Center for Transitional Justice, ICTJ*) de belgelerin önemini vurgulamıştır. Belgelerin daha adil bir gelecek inşa etme yolunda geçmişle yüzleşmek ve olanları anlamak için yardımcı olabileceklerine işaret etmiştir. Bu doğrultuda yayınlanan “Hakikati Belgelemek” başlıklı raporda, söz konusu belgelerin "resmi makamlar tarafından yaratılmış, sararmış ve yıpranmış kâğıtlardan fazlası" olduğu ifade edilmiş ve geçerli belgeler olarak; "ses ve video kayıtları, hapishanelerde yazılmış ve iyi niyetli gardiyanlarca dışarıya sızdırılmış mektuplar, günü gününe tutulan mahkeme kayıtları, faillerin itiraf kasetleri, köşe yazıları, broşürler, posterler ve teksirle çoğaltılmış yazılar gibi kısa ömürlü kayıtlar, terfi, işten çıkarma ve şikâyet kayıtları, yerel bürokratlar tarafından üretilmiş belgeler, zarar görmüş ve buna şahit olmuş olanların yazılı ve sözlü tanıklıkları" sayılmıştır.¹⁶⁷

İnkârcılık söylemini benimsemiş kişiler ve gruplar belgelere yönelik itirazlarını da inkâr yoluyla gerçekleştirebilmektedirler. Bu belgelerin hakikati yansıtmadığı, belirli çıkar grupları tarafından kurgulandığı, tanıkların yalan beyanda buldukları ifade edilebilmektedir. Bütün bu inkâr söylemlerinin içinde ırkçı ifadeler de yer alabilmektedir. Örneğin, soykırımın zaten olmadığını fakat olmuş olsaydı da bunun “sadakatsiz gâvurlara” yönelik olduğu dolayısıyla çok da “haksız” olmadığı söylenebilmektedir. Yeniçağ gazetesinde bir köşe yazarı şu satırları yazabilmiştir: “Eğer azınlıklar

¹⁶⁶ Ermeni Soykırımını İnkâr Hakkındaki Rapor (*Rapport Sur Le Négationnisme Du Génocide Des Arméniens*), 24 Mayıs 2006, <http://www.haybachdban.org/Armenie-Occidentale/Departement-Justice/Genocide-des-Armeniens/Rapport-1-sur-le-negationnisme-du-Genocide-des-Armeniens.pdf>

¹⁶⁷ Uluslararası Geçiş Dönemi Adaleti Merkezi (International Center for Transitional Justice, ICTJ) tarafından, Louis Bickford, Patricia Karam, Hassan Mneimneh ve Patrick Pierce tarafından hazırlanmış, “Hakikati Belgelemek” başlıklı rapor, http://www.hakikatadalethafiza.org/Cust/UserFiles/Documents/Editor/ICTJ_HakikatiBelgelem_ek_pb2009.pdf

Türkiye’den çıkmışlar veya çıkmak zorunda kalmışlarsa, Lozan Antlaşması’nın “mübadele” hükümleri bir tarafa; Rum ve Ermenilerin, kiliselerin, papazların, geçmişte, Türkiye’ye ihanetleri, Batı Anadolu’da, Yunan vahşetlerine nasıl destek oldukları unutulmamalı. Yani “Faşist Devlet” dedikleri, durup dururken, sırf “etnik temizlik” olsun diye bir hareket yapmamıştır. Türk halkında toplumunda, Rumlara ve Ermenilere karşı haklı bir öfke birikimi vardı ve bu “öfke”, mesela, 6-7 Eylül’de aşırı bir şekilde patladı. Tabii bu azınlıkların ticarete, ekonomide, bankacılıkta, Türklerin sırtından egemen olmaları da, onlara karşı tepkinin şuur altını oluşturuyordu. 6-7 Eylül felaketti ama kabul etmek gerekir ki, o “musibetten” Anadolu iş adamlarının İstanbul’da ve ülkede iş alanlarına girmeleri ve de başarılı olmaları çıktı!”¹⁶⁸ Bu tip söylemler de yine yasaya, hukuka ve yasa yoluyla korumaya duyulan ihtiyacı işaret etmektedir.

Söz konusu ihtiyaca dair olan yasama hareketlerini değerlendirmiş olan Martine Valdès-Boulouque, Avrupa’daki inkârcılığa ilişkin yasalarla ilgili olarak şöyle söylemektedir: “Öncelikle ve çok genel bir ifadeyle, Avrupa’da, inkârcılığa karşı olan yürürlükteki yasaların az yaygın ve görece yeni olduğunu iddia edebiliriz.”¹⁶⁹

Kendisinin söz konusu değerlendirmeyi yaptığı tarih olan 2002 yılında Avrupa Konseyi’nin 44 üye ülkesi arasında sadece 7 ülke; Almanya, Avusturya, Belçika, İspanya, Fransa, Lüksemburg ve İsviçre, kendi mevzuatlarına inkâr ifadelerini önleyecek hükümleri dâhil etmişlerdir. Valdès-Boulouque’e göre bu oldukça sembolik bir durumdur, çünkü “bu ülkeler arasından bazıları doğrudan Shoah’nın¹⁷⁰ sorumlusudur, bu açıktır, geriye kalanlar ise, Shoah’nun sessiz kalmış tanıklarındır.”

Bu ülkelere dair altı çizililen bir diğer nokta ise, söz konusu 7 ülkenin de yazılı hukuk sistemini benimsemiş Batı Avrupa ülkesi olmalarıdır. Anglo-Sakson ve İskandinav ülkeleri, ırkçılık ve antisemitizme karşı mücadele konusunda çok ilerlemiş olsalar da, ulusal mevzuatlarına inkâr ifadelerini önleyecek hükümleri

¹⁶⁸ Altumur Kılıç, “Düşmanlara ne hacet!”, **Yeniçağ**, 28 Mayıs 2009.

¹⁶⁹ Valdès-Boulouque, “**Les législations en vigueur en Europe**”..., s.71.

¹⁷⁰ Yazar, Holokost veya soykırım gibi kelimeleri kullanmak yerine İbranice bir terim olan “Shoah” yı kullanmayı seçmiştir.

dâhil etmemişlerdir. Bunun sebebi ise Anglo-Sakson ve İskandinav ülkelerinin hukuk geleneklerinin, Amerikan hukuk geleneğinde olduğu gibi, ifade özgürlüğü anlayışına en üst derecede bağlı olmasına ilişkindir.¹⁷¹

Martine Valdès-Boulouque, söz konusu yasama hareketini “görece yeni” olarak da değerlendirmektedir çünkü sözü geçen 7 ülkede de bu yasalar 1990 ve 1997 yılları arasında yürürlüğe sokulmuştur. Bu konuda yolu açan 13 Temmuz 1990 tarihli Gayssot Yasası ile Fransa olmuştur.¹⁷² Ancak bu ülkelerin cezayı kaleme alma şekilleri birbirinden farklıdır. Örneğin, İspanyol Ceza Yasası’nın 607. maddesi inkârcılığı cezalandırmaktadır ancak bu madde, Fransa’nın Gayssot Yasasının aksine, suçu Holokost’un inkârı ile sınırlı tutmaz.¹⁷³

Bugün İspanya, Portekiz ve Macaristan’ın hukuk düzenlemelerinde, istisnasız bütün soykırımların ve insanlığa karşı suçların inkârı cezalandırılmaktadır. Oysa Almanya, Avusturya ve Belçika’nın hukuk düzenlemelerinde, diğer soykırımlardan bahsetmeksizin Yahudi soykırımının inkârını cezalandırmak tercih edilmiştir.¹⁷⁴ Devletlerin öngördüğü ceza çeşitleri ve miktarları birbirinden farklıdır. Bugün yürürlükte olan yasalar gereği, Holokost’u inkâr edenler için, Avusturya’da 6 ay-20 yıl, Belçika’da para cezası ve 1 yıl, Çek Cumhuriyeti’nde 6 ay-2 yıl, Almanya’da para cezası ve 6 ay-5 yıl, Fransa’da para cezası ve 1 ay-2 yıl, İtalya’da 3-4 yıl, Litvanya’da para cezası ve 1-10 yıl arasında hapis cezası söz konusudur.¹⁷⁵

Bazı ülkelerde, cezaya tabii olan suç sadece soykırımı inkâr etme eylemi değildir; soykırımı meşru gösterme veya övme eylemleri de bu kapsamda değerlendirilmekte ve cezalandırılmaktadır. Örneğin, Avusturya, Belçika,

¹⁷¹ Valdès-Boulouque, **a.g.e.**, s.72.

¹⁷² **A.g.e.**

¹⁷³ İspanyol Ceza Yasası (*Código Penal Español*) madde 607.

¹⁷⁴ Marco Bertolini- Benjamin Leclercq, “La négation de l’holocauste ne sera pas punie aux Pays-Bas”, 26 Ocak 2012, **myeurop**, <http://fr.myeurop.info/2012/01/26/la-negation-de-l-holocauste-ne-sera-pas-punie-aux-pays-bas-4407>

¹⁷⁵ İnsan Hakları Derneği İstanbul şubesi tarafından yayınlanan “Fransız Parlamentosu’nu Bırakalım, İnkara Karşı Sesimizi Yükseltelim” başlıklı, 23 Aralık 2011 tarihli çağrıdan alınmıştır.

http://www.ihdistanbul.com/index.php?option=com_content&view=article&id=176:fransiz-parlamentosunu-birakalim-nkara-kari-sesmez-yuekseltelm&catid=35:guencel-haberler&Itemid=90

Almanya, Luksemburg ve İsviçre’de yapılmış hukuki düzenlemeler gereği inkârın “küçümseme/azımsama”, “sıradanlaştırma/bayağılaştırma” veya “övme” biçiminde olabileceği de kabul edilmektedir.¹⁷⁶

Söz konusu düzenlemeler uluslararası hukuk açısından giderek önem kazanmıştır. Konuya ilişkin yasalarının birbirinden farklı olması nedeniyle, yasalar arasında nasıl bir birlik yaratılabilir sorusu Avrupa'nın gündeminde yer almaktadır. Birlik yaratmak adına ortaya çıkan soruları Tamer Akçam şöyle özetlemektedir:

“a) Holokostu inkâr suçu, genel olarak, soykırım, insanlık suçu ve savaş suçlarını da kapsayacak biçimde nasıl genişletilebilir?

b)Soykırım bağlamında,"soykırımı inkâr" biçiminde yeni bir suç kategorisi tanımlamak gerekmez mi?

c)Eğer böyle bir suç kategorisi yaratılacak ise, bu suçun kapsam ve boyutu ne olmalı ve mevcut farklı ceza kanunları arasında birlik nasıl sağlanmalıdır?”¹⁷⁷

Bu sorulara bir cevap bulma gayesi ile Avrupa Birliği konuya ilişkin bir çerçeve kararı almıştır. 2007 yılında Avrupa Birliği Bakanlar Konseyi'nin gündemine gelen, aynı yıl Avrupa Parlamentosu tarafından onaylanan ve 28 Kasım 2008’de Avrupa Birliği Konseyi’nde kabul edilen Avrupa Birliği Çerçeve Kararı ile üye devletler “ırkçılık ve yabancı düşmanlığının bazı tezahürlerine karşı ceza yasası yoluyla önlem” almaya davet edilmiştir. Soykırımı, savaş suçlarını, insanlığa karşı işlenmiş suçları “kaba biçimde ve kamuya açık” olarak övmenin, inkâr etmenin veya sıradanlaştırmanın” da aynı çerçevede cezalandırılmasını önerilmiştir. Bu öneriye bazı tarihçiler ve hukukçular, Le Monde gazetesinde yayınladıkları uluslararası nitelikteki “Blois Çağrısı” ile karşı çıkmışlar ve “tarihin geriye dönerek ahlaklaştırılması ve entelektüel sansür risklerinden endişe duyulduğunu” ifade etmişlerdir.¹⁷⁸

¹⁷⁶Valdès-Boulouque, **a.g.e.**, s.75.

¹⁷⁷ Tamer Akçam, “Soykırımı İnkâr Yasası”, **Taraf**, 3 Ocak 2012.

¹⁷⁸ İnel, **a.g.e.**, s.3.

Sansür riski, düşünce ve ifade özgürlüğünü ihlal riski anlamını taşımaktadır. Düşünce ve ifade özgürlüğü, Tamer Akçam'ın belirttiği üzere çerçeve kararın altını çizdiği önemli hususlardan biridir. Kararda, yeni kanunların hiçbir biçimde Avrupa Birliği Çerçeve Antlaşması'nın 6. maddesinde ifade edilen düşünce özgürlüklerini sınırlayıcı tarzda gündeme getirilmemesi gerektiği belirtilmiştir.¹⁷⁹

En temel insan haklarından olan ifade ve düşünce özgürlüğü, insan hakkına saygılı olma iddiasında olan bütün devletlerin anayasalarında yer almakta, bu sayede bu özgürlük için anayasal koruma güvencesi sağlanmakta ve yine bu suretle; fikir ve düşünce özgürlüğünün ihlali Anayasa'ya aykırılık olarak değerlendirilmektedir. Uluslararası hukuk alanında ise temel haklara ilişkin hemen hemen her sözleşmede bu özgürlük düzenlenmiş bulunmakla birlikte, Avrupa İnsan Hakları Mahkemesi içtihatları ile de bu özgürlüğün güvence altına alınması sağlanmaya çalışılmaktadır. Bu anlamda, herhangi bir söylemde olabileceği üzere; soykırımı inkâr eden söylemlerin cezalandırılma meselesi ile ifade özgürlüğünün çelişip çelişmediği gündeme gelmektedir.

“Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi'nin 10. Maddesi'nin uygulanmasına ilişkin kılavuzu”nu kaleme alan Monica Macovei'nin belirttiği üzere, ifade özgürlüğü ile, korunan başka bir hak çeliştiğinde, AIHM, bir hakkın öteki karşısındaki üstünlüğünü sağlamak için bir denge arar. Çelişen çıkarlardan biri ifade özgürlüğü ise, kurulacak denge bu özgürlüğün önemini göz önüne alır. AIHM tekrar tekrar şu fikri ileri sürmüştür: “İfade özgürlüğü demokratik bir toplumun asli temellerindedir, bir toplumun ilerlemesinin ve her bireyin kendini gerçekleştirmesinin temel koşullarından birini oluşturur.”¹⁸⁰

Bireyin kendini gerçekleştirmesi arzusunun dikkate alındığı durumlarda ve anlarda da, Gérard Cohen-Jonathan'un dile getirdiği üzere; ifade özgürlüğünün diğer tüm özgürlükler gibi sınırı vardır: kötüye kullanım. Ona göre, Holokost inkârını yasaklayan bir yasa, ifade özgürlüğüne hukuka aykırı bir müdahale

¹⁷⁹ Akçam, **a.g.e.**

¹⁸⁰ Monica Macovei, **Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi'nin 10. Maddesi'nin uygulanmasına ilişkin kılavuz**, Ankara: Türkiye Barolar Birliği Yayınları, 2005, s.7.

olarak değerlendirilemez çünkü bu özgürlüğün de sınırı özgürlüğün kötüye kullanılmamasıdır.¹⁸¹

İrk Ayrımcılığının Ortadan Kaldırılması Komitesi'nin, *The Jewish Community of Oslo ve Diğerleri v. Norveç* kararında "tahrik", fikir ve düşünce özgürlüğü de dikkate alınarak değerlendirilmiştir. Kararda, Nazi ideolojisini öven ifadelerin ırksal üstünlüğe veya nefrete dayandığını, Hitler'e ve onun ilkelerine yapılan gönderme ve onun izinde olmaya dair vurguların ırk ayrımcılığına tahrik olarak değerlendirilmesi gerektiği belirtilmiştir.

İfade özgürlüğünün kötüye kullanımı, soykırımın varlığını inkâr etmek, önemini azımsamak veya yapılanları ya da yapanları övmek suretiyle yapıldığında soykırım kurbanlarının anılarına ve mağduriyetlerine saygısızlık şeklinde belirir. Yapılanın ve ifade edilenlerin saygısızlık, düşmanlık ve hatta antisemitizm gibi özel olarak sadece belli bir gruba yönelik olan düşmanlık olup olmadığını değerlendirebilmek için, pek tabii yasa yapmak yeterli değildir. Bunun için uygulamaya gereken önemi atfetmek gereklidir çünkü Holmes'un söylediği gibi: “Hukukun yaşamı mantık meselesi değildir; tecrübe meselesidir.”¹⁸²

¹⁸¹ Gérard Cohen-Jonathan, “Abus de droit et libertés fondamentales”, **Mélanges en l'honneur de Louis Dubouis**, Paris : Dalloz, 2002, s. 517.

¹⁸² Evelyne Serverin, **Sociologie du droit**, Paris : La Découverte, 2000, s.75.

B) UYGULAMA

“Ben kendim için affedebilirim ama başkaları için adalet talep ederim.”

Olivier Abel

Albert Einstein teori ile pratiği (uygulamayı) birbirinden ayırmakta ve şöyle söylemektedir: “Teori her şeyi bildiğimiz ve hiçbir şeyin işlemediği zamanda vardır. Pratik, her şeyin işlediği ve kimsenin nedenini bilmediği zamanda vardır. Burada, biz teori ile pratiği birleştirmiş bulunuyoruz: hiçbir şey işlemiyor ve kimse nedenini bilmiyor!”

Nedeni tam olarak bilinemese de, nedenleri bulmaya yönelik çalışmalar yapılagelmektedir. Örneğin, eleştirel söylem analisti Van Dijk, toplumda zihinsel denetimi sağlamak için söylemi denetlemek ya da bizzat üretmek gerektiğini ifade etmektedir.¹⁸³ Irkçılığın “suç” olarak kabul edildiği bir hukuk devletinde, suçu işleyen faili yargılayacak yani aslında bir anlamda ırkçı söylemi “denetleyecek” olan mahkemelerdir ve dolayısıyla yorum yapan hâkimlerdir.

Michel Foucault, söylemin talihini belirleyen, bireysel biçimi olan bir kimlik oyununa bağlı olan “yorum” olduğunu ifade etmektedir.¹⁸⁴ Bu anlamda, dil içinde kodlanan bir ideoloji olarak tanımlanan söylem adına en önemli olanın, metin veya metinler olmadığını söylemek mümkündür. Van Dijk’in dile getirdiği üzere, zaten eğer mesele yalnızca metinden ibaret olsaydı tüm metinler insanlar üzerinde aynı etkiyi bırakırdı ama bu doğru değildir. Etkilenme şekli metni kimin okuduğuna bağlıdır ve insanların bu metinden ne

¹⁸³ Yasemin İnceoğlu, “Nefret Söylemi Üzerine”, **Güncel Hukuk**, Mart 2012, s.14.

¹⁸⁴ Michel Foucault, **L’ordre du discours**, Paris: Gallimard, 1971, s.31.

anladıkları kendi geçmişlerinde ne tür bilgiler edindikleriyle ilgilidir. Bu anlamda sahip olunan ideoloji de önemli bir etkidir.¹⁸⁵

Ali Bayramoğlu, metinlerin ideolojilerle yorumlandığını Nefret Yasaları üzerine yapılan bir değerlendirmede şöyle bir örnek üzerinden somutlaştırmaktadır: “Bu yasaların çıkartılmış olması bu konuda verilen bir mücadeleyi ifade eder ama şu açıktır ki savcının kültürel dokusu homoseksüeli aşağılıyorsa, karşısında homoseksüeli gördüğü zaman kendi deyiimiyle “iğrenerek” bakıyorsa zaten burada yasa maddeleri, yasa metinleri size yol aldırılmaz. Şu anda Türk yargıç ve savcı sistemine baktığınız zaman, bu sistem büyük kentlerin orta sınıflarından gelen insanlardan değil, Anadolu’nun muhafazakâr dünyasının alt-orta sınıflarından gelen, bu yolla yükselme hedefini güden kültürel gruplardan oluşuyor. Bu kültürel ve sınıfsal hâkimiyet, savcı ve yargıç yapısı üstünde müthiş bir zihniyet sorunu olarak Türkiye’nin karşındadır. Senin benim çocuğumuz savcı olmuyor, sen ve ben de savcı olmuyoruz, Çemişkezek’e gitmiyoruz; çünkü sistem buna çok da müsaade etmiyor açıkçası. Yeteri kadar para vermiyor ya da seni orada yaşatacak başka tür kültürel koşulları üretmiyor. Oraya giden insanların dokuları ve hayata bakışları inanılmaz derecede dışlayıcı ve tek tipçidir. Bu sorun sadece yasa metinleriyle çözülmez, burada çok ciddi bir sorun var. Bu personel sorunu, bu zihniyet ve kültür sorunu Türkiye’nin önündeki sorunlardan biri ama dediğim gibi bir de ideolojik bir anlayış var.”¹⁸⁶

Yorum kavramı, bu yanıyla uygulayıcı olan özne açısından söz konusu olurken, diğer yanıyla hukuki bilginin üretimi boyutu ile gündeme gelmektedir. Ernst Hirsch üretim boyutuna ilişkin olan yanı ile yorumun, soyut olan hukuk kavramlarını ve hukuk kurallarını, somut olan hayat olaylarına, canlı vakıalara uygulamak, diğer bir söyleyişle, olayı hukuk açısından inceleyerek, hukuk ölçüsü ile değerlendirmek olduğunu söylemektedir.¹⁸⁷

¹⁸⁵ Van Teun A. Dijk, “Discourse And Power”, **Nefret Suçları Ve Nefret Söylemi**, İstanbul: Uluslararası Hrant Dink Vakfı Yayınları, 2010, s.25.

¹⁸⁶ Ali Bayramoğlu, “Görüşler”, **Türkiye’de Nefret Suçları**, Der: Hakan Ataman, Orhan Kemal Cengiz, Ankara: İnsan Hakları Gündemi Derneği Yayınları, 2009, s.30.

¹⁸⁷ Hirsch, **a.g.e.**, s.37.

Hukuk ölçüsü, kanunun lafzı ile ruhunun uyumlu kılınmasına da ilişkindir. Thomas d'Aquin'e göre bir yasayı uygulamanın en basit ve en yalın biçimi, yasayı kanun koyucunun ruhuna göre yorumlamaktır. Onun düşüncesine göre, yorum ile amaçlanan, bir yasa iyi olduğu sürece onu sorgulamak, onu ilga etmek değildir, fakat yasanın genel formunun yeterli olmadığı özel hallerde onun hedefine ulaşması, ulaştırılmasıdır.”¹⁸⁸

Yasa ile amaçlanan hedefe ulaşılması meselesi, “geçerlilik”, “meşruiyet”, “etkililik” ve “etkinlik” kavramları üzerinden, bu kavramlarla bağlantılı olarak değerlendirilmektedir. Niyazi Öktem, bir hukuk kuralının meşruluğunun yetkili organlar tarafından kurallaştırılmasına bağlı olduğunu; geçerliliğinin hukuk sistemi içinde alt norm-üst norm arasındaki ilişkiye bağlı olduğunu, etkinliğinin ise o kuralın devlet otoritelerince etkin bir biçimde uygulamaya sokulması ve çoğunluk tarafından benimsenmesine bağlı olduğunu ifade etmektedir.¹⁸⁹

Kelsen'e göre etkinlik, hukukta bir sistem olarak mevcuttur, tek tek her bir norm için göz önüne alınmaz. Yani aslında etkinlik, hukuki düzen bütünüünün mahiyetine ilişkindir fakat belirli bir normun geçerliliği açısından değerlendirildiğinde; uygulanması herhangi bir sebepten ötürü imkânsız sayılmadığı sürece o norm “etkin” kabul edilebilmektedir.”¹⁹⁰

Evelyne Serverin de, Kelsen'in düşüncesine paralel olarak düşünmekte ve ne uygulanabilen, ne de hiçbir yanıyla yürütülür olmayan bir normun en az seviyede bile etkinliğinin söz konusu olamayacağını ve objektif olarak “geçerli” bir norm olarak kabul edilemeyeceğini dile getirmektedir.¹⁹¹ Bu görüşten hareketle, hukuki normların geçerli olması için etkinliklerinin söz konusu olmasının gerektiğini söylemek mümkündür.

Bu doğrultuda Christine Gavini etkinliğin amaçlanan etki ile olan ilişkisini ortaya koymakta ve şöyle söylemektedir: “Etkin bir norm öncelikle etkili bir normdur. Başka şekilde ifade edersek, etkin norm; öncelikle “gerçekten

¹⁸⁸ Gabrielle Radica, **La Loi**, Paris : Flammarion, 2000, s.165.

¹⁸⁹ Öktem, **Hukuk Felsefesi Ve Hukuk Sosyolojisi...**, s.196-8.

¹⁹⁰ Hans Kelsen, **Theorie Pure Du Droit**, Paris: Dalloz, 1962, s.257.

¹⁹¹ Serverin, **a.g.e.**, s.63.

uygulanır” ve “sosyal uygulamalarda gerçekleşebilir” olmanın konusunu oluşturur. Bununla birlikte etkinlik, eğer “sahibi tarafından istenen etkiyi üreten bir karar veya eylem” olarak kabul edilirse, bu durumda etkinlik kavramının ötesine geçilmiş olur. Etkinlik hiç şüphesiz tıpkı etkililik gibi, “bir normun hakiki sonuçları ve somut etkileri” şeklinde *a posteriori* olarak saptanmaktadır. Fakat bir normun etkin sayılması için; etkili olması ve kendisine saygı gösteriliyor olması yeterli değildir: Bunun yanı sıra, uygulaması ile sınırlandırılmayacak olan, arzu edilen etkiyi doğurması koşulu özellikle aranır.”¹⁹²

Etkinliğin, bir kuralın amacına ulaşip ulaşmadığının bilinmesi olduğu; etkililiğin, o kuralın uygulanıp uygulanmadığının bilinmesi olduğu kabul edildiği takdirde, ırkçılığı önlemek için çıkartılan yasaların arzu edilen etkiyi doğurması açısından gerekli kriterlerin bazılarının yasaların uygulanma usulüne ilişkin olacağı ortaya çıkmaktadır. Bu anlamda, kovuşturma kararı alınıp alınmaması da son derece hassas bir konudur.

İrkçılık söylemlerine veya inkâr ifadelerine karşı yapılacak yargılamalarda yetkili kişilerin kimler olabileceği de önemlidir. Şöyle ki, soruşturmayı veya kovuşturmayı başlatabilme yetkisini savcılığın tekelinde tutmak veya tam aksine bunu mağdurların veya ilgili derneklerin yapmasına izin vermek, yasanın uygulanma niyetine dair açık bir göstergedir. Bu, aynı zamanda Martine Valdès-Boulouque’un ifade ettiği üzere “yasa koyucunun belli davranışları önleme yönündeki sadece “kağıt üzerinde” olmayan, gerçek isteğinin iyi bir göstergesidir.”¹⁹³

Fransız hukukunda, Gayssot Yasası kapsamında olan cezai kovuşturmaların hem savcılık tarafından, hem de yasanın 48. maddesi gereği bazı dernekler tarafından yürütülmesi mümkündür. Belçika hukukunda da aynı durum söz konusudur. Fakat bu durumun tam aksinin söz konusu olduğu ülkeler de mevcuttur; örneğin Almanya ve Avusturya’da savcılık makamının konu

¹⁹² Christine Gavini, “**L’efficacité des normes, Enquête en contrepoint**”, Paris: Étude de la Fondation pour l’innovation politique, 2006, s.3.

¹⁹³ Valdès-Boulouque, **a.ge.**, s.73.

üzerinde tekel yetkisi vardır; istisnalar dışında mağdur veya konuyla ilgili derneklerin böyle bir davayı doğrudan yürütmesi mümkün değildir.¹⁹⁴

Bu noktada, “etkililik” kadar “etkisizlik” kavramını tartışmak da anlamlı olmaktadır. Hukukçuların ve hukuk sosyologlarının üzerinde yoğunlaştıkları, “etkililik”ten ziyade “etkisizlik” kavramıdır. Etkisizlik alanlarını tespit etmek yani metnin uygulanmadığı olayları ortaya koymak ve vatandaşın o kurala neden uymadığını, uyum motiflerini sorgulayarak araştırmak daha yararlı olmakta, konuya ilişkin daha açık sonuçlar sunmaktadır.¹⁹⁵

Bu noktada, tıpkı bugün söz konusu olan ırkçılığın renk kavramından çok kültür kavramına dayanılarak yapıldığını söylemek gibi; bir yasanın uygulanmıyor olmasının da yasal soru(n) olmaktan öte kültürel bir soru(n) olduğunu söylemek mümkündür. Fethiye Çetin bunu gayrimüslim azınlıklarla ilgili olarak yaptığı değerlendirme ile şöyle doğrulamaktadır: “Gayrimüslim azınlıklar yasa önünde eşitler, vatandaşlar ama ne yazık ki toplum, yasa uygulayıcıları, siyasiler, yasa koyucular ve en önemlisi yargıçlar, hukukçular bu ilkeleri benimsemediler. Osmanlı’dan miras ‘millet sistemi’ bilinçaltımıza öylesine yerleşmişti ki, en temel hukuki ilkeler gayrimüslimler söz konusu olduğunda ayaklar altına alındı.”¹⁹⁶

Çetin, bu ilkelerin benimsenmemiş olduğunu ve yargı pratiğine hâkim olan anlayışı Hrant Dink’i şikayet etmek üzere hazırlanmış dilekçe üzerinden göstermiştir. Bu anlamda çarpıcı bir örnek sayılan söz konusu dilekçede şu ifadeler kullanılmış, hakaret iddiasında bulunurken hakaret edilmiştir:

"Hrant Dink asil Türk milletine hayasızca, pervasızca, ağzının salyası aka aka saldırarak hakaret etmektedir."

"Taşımış oldukları kanın şiarından olacak ki dış mihrakların da tahrikleri ile her fırsatta isyan ve ihanet içinde bulunmuşlardır. Hrant Dink, yazısında ırkçılık yaparak Asala terör örgütü ve Taşnak Komiteciliğini hortlatarak güzel

¹⁹⁴ Valdès-Boulouque, **a.g.e.**, s.73.

¹⁹⁵ Serverin, **a.g.e.**, s.63.

¹⁹⁶ Çetin, **a.g.e.**, s.73.

ülkemizde... İsyana ve teröre teşvik amacı güderek huzuru bozmayı amaçlamaktadır.”¹⁹⁷

Mevcut durumun ve sorunun yalnızca bugüne ait olmadığını teyit eden Ali Bayramoğlu, dışlayıcı tutumun başka azınlık grupları için de geçerli olduğunu söylemekte ve 1980 askeri darbe döneminde Bülent Ersoy başta olmak üzere bütün homoseksüel ve transseksüellerin Eskişehir’e kamyonlarla gönderildiğini; ikametlerinin İstanbul’dan kaldırılarak, Eskişehir’de ikamete mecbur edildiklerini hatırlatmaktadır.¹⁹⁸

Bunun gibi dışlayıcı veya ırkçı tavırlar karşısında kalan kişiler “azınlık psikolojisi” geliştirirler. Stella Ovidia feminist mücadele adına değerlendirmelerinde bulunurken kadınların azınlıklar gibi davranmakta olduklarını, azınlık psikolojisi geliştiren bir grup olduklarını öne sürmekte ve şöyle söylemektedir: “Ezilen her toplumsal grup gibi kadınlar da azınlık psikolojisi geliştirir, egemen unsurun değerlerini benimserler. Egemen unsurun arasına karışabilmek her azınlık grup gibi kadınlara da birtakım haklar getirir. Ancak birkaç ezilenin egemen unsurun arasına karışmış olması aradaki egemenlik ilişkisini sona erdirmediği gibi aldatıcı bir bilincin yerleşmesine de neden olur. Bu bilinç aldatıcıdır çünkü ezilenlerin ezilmesinde toptan bir değişme olmamıştır, ezilmenin nesnel şartları sürmektedir. Böylece ezilenlerin bir kısmı ezilmişliğini reddeder, isyanı yaşamaz, isyan edenlerle aradaki ilişkiyi kavrayamaz, ‘benim meselem değil’ diyebilir.”¹⁹⁹

Bu reddediş, özellikle ‘benim meselem değil’ söylemi, Türkiye’deki Yahudilerin diğer gayrimüslim azınlıklardan ayrı olan - farklı bulunan tavırlarına da benzetilmektedir. Söz konusu durumu sözlü tarih çalışmalarını inceleyerek ele almak mümkün olmaktadır. Örneğin, Leyla Neyzi’nin “Ben Kimin, Türkiye’de Sözlü Tarih, Kimlik Ve Öznellik” isimli çalışmasındaki görüşmecilerinden biri Yaşar Paker (Albukrek)’tir ve Yaşar Paker (Albukrek)

¹⁹⁷ Fethiye Çetin, “Yargı Söylemi Ya Da Hukukun Hakikatı”, **Nefret Söylemi Ve/Veya Nefret Suçları**, İstanbul: Ayrıntı Yayınları, 2012, s.129.

¹⁹⁸ Bayramoğlu, **a.g.e.**, s.27.

¹⁹⁹ Stella Ovidia, “Kadınları Sevmek”, **Sosyalizm ve Toplumsal Mücadeleler Ansiklopedisi**, cilt 7, İstanbul: İletişim Yayınları, 1988, s.

gayrimüslimlerin askere alınması kararından bahsederken kendisini devletle özdeşleştirerek; Yahudilerin meselesinin daha farklı olduğunu düşündüğünü şu cümleleriyle anlatmaya çalışmaktadır: “921’de düşman Haymana’ya kadar gelmişti. Bir kanun çıktı, gayrimüslimler askere alınacak. Bizim vaziyetimiz fena. Hükümetin hakkı vardı. Çünkü emniyet yok. Mesela maazallah Haymana düşseydi bütün bu bizim askerler hükümete karşı düşman. İçerideki düşman daha berbat düşman. Bir düşmanlık vardır müslimle gayrimüslim arasında. Rumlarla Ermeniler. Bu doğrudur ama bizim zavallı Yahudilerin hükümetle hiçbir problemleri yoktu ki. Dört tane Yahudi için ayrı kanun yapabilirler mi? Gayrimüslim deyince biz de gittik. Boşu boşuna yandık.”²⁰⁰

Bu sözlerin yalnızca sahibine, Yaşar Pakker (Albukrek)’e özgü olmadığı bilinmektedir. Bu tavrın söz konusu azınlık cemaatinin çoğunluk bireyelerine mensup bireyelerine ait ortak bir tavır olduğu, Roni Margulies tarafından “Türkiye’de Azınlık Hakları Sorunu: Vatandaşlık Ve Demokrasi Eksenli Bir Yaklaşım” isimli konferansta şu şekilde dile getirilmiştir: “Yahudi cemaatinin tavrı çok uzun zamandır böyle bir tavidir: konuşmayan bir cemaattir, ses çıkarmayan bir cemaattir. ‘Ses çıkarmazsak; bizim burada olduğumuzu unuturlar veya hatırlamazlar, unutulursa da üstümüze gelmezler, geçmişte yaşadıklarımızı yaşamayız veya daha az yaşarız’ diye düşünürler. Daha ileri giderler, konuşmak zorunda kaldıkları zaman az önce söylediğim gibi Türkleri, Türkiye’yi, Türkiye devletini, Türkiye devlet büyüklerini övmek için konuşurlar. Daha da ileri giderler, Türkiye devletine her koşulda yardımcı olmaya çalışırlar.”²⁰¹

Aynı konferansta Hrant Dink onu şu sözleriyle bir anlamda desteklemektedir: “Türkiye’de yaşayan azınlıklar, bilemiyorum Yahudiler ne kadar anladılar ama ben Rumların ve Ermenilerin bir şeyi çok iyi anladığını idrak edebiliyorum. Devlet onlara esasında şunu söylüyordu: ‘Sen farklısın ama haksız bir farklısın.

²⁰⁰ Leyla Neyzi, **Ben Kimim, Türkiye’de Sözlü Tarih, Kimlik ve Öznellik**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2011, s.73.

²⁰¹Margulies, “**Yahudilik, Irkçılık ve Göç**”...,s.47.

Doğuştan farklı bir haksızsın, haddini bilerek yaşa bu ülkede. Haddinin sınırlarını da ben çizerim.”²⁰²

Devlet zaman zaman ‘had bildirirken’ zaman zaman ‘tebriklerini sunmuş’tur. Rıfat Bali’nin “Bir Türkleştirme Serüveni” adlı eserinde aktardığı üzere, Lozan Barış konferansı müzakereleri sırasında, Cenevre’de yerleşik Türkiyeli Yahudiler, İsviçre’de İsmet Paşa şerefine bir davet vermişlerdir. Bu davette İsmet Paşa, Türkiye’de yaşayan diğer azınlıkların vatanseverlik, hukuka ve düzene saygı bakımından Türkiye Yahudilerini örnek almaları gerektiğini belirtmiştir. Azınlıklar ile ilgili müzakerelerde de İsmet Paşa, bütün haklarından istifade etmeleri için Rumlara ve Ermenilere Türkiye Yahudilerini örnek olarak göstermiştir.²⁰³

Tarihin her döneminde, İsmet Paşa gibi devlet adamları ile ilişkisi olan; azınlık cemaatleri ile devlet arasında “kolaylaştırıcı” görevini üstlenen cemaat elitleri olduğu bilinmektedir. Rıfat Bali, “Devletin Yahudileri Ve ‘Öteki’ Yahudi” isimli eserinde ise bu kişilerden bahsetmekte ve “500. Yıl Vakfı’nın 1989 ila 1992 yılları arasında düzenlediği kutlama etkinlikleri ve yayınlarında Türkiye Yahudilerinin Cumhuriyet yıllarındaki yaşamlarını Türkiye Cumhuriyeti’nin “resmi tarih anlatımı”na uygun bir şekilde resmetmesinin Türk Yahudi toplumunun bir kısmı tarafından tasvip edilmediğini” ifade etmektedir.

Cemaat içinde, devlete yakın duran kişiler ve söylemleri, geçmiş bir olayın temsili ve/veya tasviri yönünden ele alındıklarında keder söz konusu olabilmektedir çünkü Benjamin Stora’nın dile getirdiği üzere; “Bireysel hatıralar söz konusu olduğunda, geçmişteki bir şeyin temsili ve/veya tasviri önemsiz bir eylem olabilir. Fakat, bu temsil ve tasvirlerin bireye daha derin olarak dokunmasıyla birlikte, bunların resmi söylem, hukukun temelleri veya

²⁰² Hrant Dink, “İnsanı Azaltmanın Diğer Bir Yolu: Mülkü Azaltmak”, **Türkiye’de Azınlık Hakları Sorunu: Vatandaşlık Ve Demokrasi Eksenli Bir Yaklaşım**, İstanbul, TESEV Yayınları, 2006, s.43.

²⁰³ Bali, **Cumhuriyet Yıllarında Türkiye Yahudileri - Bir Türkleştirme Serüveni (1923-1945)...**, s.39.

aynı olayları yaşamış başka grubun insanlarına ait hatıralar ile çelişkiye düştüğünden itibaren; anımsama daha az belirgin ve daha fazla acıtıcı olur.”²⁰⁴

Acı-keder bu topraklarda çoğunlukla “nostalji” ile, kederli bir özlem duygusu ile birlikte yaşanır. Ait olduğu ve kendini ait hissettiği bu toprakları zorunlu olarak terk etmek durumunda kalan kişiler, uzaklara varınca da aynı duyguyla kendilerini ifade etmekte, terk hikâyelerini dile getirmektedirler.²⁰⁵ Kalanlar da benzer hisleri taşımaktadırlar. Aksi takdirde Ece Temelkuran’ın söylediği gibi neden “Güneydoğu’daki yaşlı adamlar bakıp bakıp taş yapılara cümlelerin gerisini hiç getirmeden ‘Bu binaları Ermeni ustalar yaptı. Bir daha kimse bu kadar güzelini yapamadı’ desin? İzmir’in sıcağında balkonlarda eteklerini yelleyen kadınlar niye ikide bir ‘Rumlar binaların arasını aralık bırakırdı ki denizin esintisi şehre girsin. Ah! Şimdi öyle mi ya!’ diye söylensin yelpazelenirken?”²⁰⁶

Daha çok giden azınlıklara karşı olan bu “şefkatli” tavır Tek Parti döneminde belirginleşmiştir. Rıfat Bali bu durumu ortaya koyarken şöyle söylemektedir: “Tek Parti döneminde azınlıkların siyasi iktidarın otoriter tavrına en çok muhatap olan gruplar arasında yer almasından ötürü sol ve demokrat kesim azınlıklara kucaklayıcı ve himaye edici bir şekilde yaklaşmaya başladı. Bu yaklaşım kısa bir süre sonra ‘pozitif ayrımcılık’ şeklinde özetlenebilecek bir hale dönüştü. Artık azınlıklar el üstünde tutulmaktaydı. Azınlıklar yemek kitaplarından, semt tarihlerine, aile öykülerinden etnik müziğe kadar geniş bir yelpazede yayın dünyası, medya ve entelektüel tartışmaların ‘sevecen’ bir konusu haline geldiler. Azınlıklara ilgi göstermeye başlayan sol ve demokrat cephenin önemli bir kesimi azınlıkları yıllar boyunca ihmal etmiş olmaktan ötürü, âdeta günah çıkarırcasına, onlara ‘biz de mağdur olduk, sizleri çok iyi anlıyoruz, üstümüze düşen görevi yerine getireceğiz’ türünde sevecenlik, siyasi otoriteye muhalefet ve ağabeyliğin harmanlandığı bir anlayışla yaklaştı. Azınlıklarla sol ve demokrat cephenin ortak bir zeminde buluşma ve dayanışmalarına yol açan bu toplumsal ve kültürel ortam azınlıklara karşı yeni

²⁰⁴ Benjamin Stora- Thierry Leclère, “La France et ses guerres de mémoires”, **Les Guerres de mémoires**, Paris: La Découverte, 2008, s.7.

²⁰⁵ Bkz. “**Atina’daki Büyükada**” belgeseli, yönetmen:Uğraş Salman

²⁰⁶ Ece Temelkuran, **Ağrı’nın Derinliği**, İstanbul: Everest Yayınları, 2008, s.104.

bir bakışın oluşmasına yol açtı.”²⁰⁷ Bu bakış akademik dünyada da etkilerini gösterdi. Samim Akgönül de konunun akademik gündeme 1990’ların ikinci yarısından sonra düşüp, günden güne daha popüler hale geldiğini ifade etmektedir. Ona göre, 1990’ların ikinci yarısından sonra, özellikle “İstanbullu beyaz Türk akademisyenler”, Kürt göçünden etkilenmişlerdir. İstanbul’daki Kürt görünürlüğü başka bir “ötekilik” yarattıkça; daha önceki “ötekiliğin” daha kaliteli olduğu, daha şehir hayatına uygun olduğu anlayışı içten içe yerleşmiş ve bu sebeple biraz daha geri gidip; “Ah keşke bunlar olmasaydı” denmiştir.²⁰⁸

Bu tutumun bir yansıması ve sonucu olarak “aşırı hassasiyet hali” de söz konusu olmaktadır. Dünyanın her yerinde benzer şekillerde görülmekte olan bu hassasiyet halini Amin Maalouf şöyle örneklendirmektedir: “Azınlıkları olumsuz tarafından gösteriyor izlenimini vermemek için polisiye dizilerin onda dokuzunda tecavüzcü sarışın mavi gözlüdür; suçlu siyah, onu kovalayan dedektif beyaz olursa, polis şefinin siyah olmasına dikkat edilir. Sinir bozucu mu? Belki. Ama Kızılderililerin, veletlerin çılgınca alkışları altında kitleler halinde biçildiği eski kovboy ve Kızılderili filmleri hatırlandığında, bugünkü tutumun ehven-i şer olduğu söylenebilir.”²⁰⁹

Amin Maalouf, İstanbul’un da ehven-i şer bir yanı olduğunu düşünmekte ve şöyle bir değerlendirmede bulunmaktadır: “İslam tarihinde daha başlangıçtan itibaren, ötekiyle yan yana yaşama konusunda dikkate değer bir yatkinlik görülür. Geçen yüzyılın sonunda, en büyük İslam gücünün başkenti İstanbul’un nüfusu içinde başlıca Rumlardan, Ermenilerden ve Yahudilerden oluşan Müslüman olmayan bir çoğunluk bulunuyordu. Aynı dönemde Paris’te, Londra’da, Viyana’da ya da Berlin’de nüfusun yarısının Hıristiyan olmayanlardan, Müslüman ve Yahudilerden oluşabileceği düşünülebilir miydi? Bugün bile, kentlerinde müezzinin ezan okuduğunu işiten pek çok Avrupalı rahatsız olurdu. Hiçbir yargıda bulunmuyorum, ben sadece Müslümanlık tarihi boyunca uzun bir yan yana birlikte yaşama ve hoşgörü uygulamasının var

²⁰⁷ Rıfat N. Bali, “Entelektüel âlemin yeni dokunulmazları azınlıklar”, **Virgöl**, sayı:48, Şubat 2002, s. 68.

²⁰⁸ Rita Ender, “Yeşil Gözlüler Hakkında Propaganda Yapılsa”, **Güncel Hukuk**, Mayıs 2011, s.52.

²⁰⁹ Maalouf, **a.g.e.**,s.100.

olduğunu saptıyorum. Hoşgörünün beni tatmin etmediğini hemen eklemek istiyorum. Ben hoş görülmeyi arzu etmiyorum, inançlarım ne olursa olsun her türlü hakka sahip bir yurttaş olarak görülmek istiyorum.”²¹⁰

Yurttaş olmak biraz da birey olduğunun kabul edilmesi demektir. Hrant Dink öldürülmeden önce kaleme aldığı yazılarında sık sık bunu ifade etmiş; Ermeni toplumunun dini bir cemaat olarak değil, bireylerden oluşan çağdaş bir toplum olarak yaşayabilmesini hayal ettiğini vurgulamıştır. Mevcut hukuk düzenimizin lafzına göre bu mümkündür. Vatandaşlık “Türklük” kavramı ile ilişkilendirilmiş durumda olsa da, Anayasa’nın “Türk Vatandaşlığı” başlıklı 66. maddesi gereği; “Türk Devletine vatandaşlık bağı ile bağlı olan herkes Türktür.” yani Türk vatandaşıdır. Fakat uygulama ve algılama yine farklı yöndedir. Örneğin 2012 yılında, TBMM’de hazırlanan yeni anayasa için bir uzlaşma komisyonu ve onun bünyesinde bir alt komisyon kurulmuştur. Radikal Gazetesi, 21.02.2012 tarihinde “Patriğin 'Türklüğü' duygulandırdı” başlığı altında, bu komisyonun yaptığı bir çalışmayı kamuoyuna duyurmuş; komisyonun gayrimüslim azınlık temsilcileri dinlediği haberini yayınlamıştır. Haberde önce, İstanbul Fener Rum Patriği Bartholomeos’un, “Tüm işlemlerimizde Dışişleri Bakanlığı ile muhatap oluyoruz. Bu doğru değil. Biz yabancı değiliz” dediğini aktarmış ardından, şu yorumda bulunmuştur: “Bartholomeos’un eşit vatandaşlıktan söz etmesi üzerine MHPLi üye Öztürk, vatandaşlığı nasıl tanımladıklarını sordu. Bartholomeos, ‘Türk devletine vatandaşlık bağıyla bağlı olan herkes, din, mezhep, dil ve etnik köken gözetilmeksizin Türktür. Türklük bütün Türk vatandaşlarının beraberce varlığının ve dayanışmasının ifadesidir’ dedi. Öztürk, bu tanım karşısında duygulandığını ifade ederek teşekkür etti.”²¹¹

Bir milletvekilinin bu ifadeler karşısında duygulandığını ifade etmesi de, bu ifadenin haber olarak bir gazetede yayınlanması da gayrimüslim azınlıkların vatandaşlıklarının hâlâ sorgulanıyor olduğunun açık işareti sayılmaktadır. Başka bir işareti; yine böyle bir haberi Turgut Tarhanlı 2007 yılında Radikal Gazetesi’nde değerlendirmiştir. Bahsi geçen haber 13 Ocak 2007’de Hürriyet

²¹⁰ Maalouf, **a.g.e.**, s.50.

²¹¹ Rıfat Başaran, “Patriğin 'Türklüğü' duygulandırdı”, **Radikal**, 21 Şubat 2012

Gazetesi'nde "Vatandaş Dimitri" başlığı ile yayınlanmıştır: Fener Rum Lisesi Vakfı'nın, iki taşınmaz malına Hazine tarafından el konulmasıyla ilgili olarak, Avrupa İnsan Hakları Mahkemesi'nde açtığı davada Mahkeme, Türkiye'nin, Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi'ne ek 1 Sayılı Protokol'ün ilk maddesini (mülkiyetin korunması) ihlal ettiğine hükmetmiş ve bu taşınmazların Vakfa iadesi gerçekleşmezse, ödenecek tazminat miktarını belirlemiştir. Bu gelişme karşısında, Hürriyet Gazetesi, Balıklı Rum Hastanesi Vakfı'nın Başkanı Dimitri Karayani'nin bu konudaki fikrini ve açıklamasını da içeren bir haber yapmıştır. Dimitri Karayani açıklamasında şöyle söylemiştir: "(...) AİHM'ye başvuruyu vatana ihanet olarak görüyorum. Burası bir Türk vakfidir. Ben devletimi yabancılara şikâyet edemem. Devletin mahkemesine, Yargıtay'a ve hükümetime itimadım var. Türkiye Cumhuriyeti vatandaşı olarak kimsenin kapısında dilencilik yapmam. Biz sorunlarımızı kendi aramızda hallederiz, elalemin kapısına gitmeye lüzum yok. AİHM'ye kesinlikle başvurmayacağız. Lüzum yok böyle şeylere. Ben kanunun çıkacağına kaniyim. Gidip de hakkımı bir yabancidan istemem. Bu zihniyetteyim, böyle yetişmişim. Ben Karadenizliyim, böyle şeyler sevmem."

Turgut Tarhanlı ise bu açıklama üzerine, haberin varlığına bağlı olarak bazı sorular sormanın gerekliliğini şu şekilde vurgulamıştır: "Vakıf Başkanı'nın bu sözlerini, mantıken açıklamak pek mümkün görünmese de, sonuçta kendisini ilgilendirdiğini düşünüyorum. Ama Hürriyet Gazetesi'nin birinci sayfadaki "Vatandaş Dimitri" manşeti üzerinde durmak gerekiyor. Pek çok soru hatıra geliyor: Bir gayrimüslim azınlık mensubunun vatandaşlığı, bazı önkoşulları sınıdıktan sonra varılacak bir statü müdür? Eğer böyleyse, o sınamanın ölçütleri nasıl belirlenir? Yoksa bir azınlık olma statüsüne değil de, Türkiye vatandaşlarının sahip olması gereken milli hasletlere mi dikkat çekilmek isteniyor? Veyahut gazete yöneticileri, bir hafta sonu nüshasının manşetinde, azınlık konusuyla ilgili ironik ya da bıyık altından gülmeye çalışan bir üslubu mu tercih etti?"²¹²

Bütün tercihler, yaşanan-yaşatılan tüm haksızlıklar, kişiye yönelik-kişiyeye yönlendirilen tüm dışlayıcı ve ırkçı tutumlar; hukuk düzeninin koruyucu bütün

²¹² Turgut Tarhanlı, "Vatandaş Dimitri", **Radikal**, 16 Ocak 2007

hükümlerine rağmen; dayatılan hukuk ile yaşanan hukuk arasında bir ayırım olduğunun kanıtıdır. Ancak yine de Géraud de La Pradelle'in belirttiği üzere eğer bir hukuki muamele yetersiz görülüyorsa, onu düzeltmeye çalışmak ırkçılıkla başa çıkmak için yeterli değildir; bu, sadece bizim siyasi tahattümüz gereğidir. İşte biraz da bu yüzden, vatandaşlar hiçbir zaman siyasi olarak karşı koyma güçlerini hâkimlerin eline bırakmamalıdır.²¹³

Bırakmamalıdır çünkü hâkimlerden, yasa yapıcılarından, yasa uygulayıcılarından farklı bir noktada duran bir hukuki değer vardır: Adalet, ve bilindiği üzere adalete yasalar yani hâkimlerin uyguladığı kurallar üzerinden çok, mağdur üzerinden, mağdurların tatmini üzerinden ulaşılabilir.

²¹³ Géraud de la Pradelle, “**Moyens juridiques et moyens politiques de la lutte contre le racisme**”..., s.63.

C) ADALET

“Yalnız bilmek yetmez, uygulamak da gerek;

Yalnız istemek yetmez, yapmak da gerek”

Goethe

Hatıraların, geçmişin ve aslında tarihin bir yasanın konusu edilip edilemeyeceği tartışması, adaletin geçmişe taşınıp taşınamayacağı sorusunu beraberinde getirmektedir. Geçmişte yaşanan bir olayın kanun koyucu tarafından tanınması ve bunun yasalaştırılarak devlet tarafından da tanındığının ilanı, bu olayı yaşamış kimseler açısından ne ifade etmektedir? Böyle bir olayda, fail sıfatını taşıyan kimselerin dışındaki kimselerin, bu olayın varlığını inkâr ederek yani aslında başka bir yolla “fail” sıfatını almaları, olayı yaşamış veya olaya maruz kalmış, “mağdur” sıfatlı kimselere ne hissettirir? Böyle bir durumda adaletin yerini bulduğu düşünülür mü?

Mağdurların sadece adalet beklemediklerini, aynı zamanda ve öncelikle tanınmayı beklediklerini ifade eden²¹⁴ Antoine Garapon, bu konudaki düşüncesini dile getirirken mağduriyetin bir yargılama kararının sonucu olduğunu, psikolojik bir durum olmadığını ve adaletin, bağışlanmanın bir şartı olduğunu söylemektedir.²¹⁵

“Adalet” değerinin tartışılması üzerine yoğunlaşmış olan bütün hukuk felsefesi tarihi boyunca, “geleneksel adalet” anlayışının öncelikle mağdurla

²¹⁴ Ender, “Türkiye, Fransa, Güvercinler ve Bellek Yasaları”..., s.63.

²¹⁵ Garapon, Antoine, *Des Crimes Qu’On Ne Peut Ni Punir Ni Pardonner*, Paris : Editions Odile Jacop, 2002, s.161.

ilgilenmediği dile getirilmiştir. Geleneksel adalet anlayışı açısından suç olgusu daha çok devletin yetkili otoriteleri ile fail arasındaki ilişkiyle sınırlıdır ve daha çok “cezalandırma” odaklıdır. Oysa “onarıcı adalet” anlayışı “cezalandırma”dan yani, faile devletin yetkili otoriteleri tarafından ceza verilmesinden ziyade; kişilerin gördükleri zararın onarılmasına, dolayısıyla mağdura odaklıdır.

Christa Pelika, “Onarıcı adalet programlarının ceza konularında kullanılmasına ilişkin temel ilkeler” konulu BM Karar Taslağı’ndan hareketle, onarıcı adalet kavramını tanımlarken, onarıcı adaletin, genellikle bir kolaylaştırıcının yardımıyla, mağdurun ve failin ve uygun olduğu durumlarda bir suçtan etkilenen diğer bireylerin veya toplum üyelerinin suçtan doğan sorunların çözümü için, hep beraber etkin olarak katıldığı herhangi bir süreç anlamına gelmekte olduğunu ve arabuluculuğun, uzlaştırmanın, konferans ve ceza belirtme çemberlerinin, onarıcı süreçler arasında yer alabileceğini söylemiştir.²¹⁶

Galma Jahic ve Burcu Yeşiladalı’nın derlediği “Onarıcı Adalet, Mağdur-Fail Arabuluculuğu Ve Uzlaşma Uygulamaları: Türkiye ve Avrupa Bakışı” isimli kitapta ifade ettikleri üzere, bugün Türkiye’de hâlihazırda kullanılmakta olan tek onarıcı adalet mekanizması, “uzlaştırma” adı altındaki mağdur-fail arabuluculuğudur. 2005 yılında Ceza Muhakemeleri Kanunu ile kabul edilmiş olan “mağdur-fail arabuluculuğu” kurumu yazarlara göre, ceza adaleti sisteminde tıkanıklık yaratmakta olan mahkemelerin ağır iş yüküne ve sürekli dolu olan ceza evlerine çare olacağı ve yargılama sürecini kısaltacağı umularak uygulamaya sokulmuştur.²¹⁷ Bu anlamda “alternatif” veya “tamamlayıcı” bir yöntem olarak da algılanmaktadır. Galma Jahic ve Burcu Yeşiladalı’nın bu konuda şöyle söylemektedirler: “Onarıcı adalet, teorik bir yaklaşım olarak suç teşkil eden davranışın sebep olduğu ve ortaya çıkardığı zararın onarılmasını ön plana çıkarır ve bu bağlamda klasik ceza adaleti yaklaşımına alternatif veya

²¹⁶ Christa Pelika, “Onarıcı Adalet Üzerine”, **Onarıcı Adalet, Mağdur-Fail Arabuluculuğu Ve Uzlaşma Uygulamaları: Türkiye ve Avrupa Bakışı**, Der: Galma Jahic ve Burcu Yeşiladalı, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2008, s.22.

²¹⁷ Galma Jahic - Burcu Yeşiladalı, “Onarıcı Adalet: Yeni Bir Yaklaşım”, **Onarıcı Adalet, Mağdur-Fail Arabuluculuğu Ve Uzlaşma Uygulamaları: Türkiye ve Avrupa Bakışı**, Der: Galma Jahic ve Burcu Yeşiladalı, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2008, s.18.

tamamlayıcı bir yaklaşım olarak görülür. Onarıcı adalet, fazlasıyla resmileştirilmiş bir ceza adalet sistemine bir alternatif olarak, geleneksel yargılamadaki “suçlama” ve “suçluluk”tan ziyade “sorumluluk” ve “zararın onarımı”na odaklanarak, tarafların iletişimi ve insanileştirilmesi aracılığıyla adalete erişime çabalar. Bu hedeflere ulaşılması, tüm paydaşların katkısına imkân sağlayan işbirliğine dayalı süreçler aracılığıyla mümkün olur. Bu yüzden onarıcı adalette temel alınan uygulamalar suça tepki olarak zararın onarılması için gerekli adımları tanımlar ve bu adımları atarak, çatışmanın çözümüne bütün tarafları dâhil eder. Bu şekilde, suçun ele alınmasında ortaya çıkan toplum ve devlet arasındaki geleneksel ilişkiyi başka bir boyuta taşır.”²¹⁸ O noktada, mağdurlara “çatışmanın çözüm sürecine aktif olarak katılmalarını sağlayarak, suç olayına dair kaygılarını ortaya koyma ve duygularını paylaşma fırsatı” verilmekte; sanıklar için ise, “zararın kabul edilebilir ve tatminkâr bir şekilde tazmin edilmesi gibi suçun yarattığı problemi düzeltmek üzere daha yapıcı yollar” önerilmektedir.²¹⁹

Bununla beraber, Ceza Muhakemeleri Kanunu’nun gerekçesinde belirtildiği üzere bütün bu önerilerle hedeflenen; kamu yararının korunmasıdır. ‘Kişinin ve toplumun huzur ve refahını sağlamak’, ‘vatandaşlar arasında kin ve düşmanlık yaratılmasının önlenmesi’, ‘milli huzurun bozulmaması’ gibi genel ve kapsayıcı ifadelerle tanımlanan bir kavram olan ‘kamu yararı’, ‘bireysel çıkar’dan farklı, onun üstünde veya dışında bir yararı veya çıkarı da ifade etmektedir.²²⁰ Tekil ifadedeki “birey”den çok, çoğul ifadedeki “bireylere” yönelik olmasına bağlı olarak kamu yararı, iletişimi gerektirmektedir. Onarıcı Adalet anlayışı açısından da adaletin iletişimle sağlanacağı ifade edilmektedir. Turgut Tarhanlı bu hususa dair olarak, onarıcı bir adalet anlayışında, hem mağdurun hem de failin birlikte dâhil oldukları bir onarım sürecinin bilinçli ve becerili bir yönetiminin önem taşıdığını söylemektedir. Ona göre bu, sadece hukukun yaptırım ve cezalandırma işleviyle sınırlı bir çaba değildir; hukukun, sosyal ilişkilerle belirlenmeye çalışılan bir iletişim anlayışıyla inşa edildiği, böylece sosyalleştirildiği bir çabadır. Yani, 'onarıcı' bir adalet anlayışının

²¹⁸ A.g.e., s.15-21.

²¹⁹ A.g.e.

²²⁰ Osman Saraç, “Kamu Yararı Kavramı”, *Maliye Dergisi*, Sayı 139, 2008, s. 5.

özneleri, sadece 'kazanan ve kaybeden' şeklinde belirlenen taraflar değildir; iletişim ve birlikte kazanmanın inşa edilmesi için gösterilecek çabanın taraflarıdır.²²¹

Söz konusu çaba sarf edilirken, bu iletişimin nasıl bir iletişim olması gerektiği üzerine de düşünülmektedir. Bugün kurulan veya yarın için kurulacak bir iletişimde dünün belirletici olduğunun yadsınması mümkün değildir. Bu sebeple bu tip bir iletişim açıkça “geçmişle hesaplaşmayı” gerektirmektedir.

Ülkenin geçmişle hesaplaşmasının devlet menfaatlerinden bağımsız olması gerektiğini, inançla, politik manevrayla olmaması gerektiğini söyleyen Hans Köchler, “geçmişle hesaplaşma” kavramının, "geçmişin hakkından gelmek" anlamını taşımadığını; ama geçmiş hakkında "dürüst olmak" demek olduğunu da vurgulamaktadır.²²² Köchler, "Geçmişin Yükünden Toplumsal Barış ve Demokrasiye- Uluslararası Geçmişle Hesaplaşma Konferansı"nda, yaptığı konuşmasında geçmiş hakkında dürüst olmak için yapılması gereken üç noktadan söz etmektedir: Buna göre birinci olarak, geçmiş hakkında doğru ve kapsayıcı kayıtların tutulması gerekmekte ve bu bilimsel bir görev olduğundan, politika alet edilmeden bilimsel araştırma yöntemleriyle yapılması gerekmektedir. İkinci olarak, bireyler ya da gruplar üzerinden geriye döndürücü tedbirlerin devlet sorumluluğu çerçevesinde geliştirilmesi gerekmektedir. Üçüncü olarak ise, suça karşı adalet tedbirleri yalnızca itham edilen suçluların hayatta olmalarına bağlı olmalı ve asla intikam için kullanılmamalıdır.²²³

Devletlerin intikam veya utanç duygusu olmaz çünkü Karin Karakaşlı'nın söylediği gibi; “devlet, ruhsuz bir mekanizmadır. Fakat halkların utanç duygusu olur”.²²⁴ Bireyler gibi halklar da, bir utanç, sorumluluk veya suçluluk duygusu hissetmeden övünerek bakabilecekleri bir geçmişi hatırlamayı tercih

²²¹ Turgut Tarhanlı, “Hep Beraber Kazanmak”, **Radikal**, 9 Mayıs 2006.

²²² Hans Köchler, bu görüşünü 24-25 Şubat 2007 tarihinde İstanbul Bilgi Üniversitesi Dolapdere Kampüsü'nde gerçekleşen “**Geçmişin Yükünden Toplumsal Barış ve Demokrasiye- Uluslararası Geçmişle Hesaplaşma Konferansı**” başlıklı konferansta dile getirmiştir.

²²³ **A.g.e.**

²²⁴ Karin Karakaşlı, “Önsöz-Üç Yıldızlı Adam”, **Bu Köşedeki Adam**, İstanbul: Uluslararası Hrant Dink Vakfı Yayınları, 2009, s.8.

ederler. Tıpkı bireyler gibi toplumlar da, kendilerine ait olana ilişkin algılarıyla tarihsel olgular arasında bir uyumsuzluk olduğunda, Mithat Sancar'ın belirttiği üzere, hafızayı manipüle etmek suretiyle geçmiş ile bugünü birbirlerine yakınlaştırmaya, ikisini uyumlaştırmaya; daha açıkçası geçmişi bugünün ihtiyaçlarına uydurmaya çalışırlar.²²⁵ Sancar bu durumu “ulus-devlet” kavramıyla ilişkilendirmekte ve şöyle söylemektedir: “ ‘Geçmiş’ yakamızı bırakmıyor; giderek daha asî ve inatçı oluyor. Oysa ‘geçmiş’e uysal bir hizmetkâr muamelesi yapmaya çok alışmıştık; onu istediğimiz zaman çağırır, istediğimiz gibi kullanır, işimiz bitince de karanlık odaya hapsederdik. Ulus-devletlerin “geçmiş”le ilişkisi, yakın zamanlara kadar özü itibarıyla böyleydi. Bu ilişki, genellikle “ulusal kimliğin” inşası açısından gerekli görülen tarihsel olayların tek yanlı ve çoğu zaman dayatmacı yöntemlerle işlenmesi temelinde gelişti. Bunun için de esas olarak kahramanca bir geçmiş ya da geçmişteki kahramanlık efsaneleri referans alındı.”

Tüm kahramanlık hikâyelerinin insan hakkı ihlallerini içerdiği gerçeğinden hareket edilince, yine tarihle yüzleşmenin hem ülkeler arası hem de ülkeler içinde demokratik ve hukuka dayalı bir düzenin kurulabilmesi için vazgeçilmez bir unsur olduğu ortaya çıkmaktadır. Ulrike Duffne'nin de belirttiği üzere; gerçekten tarihle yüzleşmek ve demokrat, çoğulcu ve çok kültürlü bir hukuk düzeni kurabilmek istiyorsak, her bir tarafın uyguladığı insanlık dışı olaylara, insan hakları ihlallerine bakmak gerekir.²²⁶

Geçmişle yüzleşebilmek için izlenebilecek çok sayıda yol bulunmaktadır. Demokrasi sağlamak amacıyla izlenen en etkili yöntemlerden biri deşifre etmektir, bu nedenle nefret söylemleri izlenmeye ve kayıt altına alınma başlanmıştır. Birbirini tamamlayıcı özellikteki söz konusu adli veya gayri-adli stratejilerine örnek olarak; “faillerin yargılanması, hakikat komisyonlarının kurulması ve geçmişin sorgulanması için farklı yöntemler, parçalanmış toplumlarda uzlaşma sağlamaya yönelik çabalar, şiddet veya ihlallerden en

²²⁵ Mithat Sancar, “Geçmişle Yüzleşme: Bir Adalet ve Özgürleşme Sorunu”, **Birikim**, sayı:211, 2006, s.18.

²²⁶ 24-25 Şubat 2007 tarihinde İstanbul Bilgi Üniversitesi Dolapdere Kampüsü'nde gerçekleşen “**Geçmişin Yükünden Toplumsal Barış ve Demokrasiye- Uluslararası Geçmişle Hesaplaşma Konferansı**” başlıklı konferansta açılış konuşmasını yapan Ulrike Duffne bu görüşünü orada dile getirmiştir.

fazla etkilenenler için tazminat paketlerinin geliştirilmesi, mağdurların anılması ve hatırlanması, gelecekte yaşanabilecek ihlallerin önlenmesi amacıyla ihlallerin kaynağı olmuş devlet kurumlarının (örneğin güvenlik kuvvetleri, polis veya ordu) ıslah edilmesinden” de bahsedilebilmektedir.²²⁷ Birbirlerinden farklı yollara başvuran insan hakları ve demokrasi aktivistlerinin bunlar dışında anıtlar ve müzeler inşa etmeyi hedeflediği de bilinmektedir.²²⁸

Özür dilemek de bu yollardan birisidir. Bugün pek çok devlet geçmişinde yaptığı haksızlıklar için mağdur ettiği kişilerden, bu da demek oluyor ki zaman zaman kendi vatandaşlarından, bugün hayatta olmayanların mirasçılarında özür dilemeyi adet edinmeye başlamıştır. Baskın Oran bir yazısında bu durumun altını “farkında mısınız, Özür Dileme Çağı geldi” diyerek çizmekte ve somut örnekler üzerinden sözüne şöyle devam etmektedir: “İspanya’da savcı, Franco dönemini soruşturmaya başladı (Bianet, 17.10.08). ABD Kongresi, 1908’de kazandığı ağırsiklet şampiyonluğu ırk yasaları yüzünden geri alınan Siyah boksör Jack Johnson’dan özür dileme tasarısı hazırladı (Taraf, 29.09.08). İngiliz Kilisesi Darwin’den özür diledi (Radikal, 16.09.08). İtalya, 1911-47 arasındaki sömürgecilik için Libya’dan özür diledi (Radikal, 31.08.08). Kanada, 1990’lara kadar süren asimilasyon politikası için Yerlilerden özür diledi (Radikal, 13.06.08). Avustralya’da yeni hükümet Aborijinlerden özür diledi (Radikal, 14.02.08). Hatta İsrail Cumhurbaşkanı Peres, 1956’da katliam yapılan Arap köyü Kfar Kasem’e kurban bayramında giderek özür diledi (Milliyet, 23.12.07). Yahu, bizde bile Adalet Bakanı Şahin, Engin Ceber’in ailesinden devlet adına özür diledi (Radikal, 15.10.08).”²²⁹ Özür meselesi, Türkiye’deki gayrimüslim azınlıklar için, onların geçmişlerine ilişkin olarak da zaman zaman gündeme gelmektedir. Örneğin, Türkiye’de öğretim üyeleri ve gazetecilerden oluşan bir grup, kendi ifadeleriyle "1915'te Osmanlı Ermenileri'nin maruz kaldığı büyük felaket ile ilgili, “Özür

²²⁷ Louis Bickford, “Transitional Justice”, **The Encyclopedia of Genocide and Crimes Against Humanity**, New York: Macmillan Reference, 2004, s.1046.

²²⁸ Uluslararası Geçiş Dönemi Adaleti Merkezi (International Center for Transitional Justice, ICTJ) tarafından, Louis Bickford, Patricia Karam, Hassan Mneimneh ve Patrick Pierce tarafından hazırlanmış, “**Hakikatı Belgelemek**” başlıklı rapor, s.3. http://www.hakikatadalethafiza.org/Cust/UserFiles/Documents/Editor/ICTJ_HakikatıBelgelem_ek_pb2009.pdf

²²⁹ Baskın Oran, “Verdiğimiz huzursuzluk için özür dileriz”, **Radikal**, 14 Aralık 2008.

Diliyorum” isimli bir imza kampanyası başlatmışlardır, “Yahudi iş adamı” olarak anılan İsak Alaton, “Varlık Vergisi” için de özür dilenmeli” şeklinde açıklama yapmıştır²³⁰, İnsan Hakları Derneği üyeleri, 7 Eylül 2009’da yaptıkları basın açıklamasında, devletin her türlü utanç olaylarında olması gerektiği gibi 6-7 Eylül mağdurlarından da özür dilemesini istemişlerdir.²³¹ Fakat devlet, henüz bu konularla ilgili olarak herhangi bir özür beyanında bulunmamış veya bir pişmanlık açıklaması yapmamıştır.

Tüm adaleti gerçekleştirme çabaları ‘insan haklarının evrenselliği’ inancını temel alsa da, çağ dünyanın her yerinde benzer şeyleri gerektirse de, ülkeler birbirlerinin yaptıklarından etkilense de; en nihayetinde her toplumun kendi yolunu seçmesi veya yaratması gerektiği yadsınamaz. Bu sebeple; bu toplumda yaşayan-yaşamış kişilere, şu iki soruyu yönelttik:

“Geçmişteki bir olayın tanınmasını içeren veya bir olayın inkârına ceza öngören yasalar gibi yasaların, Türkiye’de gayrimüslim azınlıklara karşı olan ırkçılığı önlemede rolü olabilir mi?”

“ Bu yasalar üzerinden adalet aranabilir mi?”

Soruları yönlendirdiğimiz 70 kişi içinden yalnızca 21 kişi her iki soruyu da yanıtladı. Geriye kalanlar arasında 47 kişi, yalnızca ilk soruya, 2 kişi ise yalnızca ikinci soruya yanıt vermeyi tercih etti. İlk sorunun çoğunlukla ayrıntılı biçimde yanıtlanıp ikinci soruya hiç değinilmemesi, soruların mahiyetine yönelik algıyı tekrar sorgulatmaktadır. Buna göre, özel yasaların ırkçılığı önleyip önleyemeyeceği hakkında fikir beyan etmiş kişilerin, bu yasaların adalet sağlayıp-sağlamayacağı, bu yasalara dayanarak adalet aranıp-aran(a)mayacağı veya bu yasaların varlığının adaleti tecelli ettirmede etkili olup-ol(a)mayacağı konusunda sessiz kalmaları çeşitli nedenlere dayanıyor olabilir. Dikkatsizlik, ikinci soruyu birinci soru ile özdeşleştirme, ikinci sorudaki “adalet” kavramının birinci sorudaki “yasa” kavramına göre çok daha

²³⁰ “Bizden de özür dilesinler”, **Habertürk**, 11 Ocak 2012.

²³¹ Bawer Çakır, “Devlet 6-7 Eylül Mağdurlarından Özür Dilesin!”, **Bianet**, 7 Eylül 2009, <http://bianet.org/bianet/bianet/116894-devlet-6-7-eylul-magdurlarindan-ozur-dilesin>

soyut nitelikte olması, bu konuda bir fikir sahibi olunmadığından çekimser kalma halinin tercih edilmesinin bu nedenler arasında yer aldığı düşünülebilir.

Soruları yanıtlayan 52 kişi böyle yasaların hiçbir şekilde ırkçılığı önleyemeyeceğini belirtti. İçlerinden 20 kişi bu yasaların ırkçılığı önlemede bir rolü olmayacağını aksine ırkçılığı, nefreti ve toplumdaki kutuplaşmaları arttırabileceğini belirtti. 5 kişi ise bunu ifade ederken ağız birliği yapmışlarcasına “yangına körükle gitmek” ifadesini kullandı.

Bir kişi (Av. Cem Karako) bu yasaların başka bir olumsuz duruma daha sebebiyet vereceğini; insanların böyle yasalarla neyin gerçekten soykırım olduğunu (tanınmaya hakkı olduğunu), hangisinin olmadığını tartışmaya başlayacağını ve barışı sağlamak için kimin daha çok acı çektiğini tartışılacağını dile getirdi.

Pek çok kişi olumsuz görüşünü bu yasaların çıkartılması için Türkiye’de uygun koşulların bulunmadığı fikrine dayandırdı. Buna göre, önemli olan yasa yapılması değildir, devletin bu yasaları ırkçılığı önleme gayesiyle uygulayacak, vatandaşların ise bu gayeye saygı duyacak, bu yasaları benimseyecek zihniyette olması gerekmektedir. Zihniyet, daha önce de belirtildiği üzere, yasa ile ifadesini bulabilir fakat –en azından kısa süre zarfında- yasa ile oluşturulamaz, değiştirilemez. “İrkçılığın bir zihniyet meselesi” olduğunu ifade edenlerin belirttiğine göre, zihniyeti değiştirmek için üzerinde durulması gereken, eğitim, iletişim, medya, sosyal, kültürel ve iktisadi alanlardaki değişimler gibi başka değerler söz konusudur.

16 kişi bu yasaların ırkçılığı önlemede etkili olabileceğini belirtti. İçlerinden bir kişi (Azniv Sevinç) bu görüşünü “Türk insanının yasadan korkması” fikrine dayandırdı. Bu durum da, ne olursa olsun yasaların sembolik olarak toplumsal bir değer taşıdığına ve bu yüzden bir yasa ile yapılacak tanınmanın önemli olduğuna işaret etti. Bir kişi (Emir Alkaş) yasayı devletle özdeşleştirerek; devlet mertebesinde bir olayın tanınmasının kıymetli olduğundan söz etti. Bazı kişiler, yasaların ve özellikle ceza öngören yasaların caydırıcı özelliği olduğunu vurguladılar. Bir kişi (Tilda Levi) caydırıcı unsurun altını çizirken kimi ırkçı olayların birbirinin tekrarı olduğunu ifade etti.

Bununla beraber, yanıt veren kişiler arasında büyük bir çoğunluk yasaların varlığına dair bir sorun olmadığını, mevcut yasalarla da ırkçılığı engellemenin mümkün olacağını ve asıl önemli ve yeterli olanın yasanın uygulanması için çaba sarf edilmesi olduğunu işaret etti.

Bazı kişiler yasaları birbirinden ayırarak bir değerlendirmede bulunma yoluna gittiler. Bunu yapanlar arasında, inkâr yasalarının ırkçılık önünde bir engel teşkil etmeyeceği fakat tanıma yasalarının faydalı olabileceği yönündeki görüş hâkim oldu. Ayrıca, inkâr yasalarının fikir ve düşünce özgürlüğünü ihlal ettiğini söyleyenler ve bu nedenle hedeflenen her ne olursa olsun bu tip yasalara karşı olduğunu belirtenler de oldu. Bir kişi (Mihail Vasiliadis) “inkâr” kelimesi üzerinde durdu ve inkârın, gerçekten var olduğu düşünülen bir şeyin var olduğunu kabul etmemek olduğunu hatırlattı.

Söz konusu yasaların başka ülkelerde çıkması Türkiye’deki olan ırkçılığı nasıl etkiliyor meselesine de değinildi. Bu konu üzerinde tüm fikir beyan edenlerin ortak bir görüşü olduğu ortaya çıktı. Buna göre, başka bir ülkede, böyle bir konuda Türkiye’ye ilişkin bir yasanın çıkması Türkiye’deki ırkçılığın önlenmesine kesinlikle olanak vermeyecektir. Bir kişi (Av. Mihail Püsküloğlu) bu tür yasaların, toplumu içerisinde önemli bir çatışma veya gerilim bulunmayan Kanada veya Avustralya gibi ülkelerde çıkarılıyor olabileceğini, ancak Türkiye gerçeğinde bu tür yasaların çıkması halinde, pek çok kesim kendi geçmişine ait konularda benzer yasalar talep edeceğini vurguladı.

Bir kişi (Murat Divrik) bu tip yasaların vatandaşı değil, devleti etkileyeceğini düşündüğünü ifade etti. Bir kişi (İzzet Hazak) ise vatandaşlar arasında bir ayırım yaptı ve böyle yasaların yasaları bilenler açısından önleyici olacağını, yasaların varlığından bile haberdar olmayan kişiler üzerinde ise zaten hiçbir etkisi olmayacağını söyledi.

70 kişi içinden sadece bir kişi (Melih Akkan), Türkiye’de gayrimüslim azınlıklara karşı ırkçılığın mevcut olup olmadığını sorgulama yoluna gitti ve neredeyse gayrimüslim azınlıkların karşılaştıkları tavrı “hak ettiklerini”, bunu kendilerinin yarattıklarını şu sözleriyle ifade etti: “İrkçılığın toplum içinde canlanması ve yaygınlaşmasının sebepleri nelerdir? Olayı ne sebepler

tetiklemektedir? Bunların bence tek sebebi azınlıklar yaşadıkları ülkede kendi kendilerini bu pozisyona sokmalarıdır. Kendilerini o ülkenin (doğan, eğitim gören, çalışan, vergi ödeyen) öz vatandaşları olduklarını kabul etmeyerek devamlı farklı olduklarını tekrarlarlar. Başka bir devlete ait olduklarını o kadar çok tekrarlarlar ki, artık toplum onlara her an onları arkadan vurmaya hazır tetikte potansiyel tehlike olarak görmeye başlarlar.”

Adalet üzerine verilen cevaplar ise tek tip olmamıştır. İçlerinden bazıları adaletin yasalarla dolayısıyla bu tip yasalarla da sağlanamayacağını düşündüğünü ifade etmiştir. İçlerinden biri (Av. Fethiye Çetin), bu görüşünü “adalet, adaletsizliği yaratan yapı ve zihniyetin ortadan kaldırılması ve toplumun bilincinde ve vicdanında insan hak ve özgürlükleri kültürünün yerleştirilmesi ile sağlanabilir, bu yolla ancak bir daha asla denebilir” diyerek desteklemiştir. Bir diğer kişi (Doğan Levent), yasanın uygulanabilir olmamasının bu yasalar üzerinden hak aramaya kalkışacak bireylerin çabalarını da boşa çıkaracağını dile getirmiş, daha acı bir adaletsizliğin söz konusu olabileceğini vurgulamıştır. Bir diğer kişi (Jilda Gözcü) adaletin olmadığını söylemiştir. Bunların aksine adalet aranabileceğini dile getirenler de mevcuttur. Buna dile getiren kişiler arasında biri (Muhammed Aydın), böyle yasalarla adalet aranabileceğini ve hatta bu yasaların adalet aramada dayanak noktası yapılması gerektiğini düşündüğünü vurgulamıştır. Bir kişi (Eli Kebudi) suç ve ceza kavramından hareket ederek, adaletin suçluya ceza verilerek aranacağını söylemiştir.

Araştırmaya dahil olan 70 kişi içinden yalnızca bir kişinin Türkiye’de gayrimüslim azınlıklara karşı ırkçılığın mevcut olup olmadığını sorgulaması elbette tesadüfî değildi. Şöyle ki, öncelikle bu soruyu yanıtlayan 70 kişiden gayrimüslim olanlar, söz konusu yanıtların akademik bir çalışmada yayınlanacak olması nedeniyle kendilerini daha rahat ifade etme fırsatı buldular ve politik bir tavır tutunma eğiliminde olmadılar. Bununla beraber yine de iki kişi, bilindik endişeler nedeniyle, isim ve soyadlarının kullanılmasını istemediğinden, soyadlarının yerine “Bey” ve “Hanım” kelimelerini kullanıldı. İkinci olarak, çalışmanın temel amacı sosyolojik veriler elde etmek olmadığından dolayı, soruların yönlendirildiği grup yalnızca konu

hakkında düşünen ya da konunun doğrudan ya da dolaylı muhatabı olan kişilerden oluşmaktadır. Söz konusu soruların daha geniş çaplı bir araştırma kapsamında, toplumun farklı kesimlerinden insanlara yöneltilmiş olması durumunda, elde ettiğimiz yanıtların çoğunlukta kalacağını iddia etmek mümkün olmayacaktır.

Soruları yönlendirmedeki amaç, söz konusu yasaların varlığı veya yokluğuyla ilgili olarak insanların fikirlerini almaktan ve elde edilen yanıtların desteği ve yapılan araştırmayla bu konu üzerinde derinlemesine düşünmek olduğundan, Ek bölümde yer alan her yanıtın Türkiye'nin gayrimüslim azınlıklarını koruma politikası açısından kendi yolunu seçmesi için önemli olduğunu söylemek yersiz olmayacaktır.

SONUÇ

“Dünyada kişi için doğup büyüdüğü yeri kaybetmekten daha büyük bir acı olamaz.” demiştir Euripides. Bu topraklarda yaşayan gayrimüslim azınlıklar için ırkçılık, tam olarak da bu acıyı hatırlatan bir tehlikedir.

Bu tehlikenin “normal” olmadığını veya normalleşmesinin kabul edilemeyeceğini iddia etmek mümkündür, çünkü “dehşet verici biçimde normal olan bir Nazi liderini” anlatan Hannah Arendt’in söylediği gibi, aslında ırktan farklı olarak ırkçılık; yaşamın bir gerçeği değildir, bir ideolojidir.”²³² Bu sebeple, “Türkiye’deki Gayrimüslim Azınlıkların Irkçılığa Karşı Koruması Ve Özel Yasaların Yokluğu Meselesi” başlıklı bu çalışma ile öncelikle bu ideoloji üzerinde durulmuş, ırkçılık kavramının zaman içinde geçirdiği değişikliklere ve bugünkü şekline değinilmiştir.

Bunun ardından, Türkiye’de gayrimüslim azınlıkların maruz kaldıkları ırkçılık örneklerine yer verilmiş ve azınlıkların ortak hafızasına kayıtlı olan tüm bu acı olayların, korku-tereddüt-güvensizlik duygularının, gitmek zorunda bırakılışlarının hukuki olarak “ihlal” niteliğinde olduğu ifade edilmeye çalışılmıştır. Bunu yaparken “azınlık” kavramına, “azınlık haklarına” değinilmiş ve bu hakların başta Lozan Barış Antlaşması olmak üzere çeşitli uluslararası sözleşmelerle ve iç hukuk hükümleriyle güvence altına alınmış oldukları hatırlatılmaya çalışılmıştır. Ardından, Anayasa, Türk Ceza Kanunu ve başka kanunlarda bulunan mevcut hükümlerin, gayrimüslim azınlıkları her türlü eşitsiz uygulama, ayrımcılık ve ırkçılığa karşı koruyabilecek yapıda olduğu, fakat uygulamanın hiçbir zaman bu yönde olmadığı ifade edilmeye çalışılmıştır.

Buradan hareketle, hukuk metinleri lafzı itibari ile evrensel değerleri taşıyor olsalar da, uygulayıcıların tam olarak aynı değer yargılarına veya zihniyet yapısına sahip olmamaları neticesinde, Türkiye’ye özgü uygulamaların ortaya çıktığı sonucuna ulaşılmıştır. Bu sonuçlar yansıtılmaya çalışılırken, Türkiye’ye

²³² Arendt, *Kötülüğün Sıradanlığı...*,s.52.

özgü bir korumanın nasıl olacağı üzerine düşünülmüş ve bu suretle çalışmanın sorunsalına odaklanılmıştır: Geçmişte yaşanmış ırkçı bir olayın tanınmasını sağlayan yasaların veya tanınmış olayların aksini iddia etmeyi cezalandıran yasaların Türkiye’de olmasının nasıl bir etkisi olacağı üzerine düşünülmüştür.

Bu incelemede yer alan temel kavramlar ve tezin teorik çerçevesinin çizildiği bölümler için kullanılan kaynaklar, ağırlıklı olarak anayasa hukuku, uluslararası hukuk, azınlık hakları ve hukuk sosyolojisinin genel esaslarına dair eserler olmuştur. Bunların yanı sıra, Türkiye’deki gayrimüslim azınlıklara dair olan tarih kitaplarından, “hafıza” ve özellikle “toplumsal hafıza” konusunu inceleyen sosyal bilimler kitaplarından, sözlü tarih ve gayrimüslim azınlık bireylerinin görüşlerine yer veren çeşitli derlemelerden, bu konulara odaklanan makale ve araştırmalardan da faydalanılmıştır. Gayrimüslim azınlıkların yaşadığı hak ihlallerini ortaya koymak ve nefret söylemlerinde yer alan ırkçılığa işaret etmek için çeşitli gazete yazı ve haberlerine de başvurulmuştur.

Yasaların varlığı veya yokluğuyla ilgili olarak insanların görüşlerine de başvurulmuştur. “Geçmişteki bir olayın tanınmasını içeren veya bir olayın inkârına ceza öngören yasalar gibi yasaların, Türkiye’de gayrimüslim azınlıklara karşı olan ırkçılığı önlemede rolü olabilir mi?” ve “Bu yasalar üzerinden adalet aranabilir mi?” şeklinde olan iki soru 70 kişiye yönlendirilmiştir. Bunu yapmaktaki gaye, sosyolojik veriler elde etmek değil, yalnızca söz konusu yasaların varlığı veya yokluğuyla ilgili olarak insanların fikirlerini almaktan ibaret olmuştur. Bu sebeple, soruları yanıtlayan 52 kişinin böyle yasaların hiçbir şekilde ırkçılığı önleyemeyeceğini belirtmesi, içlerinden 20 kişinin bu yasaların ırkçılığı önlemede bir rolü olmak bir yana tam aksine ırkçılığı, nefreti ve toplumdaki kutuplaşmaları arttırabileceğini belirtmesi, bu kişilerin arasındaki baskın görüşün bu yönde olduğunu göstermektedir. Aynı zamanda, bu konuya ilişkin olan olumsuz görüşün, yasaların niteliğinden ziyade; “yasaların varlığı veya uygulanması için Türkiye’de uygun koşulların bulunmadığı” fikrine dayanıyor olması bu çalışma ile ulaşılan bir başka sonucu oluşturmaktadır.

Söz konusu sonuç, bir başka sonucun; “ırkçılık ile tek başına yasalar yoluyla mücadele edilemeyeceğinin” hatırlatılmasını gerektirmiştir. Irkçılığı engelleyici bir yasanın var olmaması veya var olan yasanın bu yönüyle uygulanmaması, sıkça tekrarlandığı üzere yasal sorun olmaktan öte kültürel bir sorundur ve ülkenin “adalet” ile olan ilişkisini, adalete bakış açısını doğrudan ortaya koymaktadır. Yapılan çalışma ile, bir yandan bu sonuç ortaya koyulmaya çalışılırken, diğer yandan söz konusu durumun ırkçılığı önlemek için geliştirilen yasal düzenlemelerin değerini düşürmeyeceğinin altı çizilmeye çalışılmıştır.

Bunu yaparken, Türkiye’de olmayan bellek yasalarının veya inkârı cezalandırmayı öngören yasaların nasıl olabileceği, hangi konular hakkında söz konusu olabileceği, hangi tip hukuki kaidelere nasıl bir perspektifle bakılabileceği, sonuçlarının nasıl değerlendirilebileceği üzerinde ayrıntılı olarak durulamamıştır. Bu konuların başka çalışmalar ile irdelenmesi umut edilmiş; ve yeniden “doğup büyüdüğü yeri terk etmek zorunda olma durumunun veya bu tehlikeyi duyumsama korkusunun vicdana dolayısıyla adalete değin olduğu” söylenmek istenmiştir.

KAYNAKÇA

A) Kitaplar

Akgönül, Samim, **Türkiye Rumları**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2007.

Aktar Ayhan, **Varlık Vergisi Ve Türkleştirme Politikaları**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2004.

Aktar Cengiz, “Önsöz”, Tarihi, **Siyasi Dini Ve Hukuki Açıdan Ekümenik Patrikhane**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2011.

Arendt Hannah, **Kötülüğün Sıradanlığı**, Çev. Özge Çelik, İstanbul : Metis Yayınları, Aralık 2009.

Bali Rıfat N., **Cumhuriyet Yıllarında Türkiye Yahudileri - Bir Türkleştirme Serüveni (1923-1945)**, İstanbul: İletişim Yayınları, 1999.

Bali, Rıfat N., **Yirmi Kur’a Nafia Askerleri**, İstanbul: Kitabevi Yayınları, 2008.

Bernasconi Robert, **İrk Kavramını Kim İcat Etti?**, Çev: Zeynep Direk, İsmail Esiner, Tendü Meriç, Nazlı Öktem, İstanbul: Metis Yayınları, Ocak 2011.

Dink Hrant, **Bu Köşedeki Adam**, İstanbul : Uluslararası Hrant Dink Vakfı Yayınları, , 2009.

Ernest Hırş, **Hukuk Felsefesi Ve Hukuk Sosyolojisi Dersleri**, Ankara: Bankacılık ve Ticaret H. Araş. Enstitüsü, 1949.

Essed Philomena, **Understanding Everyday Racism: An Interdisciplinary Theory**, California: Sage, 1991.

Evans Malcom, “The Evolution Of Religious Freedom İn International Law: Present State and Perspectives”, **La Protection Internationale de la Liberté Religieuse**, Bruylant, Bruxelles, 2002.

Fontette François de, **Le Racisme**, Paris : Presse Universitaires de France, 1985.

Foucault, Michel, L’ordre du discours, Gallimard, Paris, 1971.

Gavini Christine, “L’efficacité des normes, **Enquête en contrepoint**”, Paris: Étude de la Fondation pour l’innovation politique, 2006.

Halbwachs Maurice, **La Mémoire Collective**, Paris: Albin Michel, 1997.

Kaboğlu İbrahim Ö., **Özgürlükler Hukuku**, Ankara: Imge Kitabevi, 1993.

Karakaşlı Karin, **Cumba**, İstanbul: Doğan Yayınları, 2009.

Kelsen Hans, **Theorie Pure Du Droit**, Paris: Dalloz, 1962.

Koçoğlu Yahya, **Azınlık Gençleri Anlatıyor**, İstanbul: Metis Yayınları, 2001.

Koçoğlu Yahya, **Hatırlıyorum**, İstanbul: Metis Yayınları, 2003.

Lazare Bernard, **L’Antisémitisme**, Paris: Documents et Témoignages, 1969.

Levi Avner, **Türkiye Cumhuriyeti’nde Yahudiler**, İstanbul: İletişim Yayınları, 1992.

Lévi-Strauss Claude, **İrk, Tarih Ve Kültür**, Çev: Haldun Bayrı, Reha Erdem, Arzu Oyacıoğlu, Işık Ergüden, İstanbul: Metis Yayınları, 2010.

Maalouf, Amin, **Ölümcül Kimlikler**, Çev: Aysel Bora, İstanbul: Yapı Kredi Yayınları, 2011.

Macovei Monica, **Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi’nin 10. Maddesi’nin uygulanmasına ilişkin kılavuz**, Ankara: Türkiye Barolar Birliği Yayınları, 2005.

Margulies, Roni, **Bugün Pazar Yahudiler Azar**, İstanbul: Kanat Yayınları, 2007.

Neyzi Leyla, **Ben Kimim, Türkiye’de Sözlü Tarih, Kimlik ve Öznellik**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2011.

Oran Baskın, **Türkiye’de Azınlıklar- Kavramlar, Teori, Lozan, İç Mevzuat, İctihat, Uygulama**, İstanbul: İletişim Yayınları, 2008.

Öke Mim Kemal, **Siyonizm Ve Filistin Sorunu (1880-1923)**, İstanbul: Kırmızı Kedi Yayınları, 2011.

Öktem Akif Emre, **Uluslararası Hukukta İnanç Özgürlüğü**, Ankara: Liberte Yayınları, 2002.

Öktem Niyazi, **Hukuk Felsefesi Ve Hukuk Sosyolojisi**, İstanbul: Beta Yayınları, 1988.

Radica Gabrielle, **La Loi**, Paris : Flammarion, 2000.

Rouland Norbert , Pierré-Caps Stéphane, Poumarède Jacques, **Droit des minorités et des peuples autochtones**, Paris : P.U.F., 1996.

Rousseau Jean-Jacques, **Du contrat social**, Paris : Librairie Générale Française, 1996.

Saussure Louis Ferdinand de, **Cours de Linguistique Générale**, Paris: Grande Bibliothèque Payot, 1995.

Schnapper Dominique –Sylvain Allemand, **Questionner le racisme**, Paris: Editions Gallimard, 2000.

Serverin Evelyne, **Sociologie du droit**, Paris : La Découverte, 2000.

Şimşek Oğuz, **Anayasa Hukukunda Kişisel Verilerin Korunması**, İstanbul: Beta Yayınları, 2008.

Temelkuran Ece, **Ağrı’nın Derinliği**, İstanbul: Everest Yayınları, 2008.

Vidal-Naquet Pierre, **Les assassins de la mémoire**, Paris: Seuil,1987.

Yılmaz, Fatma, **Avrupa’da Irkçılık Ve Yabancı Düşmanlığı**, Ankara: USAK Yayınları, 2008.

B) Makaleler

Aliefendioğlu Yılmaz, “Azınlık Hakları Ve Türk Anayasa Mahkemesi’nin Azınlık Konusuna Bakışı”, **Ulusal, Uluslararası ve Uluslararası Hukukta Azınlık Hakları (Birleşmiş Milletler, Avrupa Birliği, Avrupa Konseyi, Lozan Antlaşması)**, İstanbul: İstanbul Barosu İnsan Hakları Merkezi Yayınları, 2002.

Ataman Hakan, “Nefret Suçlarını Farklı Yaklaşımlar Çerçevesinden Ele Almak: Etik, Sosyo-Politik Ve Bir İnsan Hakları Problemi Olarak Nefret Suçları”, **Nefret Söylemi Ve/Veya Nefret Suçları**, İstanbul: Ayrıntı Yayınları, 2012.

Aydın Zeynep, “Lozan Antlaşması’nda Azınlık Statüsü – Farklı Kökenlilere Tanınan Haklar”, **Ulusal, Uluslararası ve Uluslararası Hukukta Azınlık Hakları (Birleşmiş Milletler, Avrupa Birliği, Avrupa Konseyi, Lozan Antlaşması)**, İstanbul: İstanbul Barosu İnsan Hakları Merkezi, yay. No:2, 2002.

Bali Rıfat N., “Entelektüel âlemin yeni dokunulmazları azınlıklar”, **Virgöl**, sayı:48, Şubat 2002.

Bayramoğlu Ali, “Görüşler”, **Türkiye’de Nefret Suçları**, Der: Hakan Ataman, Orhan Kemal Cengiz, Ankara: İnsan Hakları Gündemi Derneği Yayınları, 2009.

Bickford Louis, “Transitional Justice”, **The Encyclopedia of Genocide and Crimes Against Humanity**, New York: Macmillan Reference, 2004.

Bourdieu Pierre, “L’Opinion publique n’existe pas”, **Questions de sociologie**, Paris : Seuil, 1980.

Boyle Kevin, Controlling Hate Speech: What Do The International Standarts Require Of Turkey?”, **Nefret Suçları Ve Nefret Söylemi**, İstanbul: Uluslararası Hrant Dink Vakfı Yayınları, 2010.

Bozarslan Hamit, “Les minorités en Turquie”, **Pouvoirs**, Paris, 2005/4 n° 115, 2005.

Cohen-Jonathan Gérard, “Abus de droit et libertés fondamentales”, **Mélanges en l’honneur de Louis Dubouis**, Paris : Dalloz, 2002.

Cohn-Bendit Daniel, “Pour que ces deux rêves deviennent mutuels”, **Les raisons d’un appel**, Paris: Editions Liana Levi, 2011.

Çetin Fethiye, “Yargı Söylemi Ya Da Hukukun Hakikati”, **Nefret Söylemi Ve/Veya Nefret Suçları**, İstanbul: Ayrıntı Yayınları, 2012.

Çetin Fethiye, “Yerli Yabancılar”, **Ulusal, Uluslarüstü ve Uluslararası Hukukta Azınlık Hakları (Birleşmiş Milletler, Avrupa Birliği, Avrupa Konseyi, Lozan Antlaşması)**, İstanbul: İstanbul Barosu İnsan Hakları Merkezi Yayınları, 2002.

Dijk Van Teun A., “Discourse And Power”, **Nefret Suçları Ve Nefret Söylemi**, İstanbul: Uluslararası Hrant Dink Vakfı Yayınları, 2010.

Dink Hrant, “İnsanı Azaltmanın Diğer Bir Yolu: Mülkü Azaltmak”, **Türkiye’de Azınlık Hakları Sorunu: Vatandaşlık Ve Demokrasi Eksenli Bir Yaklaşım**, İstanbul, TESEV Yayınları, 2006.

Ender Rita, “Ana Dilden Mahrum Kalmak”, **Güncel Hukuk**, Mayıs 2012.

Ender Rita, “Azınlıkların Ortak Hafızası”, **Güncel Hukuk**, Şubat 2009.

Ender Rita, “Bizden Ne İstiyorsunuz”, **Güncel Hukuk**, Mart 2012.

Ender Rita, “Gayrimüslim Mehmetçikler Üzerine”, **Toplumsal Tarih**, sayı:214, Kasım 2011.

Ender Rita, “Senin Aksanın Var ... Nereden Geldin ?”, **Güncel Hukuk**, Aralık 2010.

Ender Rita, “Türkiye, Fransa, Güvercinler ve Bellek Yasaları”, **Güncel Hukuk**, Ocak 2011.

İnceoğlu Yasemin, “Nefret Söylemi Üzerine”, **Güncel Hukuk**, Mart 2012.

İnsel Ahmet, “Tarihe Özgürlük, Orada ve Özellikle Burada!”, **Birikim**, sayı:273, 2012.

Jahic Galma – Yeşiladalı Burcu, “Onarıcı Adalet: Yeni Bir Yaklaşım”, **Onarıcı Adalet, Mağdur-Fail Arabuluculuğu Ve Uzlaşma Uygulamaları: Türkiye ve Avrupa Bakışı**, Der: Galma Jahic ve Burcu Yeşiladalı, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2008.

Kaboğlu, İbrahim Ö., “Önsöz”, **Ulusal, Uluslarüstü ve Uluslararası Hukukta Azınlık Hakları (Birleşmiş Milletler, Avrupa Birliği, Avrupa Konseyi, Lozan Antlaşması)**, İstanbul: İstanbul Barosu İnsan Hakları Merkezi Yayınları, 2002.

Kaboğlu İbrahim Ö., “İnsan Hakları, Azınlık Hakları ve Türkiye”, **Ulusal, Uluslarüstü ve Uluslararası Hukukta Azınlık Hakları (Birleşmiş Milletler, Avrupa Birliği, Avrupa Konseyi, Lozan Antlaşması)**, İstanbul Barosu İnsan Hakları Merkezi Yayınları, İstanbul, 2002.

Kaboğlu İbrahim Ö., "La Turquie à l'épreuve des droits des minorités et des droits culturels: du traité de Lausanne aux instruments du Conseil de l'Europe", **Statut et protection des minorités: exemples en Europe occidentale et centrale ainsi que dans les pays méditerranéens**, Bruxelles : Bruylant, 2009.

Karakaşlı Karin, “Önsöz-Üç Yıldızlı Adam”, **Bu Köşedeki Adam**, İstanbul : Uluslararası Hrant Dink Vakfı Yayınları, 2009.

Karan Ulaş, “Nefret Suçlarından Ne Anlıyoruz?”, **Nefret Suçları Ve Nefret Söylemi**, İstanbul: Uluslararası Hrant Dink Vakfı Yayınları, 2010.

Koç Ali, “Görüşler”, **Türkiye’de Nefret Suçları**, Der: Hakan Ataman, Orhan Kemal Cengiz, Ankara: İnsan Hakları Gündemi Derneği Yayınları, 2009.

Koraltürk, Murat, “Avukatlığın Türkleştirilmesi”, **Toplumsal Tarih**, Ağustos 2011.

Kuçuradi İoanna, “Günümüz Devletlerinde İnsan Hakları Işığında ‘Azınlık Hakları’ : Kavramı Ve Sorunları”, **Ulusal, Uluslarüstü ve Uluslararası Hukukta Azınlık Hakları (Birleşmiş Milletler, Avrupa Birliği, Avrupa Konseyi, Lozan Antlaşması)**, İstanbul: İstanbul Barosu İnsan Hakları Merkezi, yay. No:2, 2002.

Macar Elçin, “Bir Azınlığın Yok Oluş Süreci: Türkiye Rumları”, **Azınlıkça Dergisi**, sayı:36, 2008.

Mahçupyan Etyen, “Görüşler”, **Türkiye’de Nefret Suçları**, Der: Hakan Ataman, Orhan Kemal Cengiz, Ankara: İnsan Hakları Gündemi Derneği Yayınları, 2009.

Manceron Gilles, “Existe-t-il une éducation contre le racisme?”, **Dictionnaire des racismes, de l’exclusion et des discriminations**, Paris: Larousse, 2010.

Marcel Jean-Christophe, Mucchielli Laurent, “Un fondement du lien social: la mémoire collective selon Maurice Halbwachs”, **Revue d'anthropologie des connaissances**, vol. 13, no 2, 1999.

Margulies Roni, “Yahudilik, Irkçılık ve Göç”, **Türkiye’de Azınlık Hakları Sorunu: Vatandaşlık Ve Demokrasi Eksenli Bir Yaklaşım**, İstanbul, TESEV Yayınları, 2006

Oran Baskın, “Azınlıklar”, **İstanbul Ansiklopedisi**, İstanbul: NTV Yayınları, 2010.

Ovadia Stella, “Kadınları Sevmek”, **Sosyalizm ve Toplumsal Mücadeleler Ansiklopedisi**, cilt 7, İstanbul: İletişim Yayınları, 1988.

Pakozdy Csaba, “Problématique générale sur le droit international et la protection des minorités”, **Statut et protection des minorités: exemples en Europe occidentale et centrale ainsi que dans les pays méditerranéens**, Bruxelles : Bruylant, 2009.

Pelika Christa, “Onarıcı Adalet Üzerine”, **Onarıcı Adalet, Mağdur-Fail Arabuluculuğu Ve Uzlaşma Uygulamaları: Türkiye ve Avrupa Bakışı**, Der: Galma Jahic ve Burcu Yeşiladalı, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2008.

Pradelle Géraud de la, “Moyens juridiques et moyens politiques de la lutte contre le racisme”, **Le Droit Face Au Racisme**, Der: Emmanuel Decaux, 1999.

Rehman Javaid, “Uluslararası Hukukta Azınlık Hakları”, **Ulusal, Uluslararası ve Uluslararası Hukukta Azınlık Hakları (Birleşmiş Milletler, Avrupa Birliği, Avrupa Konseyi, Lozan Antlaşması)**, İstanbul: İstanbul Barosu İnsan Hakları Merkezi Yayınları, 2002.

Rigaux, François, “Azınlıklar Hukuku: Tanımlama Sorunları”, **Ulusal, Uluslararası ve Uluslararası Hukukta Azınlık Hakları (Birleşmiş Milletler, Avrupa Birliği, Avrupa Konseyi, Lozan Antlaşması)**, İstanbul: İstanbul Barosu İnsan Hakları Merkezi Yayınları, 2002.

Sancar Mithat, “Geçmişle Yüzleşme: Bir Adalet ve Özgürleşme Sorunu”, **Birikim**, sayı:211, 2006.

Valdès-Boulouque Martine, “Les législations en vigueur en Europe”, **La lutte contre le négationnisme**, Paris : La Documentation Française, 2003.

C) Elektronik Kaynaklar

Alğan Cengiz, “Var Mı, Yok Mu: Türkiye’de Irkçılık”, **PolitikArt**, sayı:77, 12 Kasım 2011, <http://politikart1.blogspot.com/2011/11/var-m-yok-mu-turkiyede-rkclk-cengiz.html>

Bertolini Marco – Leclercq Benjamin, “La négation de l’holocauste ne sera pas punie aux Pays-Bas”, **myeurope**, 26 Ocak 2012, <http://fr.myeurop.info/2012/01/26/la-negation-de-l-holocauste-ne-sera-pas-punie-aux-pays-bas-4407>

Çakır Bawer, “Devlet 6-7 Eylül Mağdurlarından Özür Dilesin!", **Bianet**, 7 Eylül 2009, <http://bianet.org/bianet/bianet/116894-devlet-6-7-eyul-magdurlarindan-ozur-dilesin>

Çakır Bawer, “Ders Kitapları Türk, Müslüman, Erkek, Heteroseksüel ve Irkçı”, **Bianet**, 13 Mart 2009, <http://bianet.org/bianet/azinliklar/113124-ders-kitaplari-turk-musliman-erkek-heteroseksuel-ve-irkci>

İnsan Hakları Derneği İstanbul şubesi tarafından yayınlanan “Fransız Parlamentosu’nu Bırakalım, İnkara Karşı Sesimizi Yükseltelim” başlıklı, 23 Aralık 2011 tarihli çağrı, **İHD**. http://www.ihdistanbul.com/index.php?option=com_content&view=article&id=176:fransiz-parlamentosunu-birakalim-nkara-kari-sesmez-yukseltelm&catid=35:guencel-haberler&Itemid=90

Karacabey Süreyya, “Deprem Sevinci”, **Haberfabrikası**, 25 Ekim 2011 <http://www.haberfabrikasi.org/s/?p=14965>

Kabođlu İbrahim Ö., “Le Système Constitutionnel de Turquie”, **Le cours de droit constitutionnel turc dispensé à Caen par le professeur Ibrahim Kaboglu**, 1 Eylül 2011 <http://www.unicaen.fr/recherche/mrsh/crdfed/3692>

Mazeaud Pierre, **Cahiers du Conseil constitutionnel**, n° 18 - juillet 2005, <http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/nouveaux-cahiers-du-conseil/cahier-n-18/voeux-du-president-du-conseil-constitutionnel-m-pierre-mazeaud-au-president-de-la-republique.51930.html>

Özçalık Sevil, “Ötekileştirme Ve İşlevleri”, **daplatform**, 25 Şubat 2009, www.daplatform.com/sanal_sanal.php?catid=10

D) Tezler

Altunpolat Remzi, **Uluslararası Hukuk Açısından Lozan Barış Antlaşması'nın Siyasal Hükümleri Işığında Türkiye'de Azınlıklar Sorunu: Tarihten Güncelliđe**, Ankara Üniversitesi, 2005.

Ariana Macaya, **Un passé qui ne passe pas: les enjeux juridiques de la “mémoire historique” en France et en Espagne**, Université Paris I, 2009.

E) Gazete Yazıları

Akçam Tamer, “Soykırımı İnkâr Yasası”, **Taraf**, 3 Ocak 2012.

Akgönül Samim, “Fransa'da tarih, toplumsal hafıza ve yasama”, **Radikal**, 20 Aralık 2008.

Bali, Rıfat N., “Vatandaş Türkçe Konuş!””, **Birgün**, 23 Haziran 2006.

Barokas Nelly, “Fransa'nın ahlak dersi vermeye hakkı yoktur”, **Şalom**, 11 Ocak 2012.

Başaran Rıfat, “Patriğin 'Türklüğü' duygulandırdı”, **Radikal**, 21 Şubat 2012.

Oran Baskın, “GM haklarında büyük adım, fakat...”, **Radikal**, 4 Eylül 2011.

Baskın Oran, “Verdiğimiz huzursuzluk için özür dileriz”, **Radikal**, 14 Aralık 2008.

Ceyhan Zeki, “Ey Yahudi, seni nasıl seveyim?”, **Milli Gazete**, 20 Ocak 2009.

Ender Rita, “March Of The Living 2006”, **Şalom**, 10 Mayıs 2006.

Ender Rita, “Of Not Being a Jew”, **Şalom**, 15 Mart 2006.

Güven Fahri, "Yahudi bir beladır, Ermenistan ise ikinci İsrail'dir...", **Millî Gazete**, 15 Aralık 2007.

Hür Ayşe, “Cumhuriyet’in ‘azınlık raporu’”, **Taraf**, 22 Ocak 2012.

Hür Ayşe, “1934 Trakya Olayları”, **Taraf**, 4 Temmuz 2010.

Karakaya Hasan, “İtiraf Ediyorum ki!”, **Anadolu'da Vakit**, 20 Eylül 2009.

Kılıç Altemur, “Düşmanlara ne hacet!”, **Yeniçağ**, 28 Mayıs 2009.

Küçükşahin Şükrü, “İşte o gizli karar”, **Hürriyet**, 24 Şubat 2004.

Öztürk Hüseyin, “Canılık Yahudilere yakışan en güzel meslektir”, **Yeni Akit**, 8 Ocak 2009.

Turgut Tarhanlı, “Hep Beraber Kazanmak”, **Radikal**, 9 Mayıs 2006.

Yalçın Zübeyde, “Cumhurbaşkanı’ndan Rum kökenli şehide de karanfil”, **Sabah**, 4 Mart 2008.

Yusuf Hüseyin Macit, “AKP’den ve Rum’dan bizi kurtarın”, **Yeniçağ**, 25 Nisan 2011.

“Barbar Rum Saldırdı”, **Habertürk**, 22 Aralık 2010.

“Bizden de özür dilesinler”, **Habertürk**, 11 Ocak 2012.

F) Raporlar, Konferansta Sunulan Görüşler, Diğer Kaynaklar:

Aprahamian Arménag : Ermeni Soykırımını İnkâr Hakkındaki Rapor (*Rapport Sur Le Négationnisme Du Génocide Des Arméniens*), 24 Mayıs 2006.

Duffne Ulrike: 24-25 Şubat 2007 tarihinde İstanbul Bilgi Üniversitesi Dolapdere Kampüsü'nde gerçekleşen “**Uluslararası Geçmişle Hesaplaşma Konferansı**” başlıklı konferansta açılık konuşmasını yapan Ulrike Duffne bu görüşünü orada dile getirmiştir.

İrkçılığa Ve Hoşgörüsüzlüğe Karşı Avrupa Komisyonu (ECRI) Türkiye Raporu, dördüncü izleme dönemi, Kabul Tarihi:10 Aralık 2010, Yayın Tarihi: 8 Şubat 2011.

Kurban Dilek: “**Bir Eşitlik Arayışı: Türkiye’de Azınlıklar**”, Uluslararası Azınlık Hakları Grubu (MRG) Raporu.

Uluslararası Geçiş Dönemi Adaleti Merkezi (International Center for Transitional Justice, ICTJ) tarafından, Louis Bickford, Patricia Karam, Hassan Mneimneh ve Patrick Pierce tarafından hazırlanmış,“**Hakikatı Belgelemek**” başlıklı rapor.

Salman Uğraş (Yönetmen): “**Atina’daki Büyükada**” belgeseli.

EK I: Arařtırma kapsamında sorulara verilmiř olan yanıtlar.

Prof. Dr. Samim Akgönül:

Bu yasalar Fransa'da çıkarsa ırkçılıđı önlemez, tam aksine körükler! Türkiye'de çıkarsa çok önemli bir rol oynar zira nefret söylemi kapsamına girer. Bu tip bir "loi mémorielle" "toplumsal hafıza yasası" (çođul olursa Ermeni Soykırımı + Rumların Kovulması + Varlık vergisi + 1955 vs. vs. vs.) genel bir nefret söylemi yasası içinde deđerlendirilirse, çok faydalı olur. Ünlü Fransız Sosyolog Michel Crozier "On ne change pas la société par décret" (Kararnemelerle toplumu deđiřtirmeyiz) der. Doğrudur, gerçekten de yasayla, yönetmelikle toplum ve toplumsal algı deđiřmez, ancak yasalar toplumsal algının deđiřmesine önayak olabilirler.

Doç. Dr. Emre Öktem:

Kanaatim maalesef olumsuz. Türk kamuoyu, Yahudi soykırımının inkârını yasaklayan bir kanunu (belki kısmen!) kabul edebilir, ama iş Ermeni meselesine gelince işler karışır. Bir bütün olarak inkâr yasası kabulü zor görünüyor.

Av. Cem Karako:

Geçmiřteki bir olayın tanınmasını içeren veya bir olayın inkârına ceza öngören yasalar gibi yasaların, Türkiye'de gayrimüslim azınlıklara karşı olan ırkçılıđı önlemede hiçbir rolü olamaz. Irkçılık konusu bir eđitimidir, kiřinin bir acıyı, soykırımı inkâr etmemesinin içinden gelmesi gerekir. Bir seyin inkârının "ayıp" ya da "yasak" sayılması bence daha çok nefret üretir. Bu yasalar üzerinden adalet aramak da mümkün deđildir. İnsanlar böyle yasalarla neyin gerçekten soykırım olduđunu (tanınmaya hakkı olduđunu), hangisinin olmadıđını tartıřmaya bařlarlar. Barıřı sađlarken, kimin daha çok acı çektiđini tartıřmak gereksiz ve aptallıktır.

Av. Esther Zonana:

Bu konular yasalara girmesi gereken konular deęil. Sonuçta insanların ifade özgürlüęü var istediklerini söyleyebilirler. Aksi takdirde, devlet insanlara sen bunu söyleme veya bunu söyle diye dayatmış olur, ki bu totaliter rejim anlamına gelir. Bu tür olayları tarihçileri irdeler, siyasi mekanizma kabul eder. Bu olaylarda zarar görenlere tazminat ödenmesini gerektiren bir idari karar veya yasa çıkartılabilir. Bu karar veya yasa devletin o ihlali tanıdığı yolunda önemli bir adımdır ve toplumda etkili olur. Öte yandan, ayrımcılıęa karşı doğru dürüst bir yasa (daha önceki tasarı gibi deęil) çıkartılır, ve TCK'nın halkı kin ve düşmanlıęa tahrik maddesi düzeltilirse bu konuda çok önemli bir adım atılmış olur.

Laki Vingas:

İfade özgürlüęünü kısıtlayan her düzene karşıyım. Birbirine zıt görüşler bile olsa saygı olmalıdır. Tüm olaylar tarihteki yerlerini olduęu gibi almalıdır. Bence adalet uygulaması yasadan deęil; önce doğru bir eğitim sisteminden başlar. İrkçılıęı ve nefreti engellemek için caydırıcı yasalar olmalıdır.

Av. Cem Murat Sofuoęlu:

Güncel Hukuk Dergisi'nde yayımlanan "Türkiye'de Antisemitizm" adlı makalemde, Yahudi soykırımını yadsımanın suç olmasını ve buna yönelik bir yasal düzenleme yapılmasını önermiştim. Böyle yasal bir düzenleme ülkemizde mevcut olan ırkçılıęı önler mi ? Hayır önlemez, ama en azından ırkçılık yapma bu kadar kolay olmaz, hiç olmazsa ırkçılık yapanın hakkında bir dava açılır, bunu yapan belki mahkum bile olabilir.

Mevcut ırkçılıęa yasalarla bir çözüm aramak bence yanlış olur, çünkü bu her şeyden önce bu konu siyasi, ekonomik, sosyal, kültürel, tarihsel nedenleri olan bir konudur. Yine de ben benzer yasaların olmasının, olmamasından daha iyi olacağı kanısındayım.

Ruso Yakimoviç:

İrkçılığın önlemede hiç bir rol olmaz tam tersine gaza getirir, buradaki azınlıklar daha da göze batar. Cahil her zaman cahildir ve ateşe körükle gidilmesinden başka bir halta yaramaz.

Av. Yakup Barokas:

“İrkçılığa karşı” kavramını biraz şüphe ile karşılıyorum. Türkiye’de 1930-1940 yıllarında olduğu gibi Nihal Atsız’ın başını çektiği ırkçı-Turancı akımların günümüzde etkin olduğunu düşünmüyorum. Gayrimüslim azınlıklara karşı mevcut olan dinsel bir ayrımcılık. Yahudiler açısından ise antisemitizmden söz edilebilir. Ben dil, din, ırk ve her türlü ayrımcılığa karşı anayasal bir korumanın mevcut olduğunu, Türk Ceza Kanunu’nun da bu tür suçlara karşı cezalar öngördüğünü ancak uygulanmadığını düşünüyorum. Tabii “nefret suçu” dediğimiz suçlarda ceza kanunlarında daha açık ifadelere yer verilmesi ve bazı suçlarda ağırlaştırıcı hükümler getirilmesi uygun olacaktır. Ayrıca, Lozan Antlaşması hükümlerinin Anayasa’da yer alması da bu konuda atılacak önemli adımlardan biridir. Fakat bunlarla beraber, kanunların yapılması veya değiştirilmesi yeterli değildir, bunların uygulanması için çaba sarf edilmelidir çünkü söz konusu olan bir mantalite sorunudur.

Prof. Dr. Köksal Bayraktar:

Görüşüm olumsuzdur. Geçmişle yüzleşmenin, bir olayı kabul eden ya da inkâr eden bir yasayla düzeltilebileceğini sanmıyorum. Aslında, hukuk bir üst yapı kurumudur. Sosyal olayları çözümlenmede bana göre yetersizdir. Bunun yerine, ülkede kültürel, sosyal ve iktisadi gelişme önemlidir. Bir toplumdaki insanlarda çeşitli konularla ilgili önyargılar, ancak sosyal yapının kültürel değişimi ile mümkün olur. Kanunların bu değişimi sağlama gücü bence çok zayıftır.

Rıfat Bali:

Yasalar, bildiğim kadarıyla halihazırdaki yasalar, bir kişinin şikâyetçi olması halinde dava açılmasına ve soruşturma yapılmasına izin veriyor. Cumhuriyet veya Basın Savcılıklarının, kimse şikâyetçi olmadan dava açmaları gerekir. Ancak bunu yapmıyorlar. Dahası Türkiye'de yargı mekanizmasının hantallığı ve dosya fazlalığı nedeniyle res'en veya bir kişinin şikâyetçi olmaları halinde bile soruşturmalar çok uzun sürmekte. Dolayısıyla kanun da caydırıcı değildir, mühim olan zihniyetin değişmesidir.

Dimitri Özprodemos:

Şu anki yaşadığımız konjonktürde, ırkçılığı önlemek yerine bu tarz hareketlerin ırkçılığı arttıracığına inanıyorum. Okullarda verilen eğitim ve çevresel baskılar, medyanın verdiği tepki ile birleşince azınlıklara karşı ırkçılığı çok daha ileri seviyelere taşıyor. Bu yasalar yaşadığımız ülkede tepki topladığından dolayı meşruluğu da tartışılır konumda olacaktır. Ben adaleti aramanın en etkili yolunun, Avrupa İnsan Hakları Mahkemesi olduğunu düşünüyorum.

Reysi Kamhi:

Azınlık olmak yani bir topluluğun içinde öteki olmak kendini görünmez hissetmektir aynı zamanda. Çünkü etrafındaki topluluğun özneleri onu fark etmeyebilir, onu tanımayabilir ya da hoşgörüsüyle yaklaşmayabilir. Bir gayrimüslim olarak, Türkiye benim aslen ait olduğum mekan. Hayatımı kurduğum kişisel hafıza ürettiğim yer yurt. Ve ben bu ülkenin topluluğuna aitim. Ancak bir gayrimüslim olarak, ne kadar o topluluğun bir parçası olsam da aslında her zaman daha kırılgan olanım da. Kırılganlık çok önemli bir kavram çünkü bir olayın tanınmasını içeren veya bir olayın inkârına ceza öngören yasalar karşısında gayrimüslimler parmakla gösterilen, işaret edilen konuma gelebiliyorlar. Yani, bir yasanın oluşturulması aslında ötekinin farklılığının altını çizmek de olabiliyor. Bu durum da, topluluğun içinde az olanları, belki daha görünür kılıyor. Ne var ki aklıma o zaman, “korunmamak mı lazım, yasalar çıkmasın mı?”, sorusu geliyor ve bunun cevabı kesinlikle “Hayır”. Yasalar en azından bir ülke politikasında senin hangi konumda kabul

gördüğünü gösteriyor. Ancak içindeki topluluk ne kadar homojen bir fikir bütünlüğünde, bunun garantisi yok. Bu bağlamdan bakıldığında da, yasalar üzerinden adalet aranabilir evet, ama bu asla kesin bir sonuç getirmez yani yalnızca yasalarla ırkçılık çözülemez. Irkçılık, ortak, toplumsal bir hafızanın sonucudur. Bilinç altında, görüldükçe, yaşandıkça hatırlanan ve hatırlatılan bir şeydir. Karşı tarafa parmak göstermektir, önyargılar ve klişelerdir. Ancak farklı topluluklar hoşgörüyü açık olduğunda ve ötekini kendi benliğinde kabul ettiğinde çözülebilir.

Moris Ventura:

Geçmişteki bir olayın tanınmasını içeren veya bir olayın inkârına ceza öngören yasalar gibi yasalar, Türkiye’de gayrimüslim azınlıklara karşı olan ırkçılığı önler ama böyle bir yasayı çıkarmak kanımca asla mümkün değil! Bu yasalar üzerinden adalet aranabilir, hatta adalete ulaşmak mümkün olabilir! Kanımca, inkârın gerekçesi tam da bu.

Hera Taşçıyan:

Geçmişte yaşanmış bir olayın tanınması ve bu olayın inkârına yönelik ceza içeren bir yasanın çıkabilmesi için öncelikle, toplumdaki ön yargı bariyerlerini kırmak gerekiyor. Bunun olması bence yaşadığımız bu nefrete ve vahşete dair söylemlerin çok yaygın olduğu bu dönemde biraz güç ne yazık ki çünkü geçmişten gelen ve toplumsal hafızada yer eden bir 'öteki' düşmanlığı empoze edilmiş durumda. Bu, toplumun pratik hayatından, aile hayatına kadar yayılmış bir durumda. Bu anlamda toplumun içine yerleştirilmiş bir ırkçılık kavramı söz konusu. Böyle kökleşmiş bir kavramı da aşmak, -her ne kadar barış yanlısı kitleler ortaya çıksa ve ırkçılığı kırmaya çalışsa da, yine de az bir kesim için geçerli olduğundan- oldukça güçleşiyor. Bu tip yasaların kabulü toplumda sadece tepkiye yol açıyor ve daha fazla vahşete yöneltiyor. Aslında bu yasaların yararlı ve işlevsel olması gerek, fakat yaşadığımız ülke şartlarında bu mümkün değil. En son Fransa’da kabul edilmesi söz konusu olan yasanın yarattığı yıkıcı etkiyi hepimiz gördük. Bu yüzyılda yaşayıp, bu tip ceza içeren yasaların daha yapıcı sonuçlar doğurması ve ırkçı söylemleri önlemesi beklenirken, henüz 'kimlik' ve 'öteki' kelimelerini hazmedememiş bir ülke de

yaratacağı sonuçları görmek kendi adıma sadece tüyler ürpertici ve cesaret kırıcı nitelikte.

Davut Berker:

Geçmişte bir olayın inkârına ceza öngören yasalar, Türkiye'deki azınlıklara karşı olan ırkçılığı önlemede "hiçbir işe yaramaz." Bu bizim değil tüm ülkelerdeki azınlıklar için geçerlidir. Avrupa Birliği'nden, ABD'ye kadar tüm ülkelerin ders kitaplarında resmi tarih geçerlidir. Yüceltilen, haklı gösterilen bir tarih anlayışı ile "ulusal kimlik" verilmeye başlanır. Bu faktör çok önemlidir. Türk için, Fransız için, Yunan için... Eğer bu "gerçeklere" karşı çıkan bir karar veya "inkârda ceza" durumu ortaya çıkarsa, bunun dini kimliği farklı olan grupları olumlu etkilemesi mümkün olabilir mi? Büyüyen genç kendi birey kimliğini oluşturmalı ya da dünya vatandaşı olmalı gibi düşünceler ileri sürülebilir. Bu iddialar kulağa hoş gelse de gerçekçi değildir. Aidiyet duygusu ve de başkalarına bağımlılık, toplumu etkileyen kurallardır. Bu kuralların içinde büyüyen genç, kendi toplumuna karşı bir "inkâr cezası" ortaya çıktığında nasıl bir reaksiyon vereceğini ve de dinsel açıdan kendisi gibi olmayan ve de zaten "sayıca azınlık olan", "ötekine" nasıl "olumsuz" bakacağını bilebilmek için müneccim olmaya gerek yok bence.

Mihail Vasiliadis:

İrkçılık böyle engellenmez, böyle yasalar o ülkenin demokratik ülke vasfına leke düşürür yani "Şunu tartışamazsın!" demek insanın düşünce hürriyetine sınır koymak demektir. Fakat böyle şeyler görüşülürken kullanılacak lisan önemli, eğer bu akademik düzeyde yapılacak bir tartışma ise bunu yasayla engellemek mümkün olmamalı. Ayrıca, orada "inkâr" kelimesi var, inkâr gerçekten var olduğunu düşündüğün bir şeyin var olduğunu kabul etmemek olur. Dolayısıyla önce tartışmasız bir biçimde kabul etmeyi gerektirir. Örneğin, Yahudi soykırımını kimse tarafından inkâr edilemeyecek bir gerçek bugün, bunun ispatı var. Mahkemelerde incelendi, karar çıktı. Bunu, o vahşetin propagandasını yapma amacıyla inkâr etmenin cezalandırılacak bir fiil olduğuna ben de inanıyorum ama o bile bir akademik düzeyde tartışılacaksa,

tartışılabilir olmalıdır. Bununla beraber, bu suçlamalar halklara değil, şahıslara yöneltilmeli.

Amerika halkına diyemezsin ki; “Kızılderelilere soykırım uyguladınız”. Böyle bir suçlama yapacaksan kimi suçladığını açıkça ortaya koymak lazım. Bunun ortaya konması mağdurların en doğal hakkı ama mağdurlar da “Türkler benim ecdadımı öldürdü” diyemez. Bu suçlama şöyle olur; “İttihat ve Terrakî'nin başındaki Enver Paşa...” Bir halk mahkemeye verilemez. Bir halk suçlanamaz. muhakkak surette suçlama şahıslara yöneltilmeli, deliller ortaya konmalı ve bu konudaki cevaplar resmi tarihlerden değil gerçek bir araştırmadan alınmalı. Adil olmak bunu gerektirir!

Yorgos Demir:

Bu tarz yasalar Türkiye'de gayrimüslim azınlıklara karşı olan ırkçılığı ve ötekileştiren tutumu önlemede mutlaka kısmen de olsa rol oynar, ama bu salt hukuksal çerçevede yer alacak düzeyde sığ bir durum değil. Alt yapısal meseleler içeren çok etraflı bir konu ve bu yüzden sadece yasamanın değil, devletin tüm kurumlarıyla destek vermesini gerektiren, bir toplumsal eğitim ve bilinçlenme meselesidir. Geçmişte yaşanmış herhangi bir olayın (müspet ya da menfi) tanınmasını içeren yasa tasarısının bu ayrımcı durumu engellemede mutlaka önleyici rolü olacağına inanmakla beraber, öte yandan ifade ve/veya eleştirme hakkını vatandaşın elinden almak pek hakkaniyetli olmasa gerek. Yoksa herhangi bir olayın inkârına ceza öngören yasaların 301'den farkı da pek yoktur! Yani kısaca, geçmişteki bir olayın tanınmasını içeren yasalara evet, bir olayın inkârına ceza öngören yasalara hayır! Yasaklara da yasak gerek bazen!

Av. Fethiye Çetin:

Türkiye'de azınlıklara karşı olan ırkçılığı önleme ve geçmişte yaşanan bir olayın tanınması ya da inkârına yönelik yasaların tek başına hiçbir rolü olmayacağına en önemli kanıtı, eski TCK 312 ve yeni TCK 216. maddedeki 'halkı kin ve düşmanlığa tahrik etme' suçunun uygulanan biçimidir. Bu yasa maddesi, süreç içindeki değişikliklere rağmen, azınlıkları, farklı kimlikleri koruması gerekirken onlara karşı uygulanmıştır ve halen uygulanmaktadır.

Amacına uygun bir-iki uygulama varsa da bunlar çok istisnaidir ve bu istisnai örneklerin etkili bir soruşturma olarak kabul edilmesi çok zordur. TCK 301. maddede yapılan değişiklikler de uygulamada hiçbir farklılık yaratmadığından sorun sonunda, yine Adalet Bakanından alınacak izin şartına bağlanarak çözülmeye çalışılmaktadır. (Mevzuatımız, bu konuda ya da başka bir konuda yasalaşan ama uygulanmayan pek çok yasa maddesi ile dolu. Belki bir gün bunları da birisi çalışır.) Yasa uygulayıcılarının, medyanın, toplumun, azınlık karşısında çoğunluğun insan hak ve özgürlüklerini koruma, empati kültürü vs. değişmeden tek başına getirilecek yasa ile bunu çözenin mümkün olmadığını düşünüyorum. Gerçek adalet, adaletsizliği yaratan yapı ve zihniyetin ortadan kaldırılması ve toplumun bilincinde ve vicdanında insan hak ve özgürlükleri kültürünün yerleştirilmesi ile sağlanabilir, ancak bu yolla “Bir daha asla!” denebilir.

Batya Kebudi:

Aslında hiç bir fikrim yok ama mantığımı kullandığımda ırkçılığın yasalarla önenebileceğini düşünmüyorum...

Yrd. Doç. Dr. Cengiz Aktar:

Birebir o olayları işaret eden bu çeşit yasaların Türkiye gibi ziyadesiyle ırkçı ama ya ırkçılığının farkında olmayan ya da ırkçılığını reddeden bir cemaatler topluluğunda çok yararlı olmayacağını hatta sakıncalı olacağını düşünüyorum. Kaldı ki, bu çeşit olayların tertipleycisi ve başat faydalanıcısı olan devletin söz konusu olayları tanıyan, mağdurlarından özür dileyen ve olayların inkârını yasaklayan yasalar çıkartacağını, şimdi veya ilerde düşünmek pek makul değildir. Tanıma, bilme, özür dileme ve inkârla mücadele çalışmalarının toplumdan neşet etmesi, toplumca sürdürülmesi, devlet bu çalışmalara dahil olsun ya da olmasın bence en sağlıklıdır. Adaletin belki en temellisi vicdanlardaki adalettir. Misalen Ermeni Soykırımı'ndan sağ kurtulanların ezici çoğunluğunun sadece böyle bir beklenti içerisinde olduklarını biliyoruz. Diğer taraftan, inkârın yaraya tuz basmak olduğundan hareketle, yasa koyucunun nefret söylemi ve suçunu emredici ve uygulayıcı bir

anlayışla cezalandıran ve tüm bu olayları da kapsayan bir yasa yapması, adalet arayışının olmazsa olmazı gibi geliyor bana.

Dimitra Bahçıvan:

Eski olayları karıştırmanın, tekrar tekrar gündeme getirmenin bugün kimseye bir yararı olmaz. Üzerinden bu kadar zaman geçtikten sonra bunu yapmak “adalet hissini” yaratmaz, kimse “Adalet varmış,” veya “Adalet yerini buldu,” diyemez.

Doğan Levent:

Bu anlamda hukuksal alanda yapılacak herhangi bir reformun, işin sosyal temeli inşa edilmediği takdirde ırkçılığı azaltma konusunda bir etki sahibi olamayacağını düşünüyorum. Geçmişle yüzleşmek adına toplumsal düzlemde yapılması gereken aksiyonlar olmaksızın bu tip yasaların uygulanabilirliğinin de olmayacağını, şayet belli kesimler tarafından bu tip bir yasa üzerinden kamuoyu oluşturma çabalarında bulunulursa da bu durumun sadece geniş toplumda azınlıklara yönelik anlık ırkçı söylemlere yol açacağını tahmin ediyorum. Yasanın (konunun toplumsal boyutta bir temel eksikliği bulunmasından dolayı) uygulanabilir olmaması bu yasalar üzerinden hak aramaya kalkışacak bireylerin çabalarını da boşa çıkaracaktır.

Aylin Erdoğan:

Geçmişteki bir olayın tanınmasını içeren değil yasaların sözlerin bile gayrimüslim azınlıklara karşı olan ırkçılığı önlemede rolü olacaktır. Türk insanı henüz ilköğretim aşamasında okullarda başlayan, medya ve politikacıların pompalaması ile devam eden bir bombardıman altında tarihin bilinmesini istenilen versiyonu ile formatlanıyor. Basitçe "Soykırım olmamıştır, Ermeni çeteler bize saldırmıştı, biz de onları sürdürdük, bu sırada tabii ki ölenler olmuştur, biz ne yapalım?" diye özetlenen ve pompalanan görüş ilkokul çağından itibaren zihinlere kazınır. Pek çok insan “Bu Ermeni soykırımı da nereden çıkıyor?” sorusundan öte bilgi sahibi değildir, ama “Ermeni soykırımı olmamıştır,” şeklinde fikir sahibidir. Henüz çok yakın

geçmişte tanık olduğumuz Dersim katliamının tanınması ve özrü bile pek çok insan için hiç farkında bile olmadıkları bir gerçekliği ortaya çıkarmış ve empati yapmalarını sağlamıştır. Recep Tayyip Erdoğan gibi çok güvendikleri bir liderden bu sözleri duymaları inanıyorum ki kendi önyargılarını yıkmakta en azından sorgulamakta bir adım oldu. Türk insanı Osmanlı'dan kalan bir özellik taşıdığını düşünür, azınlıklara karşı çok anlayışlı ve hoşgörülü olduğunu zanneder, ancak hoşgörülü olduğu azınlığın asimile olmuş, dilini konuşamayan, adını alamayan azınlık olduğu gerçeğini göz ardı eder. Bunun için, farkındalık yaratacak sözlerin yanında geçmişteki bir olayın tanınmasını içeren yasaların olmasının ırkçılığı önlemede daha emin bir adım olacağına inanıyorum. Cezadan, polisten, gözaltından çekinen bir millet için kanun ile daha net bir gerçekliğe dönüşmüş bir görüş ekstra bir çekince yaratacaktır. Fakat, yasalar üzerinden adalet aranabilir mi, işte onu bilmiyorum. Son yıllarda izleyebildiklerimizden anladığımız, kanunun adalet aramak için yeterli olmadığı, kanunu yorumlayanın da kanunun kendisi kadar önemli olduğu.

Arman İşli:

Bu konuyla ilgili olarak fikirlerini açık bir dille ifade eden Ermeni kökenli bir Türk vatandaşı gazetecimiz öldürülmüştür. Bu nedenle mevzu düşünüldüğünden çok daha hassastır. Avrupa Birliği üyesi olan Fransa, Ermeni soykırımını meselesi üzerine gerektiğinden fazla ilgili göstererek konuyu yasa çıkartıp; aksine görüş bildireni cezai hükümlerle tehdit etmektedir. Bu noktada ülkemizi temsilen AB Bakanı ve Başmüzakereci Sayın Egemen Bağış soykırımını tanımadığını ve yasaya karşı çıktığını açık bir dille ifade etmiş; Fransa'nın konuyla ilgili hukuki süreci başlatması konusunda telkinde bulunmuştur. Son dönemde yaşadığımız bu olaylardan yola çıkarak ırkçılığın bu tip yasalarla önlenemeyeceği, aksine milletleri ve devletleri birbirine düşürebileceği aşıkardır. Bu tip yasaların ırkçılığı önlemede hiçbir yararının olmamasının yanı sıra, devletleri yıpratmış ve ticari ambargo koymaya kadar ciddi sonuçlar doğurduğu görülmektedir.

Azniv Sevinç:

Eđitim hayatımızın hiřbir evresinde Holokost veya Ermeni soykırımını ile ilgili bir bilgi tarih kitaplarımızda yer almadı. Ancak son dđnemlerde gerek yazılı basın, gerekse gđrsel basında konular irdelenmeye bařladı. Bu sıkıntı sadece azınlıkların bařına gelen olaylarla da kısıtlı deđil, Dersim olaylarının bile senelerce üzeri kapatıldı. Daha yeni yeni 18'li yařların üzerindeki genř nesil bu tip olayların gerřekleřtiđini anlayabiliyor veya anlıyor fakat hala reddediyor. Bu olayların olduđunun kabul edilmesi bir tabu haline gelmiř. Őlkenin çok çok ufak bir kesimini oluřturan aydınlar dıřında ‘‘Bu olayların olduđunu kabullenelim,’’ diyen var mı? TŐrkiye’de çıkacak bir yasa ile ırkçılık biraz önlenebilir zira TŐrk insanını yasalardan çekinir. Ancak bđyle bir yasayı yabancı Őlkelerden birinin ıkartması, TŐrkiye’de yařayan azınlıklara duyulan ırkçılık ve kini çok daha artıracaktır. Bu yasalar Őzerinden adalet aransa neye yarar ki? Davanın sonuçlanması yıllar alır ve kim bilir nasıl sonuçlanır! Ayrıca buna kalkıřacak kaç tane azınlık var?

İvo Vedat Molinas:

Evet bđyle yasalar ile adalet aranabilir ama bu yasalar ırkçılıđı önlemez.

Aris Abacıs:

TŐrkiye'nin geçmiřinde olan olaylar, bu olaylara karıřan kahramanlar ve bu kahramanların arasındaki iliřkiler o kadar çok ve girift ki, bđylesine bir yasal dŐzenleme, korkarım iři daha da karmařık hale getirir. Kaldı ki, sorun yasa eksikliđi deđil, yasaların uygulanıř biçimi ve uygulanmamasından kaynaklanıyor. Őrneđin, azınlıklara karřı ırkçılıđın nŐne, TCK'nın 301. maddesinin anayasaya uygun olarak uygulanması ile rahatlıkla geçilebilirdi, ama olmuyor. Anayasal anlamda, TŐrklŐđe hakaret, KŐrtlŐđe, ErmenilŐđe, Rumluđa, Hristyanlıđa AlevilŐđe hakareti de içerir, ama olmuyor. Sonuç olarak Batı'da siyasal evrim ya da siyasal deđiřim denilen ve özellikle İřpanya, Yunanistan ve İtalya'yı içeren sŐre (TŐrkiye řartlarında buna sivilleřme de diyebiliriz) yapısal siyasal deđiřikliklerle yapılmıřtır (Anayasa, anayasal kurumlar, kuvvetler ayrılıđı vb). Ancak TŐrkiye'de özellikle 1980 sonrası için

siyasal deęişim, aslında deęişim yapılmaksızın, olduęu varsayılan bir deęişimdir. Sorun bence burada. Bu sorun çözülmeyen AB müktesebatı denen şey Türkiye'nin temel hukuk sistemi olarak kabul edilse bile, sonuç deęişmeyecektir.

Arlet Hanım:

Gayrimüslim azınlığı ırkçılıęa karşı koruma yasası olmalı mı? Zaten sadece dini farklı bir TC vatandaşı ise neden buna ihtiyaç duyuluyor olsun ki?!

Av. Filiz Kerestecioęlu:

"Geçmişteki bir olayın tanınması" yasal düzenleme haline getirilecek bir noktaya ulaşmışsa, aslında bu raddeye kadar zaten yeterli bir kamuoyu oluşmuş, siyasiler de bu konuda uzlaşmış (ya da uzlaşmak zorunda kalmış) ve ciddi bir irade gösteriyor demektir. Bu noktada, tabii ki böyle bir yasa; önleyici, koruyucu, tazmin edici sonuçlar doğurabilir adalet arayışını güçlendirir ve yazılı, yasal düzenleme haline gelmiş bu metnin gelecek nesiller açısından da ırkçılıęı önleyici etkileri olabilir. Ancak bu benim iyimser ve işin içine politikanın entrikaları katılmadan "*toplumsal gelişim, tepki ve bunun sonucu olan yasal düzenleme*" basamaklarına göre yaptığım bir yorum. Bu basamaklar aşılmadan yapılacak bir yasal düzenleme ise ya "dış baskılar" sonucu ya da belirttiğim "siyasi çıkarlar" nedeniyle yapılmış olacağı için gayrimüslim azınlıklara yönelik ırkçılıęı önlemede ciddi bir etki yaratabileceğini düşünmüyorum. Ancak her şeye rağmen böyle bir yasa yapılmışsa, eęer bu yasaya dayanarak talep edilecek adalet arayışlarının, örneğin açılan bazı davaların yaratacağı etki güçlü olabilirse, bunun da ırkçılıęı önlemede bir etkisi olabilir ve böylece o "dış baskılar" etkisiyle yapılan yasa da bir ölçüde "hayırlı" olmuş olur diyebilirim.

"Bir olayın inkârına ceza öngören" yasalara gelince, ister Türkiye'de ister başka bir ülkede olsun bunun tamamen düşünce ve ifade özgürlüğüne aykırı bir yaklaşım ve düzenleme olacağı fikrindeyim. Bir kısım insanın düşüncesini (yanlış veya zalimce de olsa) ifade etmesinin yasaklanması üzerinden yapılacak bir düzenlemeyle başka insanlara yönelik ırkçılıęın önlenmesine

katkı sağlamak bence mümkün değil. Burada bir başka noktaya da dikkat çekmek gerekir; önemli olan siyasi iradenin o günkü konjonktüre göre ne düşündüğü ve ne karar verdiği değildir, insanların güvenliği, esenliği, aralarındaki diyalogun gelişmesidir asıl önemli olan... Böyle bir yasa ise insanlar arasındaki gerilimi artırarak ırkçılığı teşvik dahi edebilir.

Yani Skarlatos:

Hayır. Böyle bir şey, toplumu daha da kutuplaştırır ve çözümden de uzaklaştırır.

Haluk Gülcan:

Türkiye’de hangi yasa düzgün uygulanıyor ki, böyle bir yasa çıksa uygulansın ve işe yarasın! Yasaklamaların da hep bir şekilde kendimize daha yakın hissettiklerimizi vurduğunu düşünürsek, böyle yasalar ancak zarar getirir fayda getirmez.

Lori Baliyan:

Günümüzde örneklerini gördüğümüz inkâr yasalarının, ne yasayı tanıyan ne de yasayı inkâr eden taraflar için herhangi bir olumlu yönünün olduğuna inanmıyorum. Madem ki yetkililer ellerindeki arşiv karşılaştırma yöntemine gidip olayın aydınlatılması konusunda adil bir zemin yaratamıyor aynı şekilde bu yetkililer hiçbir vatandaşa zorla bir yaptırım uygulayamaz. Bu tarz yaklaşımla milletleri yakınlaştırmak yerine, yaşanmakta olan zorlu süreç çok daha çözümlenmez bir duruma sürüklenir. Burada hakkı korunan hiçbir taraf göremiyorum.

Prof. Dr. Baskın Oran:

Geçmişteki bir olayın tanınması meselesinde bir sorun yoktur. Bu, devletin, geçmişteki hatasını kabul etmesidir. İyi bir şeydir. Bir olayın inkârına cezaya gelince, bu tür yasalar büyük ihtimalle ifade özgürlüğünü ihlal edecektir. Mesela Fransa’da (bizde "inkâr" diye yanlış biçimde çevrilen) tartışmayı/karşı çıkmayı (*contestation*) engelleme yasası çok açık biçimde bunu yaptı; zaten Anayasa Konseyi tarafından iptal edilmesinin temel sebebi de buydu. Böyle bir

şey yapmak yerine, ayrımcılıkla ve nefret söylemiyle mücadele yasaları çıkarılması çok daha uygun olur. Gerçi kimi yasa hükümleri ve uluslararası sözleşme maddeleri var ama, çok yetersiz. Diğer yandan, bu türden yasalar, azınlığı çoğunluğa hedef gösterebilir.

Andonis Parizianos:

İrkçılık gibi 21. yüzyıla yakışmayan konuların kanunla çözüleceğine inanmayanlardanım. Ben bir Rum “azınlık” mensubu olarak, ırkçılığı özellikle 50-60-70 li yıllarda yaşadım. Kanımca ırkçılığın önlenmesinde hükümetlere ve medyaya büyük görev düşmektedir. Maalesef 20. yüzyılda yaşadığımız ırkçı olaylar istenseydi önlenbilirdi. Örneğin, 6-7 Eylül yalan bir gazete haberi ile alevlenmiştir. Ancak geçmişe bağlı kalmamız gerekmektedir. Eğer inkâr etmeyi suç sayan yasa çıkarsa belki de ters tepki doğurabilir. Burada amaç toplumu bilinçlendirmek ve ırkçılığın bir gün kendilerine de dönebileceğini anlatabilmektir.

Panos Çapar:

Ben Türkiye'nin tek Ermeni köyünde; Vakıflı Köy'de oturuyorum. O yüzden zaman zaman gelip bize geçmişî soruyorlar. Biz de diyoruz ki; “Gidin tarihçilere sorun!” Bizden ne istiyorsunuz? Bu işlerin yanıtları tarihçilerdedir, yasalarda değil!

Berna Ers:

Böyle yasaların uygulanması Türkiye'de gayrimüslim azınlıklara karşı olan ırkçılığı önlemede rolü olabilir. Herkes için geçerli olmayacaksa da bir cezanın uygulanabilme ihtimali caydırıcı bir etkidir ve somut bir azalmaya neden olur diye düşünüyorum.

Av. Canan Yücel:

İrkçılığı önlemede rolü olamaz, ama adalet böyle yasalarla aranabilir, bir şekilde!

Tilda Levi:

Yasaların ırkçılığı önlemede rolü vardır. Zaten kimi (ırkçı) olaylar birbirinin tekrarıdır. Önlerine caydırıcı unsur konmadıkça onlara hep açık kapı bırakılır. Dolayısıyla kişi/kişiler önlerinde bir bariyer konulmamasının rahatlığı içinde bildikleri gibi hareket ederler. Bunun en çarpıcı örneğini son günlerde televizyonlarda yayınlanan bir şampuan reklamında izledik. Söz konusu reklamda görünen Hitler portresinin yarattığı rahatsızlık bir yana, zamanında diktatörün insanlardan sabun elde ettiğini çağrıştırmaması kabul edilemez bir olaydı. Basının anında tepki verdiği reklam için RTÜK henüz karar vermedi. Yasalar bu tür mekanizmalar için hem caydırıcı unsur olmalı, hem de bir an evvel sonuç almak için devreye girmeli.

Serkan Özkök:

Benzeri yasaların amacı, azınlıklara karşı olan ırkçılığı önlemekten farklı olabileceği için bir fayda sağlamayacaktır. Esas mesele eğitimsizlik ve iletişimsizliktir. Bu yasalar üzerinden adalet aranabilir ancak bu yaptırımların, (eğitim ve iletişim sorunları çözülmeden) güncel ve geleceğe dönük daha büyük problemler yaratma ihtimalini de gözardı etmemek gerekir.

Rober Koptaş:

Ben şu anda böyle bir noktanın çok uzak olduğunu düşünüyorum. Toplumsal ve politik bir zemin yok. Dolayısıyla "olsun" ya da "olmasın" demekle çok bir şey söylemiş olmayacağız, sadece teori ile ilgili bir şey söylemiş olacağız. Ben gazetecilik yaptığım için işin pratik tarafındayım ve bu yüzden şu anda bir şeye yaramayacağını düşünüyorum, hatta tam tersi tepkiler de yaratabilir. Çünkü toplumda çok yoğun bir milliyetçilik var, Ermeni karşıtlığı, Yahudi karşıtlığı bütün o karşıtlıkların hepsi var. Siyasi irade de gökten zembille inmiş gibi bir şey yaratamaz ama toplumsal zemin değişirse, toplum geçmişte işlenmiş suçların farkına varırsa, milli eğitim sistemi, ders kitapları değişirse ve insanlar geçmişte yapılan kötülükleri kabul ederlerse işte o zaman yasanın faydası olur. Marjinalleştirmiş oluruz, olan olayı desteklemediğimizi beyan etmiş oluruz. Bu

durumda yüzleşme yasalarının işe yarayacağını düşünüyorum ama biz şu anda o noktadan çok uzağız.

Rafi Ojalvo:

Evet rolü olabilir. Bunun aksini düşünenler konu hakkında ekstra bilgi almak gibi bir "social service" ile cezalandırılabilir. Bu suç için para cezası da öngörülebilir fakat hapis cezası olmamalıdır.

Sibel Horada:

Böyle yasaların faydadan çok zararı olur bence.

Melih A. Akkan:

Türkiye' de gayri müslim azınlıklara karşı ırkçılık var mıdır? Veya ırkçılık nedir, nasıl varlığı veya yokluğu değerlendirilir. Azınlığın çoğunluk içindeki davranış tarzı, içinde yaşadıkları toplumu nasıl şekillendirmektedir? Irkçılığın toplum içinde canlanması ve yaygınlaşmasının sebepleri nelerdir? Olayı ne sebepler tetiklemektedir? Bunların bence tek sebebi azınlıklar yaşadıkları ülkede kendi kendilerini bu pozisyona sokmalarıdır. Kendilerini o ülkenin (doğan, eğitim gören, çalışan, vergi ödeyen) öz vatandaşları olduklarını kabul etmeyerek devamlı farklı olduklarını tekrarlarlar. Başka bir devlete ait olduklarını o kadar çok tekrarlarlar ki, artık toplum onlara her an onları arkadan vurmaya hazır tetikte potansiyel tehlike olarak görmeye başlarlar. Ondan sonra da bu olaylar gelişir, derinleşir ama toplumun tümünde değil. Adalet kavramı ise çok değişken bir kavramdır. Bölgeden bölgeye ve toplumdan topluma değişiklikler gösterir. Ama kanunla veya böyle yasalarla engellenemez. Ve şu sorulabilir; kime göre veya neye göre adalet? Adalet hiç bir zaman $2 \times 2 = 4$ gibi bir kavram değildir. Biri için adalet diğeri için değildir ve bu da anormal değildir.

Av. Mihail Püsküloğlu:

Bence azınlıklara karşı ırkçılık konusunun devlet ve toplum düzeyinde ayrı ayrı değerlendirilmesi gerekiyor. Öncelikle, devlet düzleminde bu tür yasaların

çıkabilmesi ancak devletin belli bazı sorunlarını aşması ve özgüven kazanması ile mümkün olabilir. Ancak bu tür tanıma veya özür içerikli yasaların çıkması, geçmişe ilişkin olarak tazminat gibi devletin pek çok sorumluluğuna yol açabilecektir. Dolayısıyla, Nazi Almanyası gibi olağanüstü bir baskının söz konusu olduğu ekstrem durumlar haricinde, devletlerin kendi icraatları için özür dilemeleri pek gerçekçi değil. Bu tür yasalar, toplumu içerisinde önemli bir çatışma veya gerilim bulunmayan Kanada veya Avustralya gibi ülkelerde çıkarılıyor olabilir, ancak Türkiye gerçeğinde bu tür yasaların çıkması halinde, pek çok kesim kendi geçmişine ait konularda benzer yasalar talep edecektir. Bunu tahmin eden bir iktidar da bu tür yasalar çıkarmak istemeyecektir.

Ancak şayet böyle kanunlar çıkarılırsa, bunların devletin azınlıklara karşı ırkçı bir politika yürütmesini engellemekte çok faydalı olacağını düşünüyorum. Zira bu tür kanunlar, devletin azınlıkları koruduğuna ve onların haklarını teslim etmek amacıyla olduğuna da dalalet eder. Dolayısıyla örneğin devlet memurları da günlük işlemlerde ayrımcılık yapmaktan imtina edeceklerdir.

Diğer tarafta, toplumsal düzlemde ise, eğer kamuoyunda azınlık hakları bakımından bir duyarlılık var ise ve en önemlisi toplumun çoğunluğu, azınlıkların tarihleri ve kültürleri hakkında bilgi sahibi ise, bu yasaların fazla rahatsızlık yaratmayacağını düşünüyorum. Ancak, her ihtimalde, bu yasalar toplumun bir kısmında da azınlıklara karşı bir antipati doğmasına neden olabilecektir.

Esasen ben, geçmişte yaşanmış olayların yasalar ile "düzenlenmesini" anlamsız buluyorum. Geçmişte yaşanmış olayların neden sonuç ilişkisi içinde değerlendirilmesi gerekir. Yasa ise bir şeyin nasıl olması gerektiğini buyurur. Bu şekilde adalet sağlanması mümkün olmayacaktır. Örnek vermek gerekirse devletin, 6-7 Eylül olayları için özür dilemesi fevkalde şık ve azınlıkları mutlu edecek bir davranış olacaktır ve bilinçaltında haksızlığa uğramış insanlar için bir tatmin duygusu yaratacaktır. Ancak yasa çıkararak bunu inkâr edenlerin para cezasına çarptırılacağını söylemek hem somut bir fayda sağlamayacak hem de toplum nezdinde (olayların inadına inkâr edilmesi gibi) gereksiz reaksiyona neden olabilecektir. Bunun yerine, yaşanan olayların yanlışlığının

topluma anlatılması, yapılanların ne kadar haksız olduğunun vurgulanması, azınlıkların bu ülke için bir zenginlik olduğunun anlaşılması daha faydalı ve sonuç verecek bir yöntem gibi geliyor bana. Tabii bir de, adaleti dağıtan hâkimlerin bu tür konularda duyarlı olması önemli olacaktır.

Murat Divrik:

Yurt dışındaki “geçmişteki bir olayın tanınmasını içeren veya bir olayın inkârına ceza öngören yasalar gibi yasalar”, tahminime göre, sadece devletimizi etkiler. Eğer devlet böyle bir ırkçılık veya benzeri bir olumsuz tutum içindeyse, kendine biraz çeki düzen vermeye çalışır, muhatapları arasındaki görüntüsünü düzeltmeye çalışır. Sade vatandaşımız olumlu yönde pek etkilenmez, hatta olumsuz fikirleri olanların fikirleri canlanır, pekişir. Ve hatta, yabancı ülkelere kızıp burada ellerinin altında olanlara daha çok tepki gösterirler.

Eğer bir adaletsizlik varsa, bu yasalar üzerinden kısa vadede bir adalet sağlanacağını sanmıyorum. Uzun vadede devletimiz bir adalet arayışına girebilir. Sade vatandaş pek etkilenmez.

Yahya Koçoğlu:

Türkiye’de azınlıklar ve özellikle gayrimüslim azınlıklar konusunda tarafsız olmadığım, geçmişte ve halen yaşananları görünce tarafsız olamayacağımı da biliyorum. Bu girizgâhtan sonra yanıma gelelim: Türkiye’de gayrimüslim azınlıklara yönelik ayrımcı uygulamalar, halkın anlayışından, yasaların ayrımcı tavrı ve anlayışından ve idarenin ayrımcı uygulamalardan kaynaklanıyor. Anlayıştan kaynaklanıyor, çünkü “gavura gavur” demek suç değil. Bu nedenle sen bizdensin denildiğinde geçmişte yapılanların hepsinin unutulması, söylenen sözlerin yok sayılması bekleniyor. Bu konuda 2009 yılında yapılan araştırma ayrımcılığın toplumun bünyesinde olduğunu gösteriyor.

Yasalardaki ayrımcı maddeler, AB, Avrupa Parlamentosu gibi dış unsurların etkisiyle giderek düzeltilmeye çalışılsa da uygulamaya yansımaları istenilen ve beklenen hızda olmuyor. Kişisel hakların uygulanamamasını bir kenara

birakırsak, azınlık vakıflarının yasaya, hukuka aykırı gasp edilen mallarının iade edilmesine dair kanun çıkmasına rağmen Vakıflar Genel Müdürlüğü, mahkemeler ve hatta bu malların sonraki sahipleri yasaya aykırı kullanımlarını sürdürüyor. Lozan'ın idare tarafından istenildiği gibi uygulanması veya uygulanmaması da kadının gayrihukuki tavrının nereye şikayet edileceği sorununu gündeme getiriyor. Özet olarak ayrımcılık o kadar benliğine işlemiş ki çoğunluk toplumunun, “Biz size hoşgörü gösteriyoruz,” sözünde bile hoş görülmesi gereken varlık olduğu hatırlatılıyor.

Bu anlayışın hâkim olduğu, yasaların sadece azınlıklara değil, Alevi-Sünni gibi farklılıklarda da ayrımcı uygulandığı Türkiye’de, yasa değişiklikleriyle ırkçılığın istenilen düzeyde önlenmesi mümkün görmüyorum. Çünkü yasalar çıkarken çıkartanlar tarafından uygulanabilir ve uygulanamaz dilye ayrılıyor. Sigara içme yasağına göz yuman sigara içen kolluk; emniyet kemeri takma zorunluluğunu uygulamayanı da görmüyor.

Bu yasalar üzerinden adalet aranabilir mi? Sadece azınlıklar değil, hiç kimsenin adalet beklentisinin karşılanamayacağını düşünüyorum. Gerekçem, yasaların uygulanmasıyla ilgili sorunlar. Hâkim ve savcılar bile (Nedense avukatları, mahkemede savcıyla eşit olmadıklarına inandığımız için bu sıralamaya koymuyoruz) önce vatan diyorsa (TÜSİAD’ın tarihini ve yapını hatırlamadığım araştırmasına göre) burada “kimi kime şikayet” deyimi bir kez daha anılıyor.

Hasan Güven:

Bence bu yasanın yaşamsallığı ile alakalı bir soru; yasayı çıkaran devlet, fakat bir de “derin devlet” diye bir şey var bizde yasayı çiğneyen. Büyük paradoks. Böyle bir yasayı çıkaracak devletin önce geçmişteki olayı tanıyıp, tüm uzuvlarına tanıtıp, içselleştirmesi ve bir bakıma insanlık adına suçluluk duyması lazım. Devlet şu anda bu bahsettiğim ruh halinde olmadığı için yasalar çıksa da ırkçılığın önlenmesini düşünmüyorum. Artabilir bile. Bu tip yasalar üzerinden adalet aramak da dolayısıyla kadük oluyor bence. Adalet için, yurttaşlığın hümanizm çatısı altında tekrardan tanımlanması, bunun yöneten-yönetilen tarafından içselleştirilmesi gibi altyapının hazırlanması lazım.

Kaan Varnalı:

Ben şahsen ırkçılığın cezai yöntemlerle değil, eğitim ve hoşgörü ortamının sağlanmasıyla önlenebileceğini, ve toplumsal şiddet olaylarının ve nefret derecesinin de cahillik ve ekonomik refah düzeyi ile ilişkili olduğunu düşünüyorum. Dolayısıyla, bence yasalarla ırkçılık önlenemez. Ayrıca ırkçılık eyleme dönüşmediği sürece düşünce özgürlüğü kapsamında da değerlendirilebilir. Şiddet eylemine dönüştüğünde ise zaten şiddeti engelleyen darp yasaları devreye girer.

Jilda Gözcü:

Bence yasaların ırkçılığı önlemede rolü var ama adalet yok!

Prof. Dr. Turgut Tarhanlı:

“Geçmişteki bir olayın tanınması” konusunda, ben, öncelikle, böyle bir “yasal” enstrümanın ancak bunun öncesinde ve dışında bir siyasi kararlılığı ortaya koyan iradenin varlığı halinde, bir tartışma konusu olabileceğini düşünüyorum. Diğer bir deyişle, bu bağlamda bir “yasal” enstrümanın tercihi, ancak bir sonuç olması anlamında sembolik bir değer taşıyabilir ve ancak o çerçevede, sadece sembolik bir değer taşımakla sınırlı kalmayabilir. Dolayısıyla ben, esasen, toplumsal anlamda fikrî sahiplenme sürecini ihmal etmeksizin geliştirilecek bir politikayı öncelik kabul ediyorum. İngilizce’de şöyle bir ayırım yapılır: “Policy of human rights” ve “policy for human rights”. Benim vurgulamaya çalıştığım “politika” ilki değil ikincisi içinde anlam kazanır. Aksi halde, faydacı bir enstrümantalizmin gölgesinin koyu olabileceğinden endişe ederim. Bu politikanın, 1930’ları ve 40’ları yaşamış bir Avrupa’da da çok etkili bir biçimde var olduğunu söylemem zor. Oysa, Holokost’un inkârının bir cezai yaptırımla karşılanmasının geri planındaki asıl büyük neden, Holokost’u yaşamış bir Avrupa’nın, onu yaşamış olmadığı gibi bir görüşün ileri sürülmesinin artık mümkün olamayacağıyla ilgili bir ethosu, buna bağlı bir sorumluluğu ifade eder. Bu, adına “Avrupa kamu düzeni” denen şeyin artık o “yaşanmışlık” halinin etkisi altında olduğunun inkâr edilemeyeceği bir kamusal halidir. Ve bir yargısal soruşturmanın ana odağını oluşturan, sadece

failin suçluluğunun tespitiyle sınırlı ve onu, yasalar ışığında ispat ettiği ölçüde hedefine varmış kabul edilecek bir çaba da değildir. Dolayısıyla, bu gerçek sadece tarihi bir değer taşımaz, bugünü de tanımlar. Bugünkü ilişkilerimizin geometrisini de belirler. Ve bir yargısal çabadan farklı olarak, failleri görme sorumluluğunu göz ardı etmezse de, asıl fail olmayanların da o sorumluluğu kavramasını ve hissetmesini önemser. Bu haliyle bir “politika”dır (policy) ama bir “politics” değildir. Bu nedenle, siyasetin biricik anlam çekirdeğini oluşturan, “dost” ve “hasım” ekseninde bir anlam dünyasına sıkışmamak durumundadır. Oysa yasal bir enstrümantalizmin, gerekli fikri açıklığın ve paylaşımın etkisi olmaksızın, böyle bir hedefe meyli kuvvetle muhtemeldir diye düşünüyorum. Bu görüşüm, ayrımcılık yasağı, hukuk önünde eşit muamele, kin ve nefret söyleminin yasaklanması, vb. uluslararası insan hakları minimum standartlarının etkili kılınması anlamında bir yasallığı elbette dışta bırakmıyor.

Muhammed Aydın:

Gayrimüslim azınlıkların ırkçı saldırılardan korunması veya üzerlerindeki baskıyı hafifletmek amacıyla çıkartılacak herhangi bir yasayı onaylıyorum. Özellikle hedef gösterme, galeyana getirme ve linç kültürünün taşrada çok yoğun olduğu Türkiye gibi bir ülkede böyle yasalar ile adalet aranabileceğine hatta bunların adalet arayışında dayanak noktası olması gerektiğine inanıyorum.

İzzet Hazak:

Özel yasaların ırkçılığı önleyip önleyemeyeceği sorusu pratikte ve uygulamada farklılıklar içeriyor, bu yüzden bu yasalar ırkçılığı evet hem önler, hayır hiç önlemez. Yasaları bilenler takip edenler ve uygulayanlar için evet, önleyici olur. Fakat yasaların varlığından haberdar olmayan, cahil zihniyetler için hayır, hiçbir etkisi olmaz.

Seda Kutsal:

Bence bu tip yasalar, Türkiye’de yaşayan azınlıkları huzursuz etmekten başka bir şeye yaramıyor. Kişisel olarak yakın olarak görüştüğüm pek çok gayrimüslim arkadaşım, son dönemde gündeme gelen Ermeni Soykırımı’nı İnkâr Yasası’nı mantıksız buldu. Bana göre de her ülkenin iç dinamikleri farklı işliyor. Buna dışarıdan müdahale etmek, sadece ilgili ülkede yaşayan azınlıkları mağdur etmekten başka bir işe yaramıyor. Öte yandan, azınlıkların haklarının diyalogla daha etkili bir şekilde çözüleceğine inanıyorum. Beraber yaşayan toplumlar sivil olarak kendi aralarında halletseler, bunun yararının uzun vadede etkili olacağını düşünüyorum.

Eli Kebudi:

"Yasalar" kimi zihinlerce yazılı birer kağıt parçası olarak raflarda çürümektedir. Yaşadığımız coğrafyada, kişinin kendisinden farklı olana bakışını değiştirmek, “ağaç yaşken eğilir” misali önyargısız ve tarafsız bir tarih eğitimi ve temelinde insan sevgisini barındırmalıdır. Yasalar kimi hakları korumakla yükümlü olmakla birlikte bu yasaların içeriğinin topluma yansıtılması didaktik bir şekilde değil de, in-formal yönetmelerle kuşaktan kuşağa aktarılmalıdır.

Yasalar üzerinden adalet her daim aranmalıdır ve yasalar üzerinden suçlu kişiye ceza her koşulda verilmelidir. Fakat, asıl düşünülmesi gereken konu; yasa ihlalini yapmaya iten sebeplerin derinlemesine araştırılıp konu ile ilgili kökten çözümlerin bulunulması gerektiğidir. İnsanların zihinlerine nefret tohumlarını serpen anlayışın kökten çözülmesi gerekmektedir. Özetle, "yasalar" ile koruma "eğitim" ile değişim gerçekleşmelidir.

İzi Deventurero:

Öncelikle geçmişteki bir olayın tanınmasını içeren ya da inkâr ceza öngören bir yasa şu an yaşanan ırkçılığa bir fayda etmez. Hatta mesela, Varlık Vergisi için tazminat ödense ve yaptırımlar uygulansa, bu ırkçılığı arttırabilir. Ve tabii bu yasalar insanların içindeki ırkçılığı azaltmaya da yaramaz.

Emir Alkaş:

Devlet mertebesinde bir olayın tanınmasını ben kıymetli buluyorum. Bunun mutlaka inkârının suç sayılması ile eşlenmesi lazım. Antisemitik yaklaşımlarının kökten temizlenmesini mümkün görmüyorum ama neresinden canı yansa kardır...

Cina Alkaş:

Böyle yasaların azınlıklara karşı olan ırkçılığı önlemede rolü önemsenmeyecek kadar az olur. Hele adalet aranması yok denecek kadar az olacaktır maalesef.

Karabet Sökeli:

Geçmişteki bir olayın tanınmasını içeren veya bir olayın inkârına ceza öngören yasalar gibi yasaların, Türkiye'de gayrimüslim azınlıklara karşı olan ırkçılığı önlemede rolü olmaz. Bu olsa olsa ateşe körükle yaklaşmak olur. Esasen bunların vaktiyle hangi şartlar ve hangi ortamda yapıldığı kesinlikle bilinemez. Bunun için faydası olamaz ve adalet aranamaz. Bu gibi yasalar vaktiyle yaşanan ve tasvip edilmeyen olayların hatırlanması, gündeme gelmesi hiç ama hiç kimseye yarar sağlamaz. Son zamanlarda dünya ülkeleri (Fransa, Amerika gibi) kendi siyasi amaçlarına ve seçimlerde oy amaçlı olarak bu meseleyi deşmektedirler. Bunlara alet olmak yanlıştır. Esasen Türkiye'de yaşayan gayrimüslimler vatanlarından, vatandaşlıklarından ve hükümetlerinden mutludurlar.

Meline Çerkez:

Bu yasaların yararı değil, olsa olsa zararı olur. Ateşe körükle gidilmez ki...

Azat Sökeli:

Böyle yasalar ile ne ırkçılık engellenebilir, ne de adalet aranabilir.

Dođan Rozan:

Var olan yasalar makul mertebede bu mesele için uygulanabilir ve uygulanmalıdır. Yeni yasa yaratılmasını beklemek yerine, var olan yasalar uygulanmalıdır. Eđer bu konuya özel yasa çıkartılırsa daha da efektif olur.

Hay Eytan Cohen Yanaracak:

Gayrimüslimleri korumak için bir yasa mevcut olmuş olsaydı, kanımca, bu ancak, gayrimüslim azınlıklara karşı olan nefretin daha oto-kontrollü bir şekilde su yüzüne çıkmasına neden olacaktı. Yasadan kaynaklanacak boşluklarla, nefret söyleminin, daha şık bir şekilde “kanunlara uygun kılıflarla” ortaya çıkıp bu kadar bariz bir şekilde vücut bulmayacağını düşünüyorum. Buna örnek verilirse, anti-semitizmi suç olarak sayan bir yasa, anti-İsrail söylemlerindeki antisemit öğeleri siyaseten görmezden gelecektir veya bu konuyu tartışmaya açarak kesin bir yargıda bulunmayacak bir başka deyişle nabza göre şerbet verilecektir. Bunun yanında Türkiye'nin kendi tartışmalı tarihi nedeniyle böyle bir yasa çıkarması kendi bacağına sıkacağı kurşundan farksız olacaktır. Hala tartışılan 1915 Ermeni tehciri, Varlık vergisi, Trakya olayları, 6-7 Eylül olayları gibi olaylar hala -bırakın yasalaşmayı- okullarda okutulan tarih kitaplarına dahi girmeye layık görülmedi. Bu bahsi geçen konuların ders kitaplarına objektif gerçek tarihçiler tarafından sokulacağı gün yeni neslin bu konuları gerçekten objektif bir şekilde öğreneceği gün olacaktır. İşte bu nefret suçları yasaları belki bir nebze o zaman işe yarayacaktır. Bu tarz bir yasanın yasalaşması sonucunda adalet elbette aranabilir ancak adaletin tecelli edip etmeyeceği soru işaretidir... Bugün, 2010 referandumu sonrası özellikle Türkiye'de güçler ayrılığı ilkesi ve yargı bağımsızlığı kavramlarının varlığı kuşku uyandırmaktadır. Kuvvetler ayrılığı ve yargı bağımsızlığının uygulanmakta olduğu bir Türkiye'nin var olduğunu ve bu gibi nefret suçlarına karşı olan yasaların var olduğunu varsayarsak, yargı sistemi, emsal oluşturabilecek cezaların verilmesi ve bu cezaların daha sonraki durumlarda uygulanmak üzere içtihatlarla dönüşmesinden sonra sistem kendini kanıtlayabilecektir. Yargı sistemi yasamadan geçmiş olan yasanın yalnızca kozmetikten ibaret olmadığını ve gerçek hayatta uygulandığını

gayrimüslimlere göstermeye mecburdur. Ancak bunun kanıtlanmasından sonra karşılıklı olarak devlet-vatandaş olarak güven köprüleri kurulabilir. Gayrimüslim de kurulan bu güven köprüsü nedeniyle kendini ikinci sınıf vatandaş olarak görmez.

Teri Bahar:

Geçmişteki bir olayın tanınmasını içeren yasa belki ırkçılığı önlemede rol oynayabilir ama inkâra cezanın ırkçılığı önlemede pek bir fayda sağlayacağını sanmıyorum.

Romina Nedüryan:

İrkçılığı önlemede rolü olmaz hatta ortalığı daha fazla kızıştırır.

İsak İzi Mizrahi:

Türkiye'nin geçmişi, insan profili ve tarihe bakış değerlendirildiğinde geçmişteki bir olayın yasalarla inkârının cezaya bağlanması yalnızca tepki çekecek-belki ırkçılığın artmasına sebep olacak- kimsenin görüşünü değiştirmeyecektir. İrkçi olan biri veya geçmişi inkâr eden biri bunu ceza korkusundan bağımsız, bağınaz düşüncesi ile bilinç eksikliğiyle yapıyor. Bu yasalar üzerinden adalet aranabilir mi sorusu ise başka bir boyut. Devletin bir olay için özür dilemesi ya da olayı tanıması kimsenin hakkını tam olarak vermeyecekse de en azından mağdur olanların kendini daha iyi hissetmesine yol açacak, mağduriyetlerini azaltacaktır.

Jason Bey:

Böyle bir yasanın yürürlüğe konmasının, Türkiye gibi bir ülkede pozitif bir etki yaratacağını sanmıyorum. Ters etki yaratma şansı, yangına körükle gitme ihtimali çok daha fazladır. Bu yasalar bana göre, etik yasalar değil, çünkü bir yandan doğru bir adım atılma isteğini ifade de etse, diğer yandan konuşma özgürlüğünü engeller. Halbuki konuşma özgürlüğü, azınlıkların Türkiye'de yaşadığı ayrımcılığı dile getirebilir ve pozitif bir etki yaratabilir.

Prof. Dr. Murat Belge:

“Yasa” ile gerçekten olumlu bir şey olacağına inanmıyorum. Bu toplumda ne olduğunu bilen (öğrenmiş) ve buna gerçekten üzülen insanlar var. Bu bir azınlık. Hem de az bir azınlık. Ama okur/yazar insanlar çoğu, onun için etkileri sayılarından fazla gibi olabiliyor. Bir başka azınlık var ama bu öyle az bir azınlık değil. Bunlar aynı şeyleri gene yaparlar, en azından yapılmasına karşı çıkmazlar. Öyle yetiştirilmişler. Kafaları kolay kolay değişmez. Bunlar yalnız MHP seçmeni de değil. Bir kısmı CHP, bir kısmı de AKP’ye oyunu verir.

Bir de çoğunluk var. “Faşist” olmak üzere yetişmemişler, ama duyarlılıkları küt, sorumlulukları uyanmamış. Arabayla adama çarptığında, çevrede gören kimse yoksa gazlayıp kaçmak üzere yetiştirilmiş insanlardan çok var. 1915’ten filan hiç haberleri yok değil, bu saatten sonra, ama inkâr politikasına karşı çıkacak bir iç yapıları yok. Bütün Türkiye, çok kötü bir eğitimin kurbanı—gerçek “Okul-Aile Birliği” bu bizde. Bu eğitimin sorumlusu o “birlik”. Yani yasa değil, sorun... “éducation sentimentale”. O nedenle, “yasa”, duygudaşlık için, “empati” için uygun araç değil. Bir tür “adalet” için, belki, ama adalet başka, anlayış ve empati başka.

Eylem Akdeniz:

Evet, yasal düzenlemelerin ırkçılığı önlemede rolü olabilir. Bu rol sınırlı olabilir lakin meselenin hukuki dayanaklarının bulunması hak arama mücadelesine de katkıda bulunacaktır. Bu bakımdan bu tür yasal düzenlemelerin caydırıcılığının önemli olduğuna inanıyorum.

Jilda Gagaçyan Semerciyan:

Böyle yasalar Türkiye’de olmadığı için, başka ülkelerde olan yasaları düşünerek yanıtlayabilirim: Fransa, Ermeni soykırımıyla ilgili yasa tasarısını tabii ki Ermeni sempatisinden dolayı yapmadı, Fransa’daki Ermeni cemaatinin oyu için yaptı. Türkiye’deki Ermeniler kendi tarihlerinin başka ülkelerin politik

menfaatleri için kullanılmasından memnun değildi ama yine de “işimize geldi” diyorlardı. Belçika’da tüm Ermeni diasporası çok mutlu oldu. Ama bence asıl mesele Türkiye’de yaşayan Ermenilerin ne hissettiği idi, onlar çok fazla gündeme geldikleri için rahatsız oldu! Çünkü maalesef Ermeni’ye karşı antipatisi olan herkesin konuşması için bir fırsat doğdu ve ortalık karıştı. Yani, bence ırkçılığı önlemedi tam tersi ırkçı insanları kışkırttı.

Emir Berker:

Genelleme yapmamakla beraber, çoğu korkunun ve buna bağlı olarak iğrenme ve nefretin arkasında "bilmeme" durumunun hâkim olduğunu düşünürüm. İrkçılık da az önce saydığım duygulardan beslenen bir olgu olduğundan, en büyük tetikçisinin hep yanlış bilgi ve bunun getirdiği önyargılar olduğu kanısındayım. Bu nedenden dolayı, Türkiye özeline dönmeden önce genel kanaatimin yasaların bu durumun köküne inemeyeceğinden dolayı koruma anlamında bir iyilik getirirse de ırkçılığı önleyemeyeceğini ve hatta bu yasalar yüzünden cezalandırılanların içindeki nefreti ve önyargıyı körükleyeceğini düşünüyorum.

Avram Ender:

Kanımca, faydası olmaz. Çünkü; bir olayı tanımak yada tanımamak tamamen bireyin düşüncesiyle ilgili, toplumun da ortak düşüncesi ile ilgili bir olgudur. Ve daha da kötüsü, geçmişte yaşanan bir adaletsizliğin üzerine, adalet sağlamak adına bu yasalarla temel özgürlük olan düşünce özgürlüğü üstüne ipotek konulması yaşanabilir.

ÖZGEÇMİŞ

13 Temmuz 1984 yılında İstanbul'da doğan Rita ENDER, lise öğrenimini İstanbul Özel Saint-Joseph Fransız Lisesi'nde tamamlamıştır. 2003 yılında Marmara Üniversitesi Hukuk Fakültesi'nde lisans eğitimine başlamış, birinci sınıftan itibaren Güncel Hukuk dergisinde yazmaya-çalışmaya da başlamıştır. 2007 yılında Rafael Torel'in, "Mümkündür Mucizeler" isimli biyografisini kaleme almış, aynı zamanda çeşitli gazete ve dergilerde yazmaya devam etmiştir. 2009-2010 yıllarında avukatlık stajını yapan ve ruhsatnamesini alan Ender, 2010-2011 öğretim yılında Panthéon-Assas Üniversitesi'nde (Paris II), Hukuk Sosyolojisi Ve Hukuki İletişim adlı bölümde yüksek lisans yapmıştır.